

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTREAL

NATION ET DÉMOCRATIE AU QUÉBEC. ANALYSE DU CONTENU DE
L'ÉVÉNEMENT *NOUS?*

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR

MARC-ANDRÉ BERGERON BERTRAND

JUILLET 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.03-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je commençais ma maîtrise à peu près à ce moment où je décrochais le carré rouge de ma chemise. Au fur et à mesure que cette effervescence printanière s'estompait, grandissait en moi l'impression, parfois nostalgique qu'il s'était passé quelque chose de spécial, de bien et beau. Ponctuellement, je rencontrais Joseph Yvon Thériault, l'un des rares professeurs du département à ne pas témoigner ce même enthousiasme. L'excellence de son cours l'avait immédiatement pardonné. C'était une bonne chose. Aujourd'hui, je le remercie profondément pour les trois années où il fut mon directeur. Toujours sur la trame de sa très belle sociologie, je rencontrai un ami et un homme d'une énorme générosité.

Je le remercie aussi de m'avoir permis de rencontrer la *gang* de la chaire MCD. C'est pour elle que j'ai étiré ce mémoire. Je ne voulais pas la perdre.

Merci à ma mère, à qui je dois tout et à mon père qui m'a fait aimer son pays. Je remercie mes deux sœurs pour leur soutien. Aussi, mes grands-parents qui ont tellement nos études à cœur. Mes amis. Camille, l'une des plus belles découvertes de mon université.

Merci à Ariane, ma copine pour son écoute, son appui indéfectible et pour avoir fait de l'UQAM un lieu magnifique.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	ii
RÉSUMÉ	v
1 INTRODUCTION	1
CHAPITRE I.....	9
PROBLÉMATIQUE.....	9
1.1 Qu'est-ce que l'événement <i>NOUS</i> ?	9
1.2 L'événement <i>NOUS</i> ?; la construction d'un imaginaire.....	11
1.3 Quelles questions adresser à l'événement?	14
1.4 Entre l'État-nation et le cosmopolitisme; l'humanité et son lieu.....	15
1.5 La Question de « Nous »: une réponse civique ou culturelle.....	22
1.6 La démocratie entre l'institution et l'indignation	37
1.7 Conclusion partielle: trois paradoxes pour appréhender l'événement <i>NOUS</i> ?.....	49
2 CHAPITRE II.....	50
MÉTHODOLOGIE.....	50
2.1 L'obtention des textes	50
2.2 Le découpage des discours.....	50
2.3 La méthode idéale typique.....	52
2.4 La catégorie civique	53
2.5 La catégorie culturelle	53
2.6 La catégorie cosmopolitiste.....	54
2.7 La catégorie nationaliste.....	54
2.8 La catégorie indignée	55
2.9 La catégorie institutionnelle	56
2.10 L'émergence de thèmes.....	56
2.11 Le moment quantitatif	57
3 CHAPITRE III.....	58
RÉSULTATS	58
3.1 Introduction	58
3.2 Les thèmes associés à la catégorie nationaliste	59
3.2.1 La nation québécoise comme sujet politique	59

3.2.2	La souveraineté progressiste	61
3.2.3	La nation comme accès à l'universel.....	62
3.3	Les thèmes associés à la catégorie cosmopolitiste.	63
3.3.1	Critique du nationalisme	63
3.3.2	L'effacement des frontières.....	63
3.4	Les thèmes associés à la catégorie civique.....	64
3.4.1	Ouverture à l'autre	64
3.4.2	Oppression des cultures minoritaires	64
3.4.3	Critique du nationalisme culturel	65
3.5	Les thèmes associés à la catégorie culturelle	66
3.5.1	Critique de la dénationalisation.....	66
3.5.2	Inscription dans la culture nationale québécoise.....	67
3.6	Les thèmes associés à la catégorie indignée.....	67
3.6.1	La démocratie comme lutte.....	67
3.6.2	La domination de l'économie	68
3.6.3	Domination d'une élite économique.....	68
3.7	Les thèmes associés à la catégorie institutionnelle.....	69
3.7.1	Critique de la fragmentation.....	69
3.7.2	Fierté de la démocratie québécoise	70
3.8	Fréquence relative aux catégories	71
3.8.1	Distribution des références nationalistes et cosmopolitistes.....	71
3.8.2	Distribution des références civiques et culturelles	73
3.8.3	Distribution des références indignées et institutionnelles	74
3.9	Fréquence relative aux thèmes	74
3.9.1	Distribution des thèmes	
	liés aux catégories nationaliste et cosmopolitiste	75
3.9.2	Distribution des thèmes liés aux catégories culturelle et civique	77
3.9.3	Distribution des thèmes.....	
	liés aux catégories indignée et cosmopolitiste	78
4	CHAPITRE IV.....	80
	INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS.....	80
4.1	Le nationalisme au cœur de l'événement <i>NOUS</i> ?.....	80
4.2	La nation comme lieu de la légitimité démocratique	81
4.3	Les différentes nations comme richesse de l'humanité	82

4.4	Le cosmopolitisme, une position marginale et indignée	82
4.5	La définition de la nation.....	85
4.6	Un « Nous » traversé par la mémoire canadienne-française	86
4.7	Une culture menacée de l'intérieur et de l'extérieur	87
4.8	Un NOUS inclusif	89
4.9	Un antinationalisme culturel radical.....	90
4.10	<i>NOUS?</i> , un événement indigné	92
4.11	L'amour de l'égalité	93
4.12	Le culte de l'économie	94
4.13	Le refus global de l'institution	95
4.14	La nation québécoise; un bastion indigné	95
4.15	Une intention nationale	100
5	CHAPITRE V	103
	DISCUSSION	103
5.1	L'État-nation un paradigme toujours pertinent?	
	Oui, mais avec certaines conditions.	103
5.2	Nation et démocratie dans l'événement <i>NOUS?</i>	107
5.3	Conclusion.....	108
5.3.1	Les limites de notre enquête.....	110
6	BIBLIOGRAPHIE.....	113

RÉSUMÉ

Ce mémoire propose l'analyse du contenu de l'événement NOUS?. Cet événement, tenu le 7 avril 2012 au Monument-National de Montréal, se présente comme la succession de 76 discours. Les auteurs invités devaient suggérer une réflexion orbitant autour de la problématique de la démocratie et du Québec. Dans l'immense majorité, les participants appartiennent à la gauche québécoise. Ils sont surtout des artistes et des intellectuels. La problématique de recherche se décline en trois questions que nous avons adressées à l'ensemble du corpus. Celles-ci s'arriment toujours à la relation entre démocratie et nation. La première interrogation soulève la question du lieu de la démocratie. La seconde s'intéresse à la nature du « Nous » et la dernière pose la question de la forme démocratique. Grâce à la méthode idéale typique, nous avons construit six catégories divisées en couples antagoniques de réponses aux trois questions. (Nationaliste/cosmopolitiste, civique/culturelle et indignée/institutionnelle). L'étude de notre corpus démontre un profond attachement à la nation québécoise comme lieu d'enraciner de la démocratie. La définition du lieu collectif apparaît fortement tiraillée entre une conception culturelle et une autre essentiellement civique. De surcroît, l'événement NOUS? témoigne d'une forte aversion envers les institutions de la représentation politique. Enfin, cette recherche en vient à la conclusion que notre corpus est animé d'une puissante volonté de partager une expérience particulière en dehors de l'homogénéisation culturelle et de la marchandisation du monde. Successivement, les discours suggèrent l'utopie d'un Québec nouveau, précurseur d'une autre manière de vivre.

MOTS-CLÉS: Nation, démocratie, Québec, nationalisme, Événement NOUS

INTRODUCTION

D'abord, ils se disaient colons français, puis Canadiens. Plus tard, ils se définissaient comme Canadiens français et enfin, en tant que Québécois. Ces transformations linguistiques et culturelles témoignent d'une certaine ambiguïté, qui aurait toujours accompagné les membres de cette petite nation. Le parcours historique du Québec est ponctué par ce lexique qui annonce toujours une nouvelle manière de se penser. Ces changements d'expressions sont habituellement associés à des événements marquants de l'histoire de la collectivité : on parle ici notamment de la Conquête, de l'échec des Patriotes et de la Révolution tranquille. Ceci atteste de différentes conceptions de soi. Ces modifications mettent en relief et affirment une aporie moderne, celle de devoir conjuguer différents phénomènes, parfois en tension, telle que l'avènement de la nation, de l'individu et de la démocratie. La nation québécoise participe depuis sa genèse à une réflexion visant à répondre à cette difficulté. L'histoire intellectuelle du Québec est profondément imprégnée de ces paradoxes.

Plus précisément, notre intérêt se tourne vers l'articulation entre les notions de démocratie et de nation, qui dans leurs natures respectives présentent certaines contradictions, mais qui pourtant, à l'épreuve de l'histoire, révéleront une indéniable affinité. Le Québec, sans État indépendant et considéré comme le château fort de la nation francophone en Amérique, a toujours eu à se poser la question de son existence. Comment soulager l'inquiétude face à la pérennité culturelle? Marcel Rioux nommait ce problème: la question du Québec¹. Celle-ci se traduit dans

¹ Marcel Rioux. *La question du Québec*. (Paris : Éditions Seghers, Collection Événements, 1969), 1-197.

l'histoire de la démocratie comme l'éternelle interrogation à savoir «à quel peuple accorde-t-on le pouvoir?» Cette difficulté se situe justement à l'intersection des notions de nation et de la démocratie. D'autres tensions sont à l'horizon, notamment où commence et où se termine la nation? L'État doit-il s'arrimer à son contour ou faut-il dépasser la nation dans une démocratie cosmopolitiste? Le peuple est-il essentiellement juridique ou encore repose-t-il sur une conscience historique ou culturelle? Sinon, le peuple doit-il être représenté à l'aide d'institutions ou doit-il exercer sa souveraineté directement? Nous tâcherons de saisir l'événement *NOUS*? à travers sa contemporanéité, c'est-à-dire, en conservant au centre de notre réflexion (sans toujours le préciser) le concept de modernité radicale, lequel sera en quelque sorte un fil conducteur. La notion de modernité radicale sert à décrire la prolifération d'une vision réductrice de la modernité qui ne préserverait que les processus de rationalisation et d'universalisation du monde. Un paradigme de désaffiliation qui ne poserait plus la question de l'élaboration d'un univers de sens partagé². Ceci trace l'esquisse de notre problématique, c'est à l'aune de ces différentes tensions, que l'on se propose de prêter l'oreille à une société québécoise en réflexion sur elle-même.

Cette dernière est assurément divisée en factions, en groupes. Les sentiments et les passions ne sont fort probablement pas répartis de manière homogène. La société contemporaine s'offre aux chercheurs dans sa pluralité. Une question se présente alors: à qui adresser nos interrogations? Nous pourrions sonder mille Québécois choisis au hasard, mais hélas, cela ne nourrirait pas complètement nos ambitions. Ce serait pour nous une entreprise superficielle, équivalente à celle d'un biologiste qui voudrait connaître un arbre en l'examinant par le biais de quelques feuilles. Nous voulons plutôt déterrer les racines, nous insérer là où la société prend la majorité de ses nutriments, là où elle se réfléchit, se débat et s'imaginer.

² Joseph Yvon Thériault. *Critique de l'américanité, mémoire et démocratie au Québec*, (Montréal: Québec Amérique, 2005), 168.

Pour parler comme Benedict Anderson³, nous entretenons une vision de la nation telle une communauté imaginée; elle prend racine sous la plume des lettrés. La communauté se reconnaît une existence commune par le partage de signes et de symboles. La nation devient bien réelle, mais dépend d'un univers discursif. Nous soutenons la prémisse que les artistes et les intellectuels jouent un rôle crucial dans la formation de ce sentiment collectif. Nous proposerons dans ce mémoire d'étudier l'univers discursif de certains membres et artisans de la nation québécoise. C'est à partir de cette volonté que notre regard se tourne vers l'événement *NOUS?* qui apparaît comme un formidable échantillon pour notre enquête. Cet événement s'est déroulé le 7 avril 2012. 76 membres de l'espace public québécois y énoncera un discours censé proposer une réflexion sur le Québec et sa démocratie.

Qui sont ces gens auxquels on offre ainsi la parole? Ils sont en majorité des artistes, quelques-uns sont des intellectuels, certains sont des étudiants militants ou des syndicalistes. Notre sensibilité en tant que membre et participant à cette société, nous permet d'affirmer sans nous tromper, qu'il s'agit d'un groupe campé à gauche du spectre politique. Notre échantillon est progressiste. Mais avant d'être de droite ou de gauche, ces personnes ont été choisies parce que par leurs plumes, leurs théâtres ou leurs actions, ils participent à la société québécoise, la forgent et orientent les mentalités.

Nous procéderons à l'analyse du contenu de ces 76 discours. Nous les interrogerons sous trois angles. Nous avons formulé une problématique orientée autour de grandes questions esquissées préalablement. Chacune d'elle sera ensuite divisée en deux possibilités de réponses, les deux extrémités en quelque sorte d'un continuum. Ce que nous appelons « réponses », peut-être comprises comme une attitude ou une posture

³ Benedict Anderson. *L'imaginaire national*. (Paris : La découverte, 1996)

face à un problème. Tout en exposant les deux positions divergentes du continuum sur la question, notre cadre théorique servira à présenter les problématiques retenues.

Notre première question soulève l'intrigue liée à la pérennité du modèle de l'État-nation comme véhicule politique. La démocratie a-t-elle besoin d'un lieu où s'enraciner? Ce lieu, est-il la nation? Les auteurs sont-ils « nationalistes » ou espèrent-ils un nouveau paradigme « cosmopolitiste »?

Notre seconde question se fonde sur l'idée qu'il existe deux manières antagoniques de percevoir l'adhésion à une nation. Il s'agit d'une question fondamentale dans la tradition sociologique québécoise. L'adhésion à ce « Nous » appartient-il à une perception « culturelle » ou « civique » ?

Enfin, notre troisième problème met en relief la manière d'organiser la souveraineté du peuple. Autrement dit, la démocratie parlementaire ou représentative est-elle conforme aux attentes des participants comme moyens d'organisation de notre monde commun? Les institutions actuelles ont-elles encore une légitimité ou faut-il en proposer une sortie? Cela mettra en lumière le couple antagonique « indigné » et « institutionnel ».

Notre premier chapitre introduira le lecteur à la problématique. Nous verrons d'abord, les raisons pour lesquelles l'événement *NOUS?* retient notre intérêt. Celui-ci se présente comme un échantillon unique et incontournable. La question du Québec y est posée et un panel extraordinaire est réuni pour y répondre.

C'est dans ce même chapitre que nous mettrons en lumière le cœur théorique de notre mémoire. Il s'agira de construire nos concepts. La question du Québec, comme nous aimons la nommer, demeure une chose bien abstraite. Il faut lui donner un matériel, un corpus, la rendre saisissable. La sociologie politique nous offre des ingrédients afin de constituer notre problématique et nos concepts. Certains théoriciens énoncent des questions relatives à la démocratie et aux nations. De surcroît, une lecture

préliminaire de notre corpus nous a permis d'entrevoir comment quelques-unes de ces interrogations théoriques se sont invitées au micro du Monument national. Dominique Schnapper insiste sur le fait que la compréhension sociologique doit remplacer la confusion du réel « par un ensemble intelligible, cohérent et rationnel ⁴ ». Cela résume bien notre ambition. Nous construirons alors des catégories fidèles à la méthode idéale typique. Ces catégories seront structurées en couples de réponses antagoniques formulées ainsi :

Cosmopolitiste	Nationaliste
Culturel	Civique
Indigné	Institutionnel

Dès lors, il s'agira d'user de la littérature de manière à saisir les contours qu'implique une vision du monde cosmopolitiste/nationaliste, culturelle/civique, indignée/institutionnelle. Notre dessein est de baliser cette longue et disparate route que constitue l'analyse de l'événement *NOUS?*.

Il faut souligner que les choix des auteurs scientifiques sur lesquels nous nous sommes appuyés pour construire nos concepts se justifient par le fait qu'ils éclairent bien les problématiques que nous voulons mettre de l'avant. Il est évident que choisir dit également exclure; nous laissons plusieurs théoriciens dans un angle mort. Cela dit, nous espérons bâtir des cadres, des idéaux types pour comprendre nos discours. Nous pensons que la littérature scientifique retenue permet aisément de nourrir cette ambition.

⁴ Dominique Schnapper. *La compréhension sociologique. Démarche de l'analyse typologique*, (Paris : PUF, Quadriga, 2005)

Notre deuxième chapitre se consacrera à la méthodologie. Nous reviendrons sur nos catégories. Il s'agira d'une entreprise d'éclaircissement. Le premier chapitre nous a fourni une matière brute, dans le second nous la raffinerons. Après la lecture de cette section, le lecteur devrait bien avoir saisi le caractère de chacune de nos catégories.

C'est également dans ce chapitre que nous mettrons en lumière la méthodologie, c'est à dire; la manière dont nous avons procédé pour l'analyse des textes de l'événement. Il s'agira d'expliquer notre travail de codage et découpage de nos textes. Il faudra alors montrer que chacun des discours fut examiné de manière à retenir l'argumentaire des auteurs. Nous retiendrons que les phrases que l'on considère témoigner d'une opinion. Celles-ci seront ultérieurement regroupées en «thème». Ces thèmes seront alors associés à l'une de nos catégories (cosmopolitiste, nationaliste, nationaliste culturelle, nationaliste civique, indignée, institutionnelle) de manière à justifier en quoi les énoncés retenus participent à la catégorie à laquelle elle a été associée. Les thèmes induits du corpus fourniront la substance de nos catégories, ainsi que la légitimité.

Le troisième chapitre sera consacré à la description de nos résultats. D'abord, nous initierons le lecteur aux thèmes qui ont émergé de notre corpus, pour ensuite montrer, grâce à des données quantifiées, dans quelle proportion apparaissent les thèmes et les catégories au sein des discours. Nous présenterons ces résultats sous forme de graphiques de façon à ce que soit rendu limpide le contenu de l'événement. Autrement dit, que la cacophonie inhérente à un marathon de paroles se structure et se cristallise par le détour d'une image.

Le quatrième chapitre est réservé à l'interprétation et à la discussion des résultats. Sommairement, il sera simple de comprendre que le nationalisme l'emporte aisément contre une perspective cosmopolitiste. L'événement témoigne d'un discours enraciné au creux d'un « Nous » semblant épouser les contours de la nation québécoise. Cela devient moins évident lorsqu'il s'agit de définir la nature de ce « Nous ». La définition

de la nation serait tiraillée entre une appartenance culturelle et à une conception civique. Nous aurions là, peut-être l'amorce d'un paradoxe. Comment conjuguer l'affection liée à la mémoire canadienne-française et l'ouverture à la pluralité? Certes, il s'agit là d'un problème interpellant la sensibilité des participants sans pour autant que ce 7 avril 2012 en annonce la solution. En outre, nous verrons que l'événement *NOUS?* est traversé d'une vision du monde indignée. L'ordre contemporain est inacceptable pour la vaste majorité des auteurs. Les institutions politiques servent le grand capital. Le corpus que nous avons soumis à l'examen entretient de l'aversion contre l'élite économique porte-étendards du capitalisme globalisé.

Il s'agira enfin de mettre en valeur une intuition que nous inspire l'analyse de l'événement. Une intuition construite autour d'une continuité avec certains penseurs du Canada français. Nous espérons générer la réflexion orbitant autour de l'idée d'une certaine mission providentielle ou proposition d'avenir qui serait inscrite dans le discours des auteurs et qui serait indéniablement présente dans le parcours historique du Canada français. Le nationalisme des orateurs de l'événement est indissociable d'une vision indignée du monde. La nation québécoise doit aspirer à l'indépendance politique parce qu'elle est à l'avant-garde du progressisme social, du féminisme et de l'environnementalisme. Il faut préserver notre différence nationale qui se présente comme porteuse d'idéaux moraux contre le matérialisme de l'élite capitaliste globalisé. La nation québécoise y est dépeinte comme le bastion de résistance à la corruption de notre temps. L'argumentaire nationaliste des auteurs n'est pas nécessairement légitimé par le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais plutôt pour des raisons morales, par vocation. Une telle perception laisse entendre une intention nationale à faire société et qui n'est pas sans rappeler l'idée des penseurs de la réserve canadienne-française du début du siècle dernier. À ce sujet, voici ce que disait Mgr Paquet : « la nation canadienne-française a sûrement pour

mission de combattre le matérialisme en Amérique, de rétablir la véritable hiérarchie des valeurs et de rendre à l'esprit la place qui lui est due.⁵»

⁵ Mgr Paquet cité par Jean Lamarre. *Le devenir de la nation québécoise: selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet, 1944-1969*. (Québec : Les éditions du Septentrion, 1993), 211.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE

1.1 Qu'est-ce que l'événement *NOUS?*

D'entrée de jeu, expliquons ce qu'est l'événement *NOUS?*. Celui-ci a été organisé par Pierre-Laval Pineault, Sébastien Ricard, Brigitte Haentjens, Jean-Sébastien Pineault et Jean-Martin Johannis. Tous organisateurs du *Moulin à paroles*. Ce premier événement s'était tenu sur les plaines d'Abraham en septembre 2009. L'objectif alors était de faire la lecture en rafale de certains textes considérés importants dans l'histoire du Québec. L'événement avait pris une tournure politique et semé la controverse. Certains avaient insisté sur le fait que *Le Moulin à paroles* visait à célébrer le fait francophone au Canada, d'autres avaient jugé que c'était un événement nationaliste. Le gouvernement libéral du Québec boudera l'événement en réaction à la lecture du manifeste du Front de libération du Québec inscrite au programme.^{6 7}

L'événement *NOUS?*, à la différence du *Moulin à paroles*, met en scène des textes originaux. L'objectif est énoncé par l'un de ses organisateurs, Jean-Sébastien Pineault demandait : «Est-ce que le collectif est encore possible? L'objectif de *NOUS?* est la

⁶ André Pratte. « Le moulin à propagande. », *La Presse* (Montréal), 9 septembre, 2009

⁷ Rémi Nadeau. « Hamad accuse Le Moulin à paroles de faire l'apologie du FLQ. », *Le Soleil* (Québec), 4 septembre, 2009

circulation des idées, donner la parole aux gens et porter la réflexion plus loin.⁸». En somme, on demande aux invités de réfléchir sur la question du « Nous », du Québec et de sa démocratie.

L'événement se déroulera au Monument national de Montréal le 7 avril 2012. De midi à minuit, se succéderont au microphone les 76 auteurs conviés à la parole. Certains auteurs ont prévu un discours plus courts, d'autres plus longs, mais règle générale, les prestations sont de 4 à 25 minutes. La grande majorité des participants y vont d'une présentation sous la forme d'un discours classique, d'autres y ajoutent des éléments d'ordre esthétique, musical ou poétique.

Notons que certains auteurs portent le carré rouge en soutien aux étudiants alors en grève contre la hausse des frais de scolarité décrétée par le gouvernement libéral. L'événement se déroule effectivement en plein cœur de ce qu'il est d'usage d'appeler le « Printemps érable », bien que l'évènement *NOUS?* ne lui soit pas directement lié. Il était toutefois prévisible que l'effervescence du printemps s'invite au cœur de l'événement.

Le corpus que représente l'événement *NOUS?* incarne une tendance ou un discours politique très présent au Québec et fort médiatisé. Cette journée est l'initiative d'artistes et ceux-ci représentent la majorité du panel. Ainsi, avant de s'attaquer à notre analyse, il faut savoir que les artistes québécois ont démontré une tendance historique à appuyer le mouvement souverainiste. À la lumière de la thèse d'Alexandre Brassard, nous savons que ces derniers ont toujours été plus nationalistes que l'ensemble des Québécois⁹. Ceux-ci gagnent leur vie grâce à la culture spécialement francophone, il faut la protéger; la souveraineté du Québec apparaît

⁸ Chantal Guy. « L'événement Nous?: douze heures de réflexion sur la démocratie. », *La Presse* (Montréal), 7 avril, 2012

⁹ Alexandre Brassard. *Le nationalisme chez les artistes québécois*, (Thèse de doctorat non publié), Université York, (2010)

comme un bon moyen. De plus, ils ont toujours mis de l'avant la question sociale qui semble leur apparaître comme indissociable de la question nationale. En écho à tout cela, nous sommes en mesure de penser que notre échantillon représente la gauche intellectuelle francophone. Celle-ci a historiquement considéré le mouvement souverainiste comme un double mouvement de libération: sociale et nationale.

Enfin, l'événement fut également diffusé intégralement et en direct à la chaîne télévisée *Vox* et toutes les interventions ont été mises en ligne sur la chaîne YouTube de l'événement, il peut alors rejoindre un large public.

1.2 L'événement *NOUS?*; la construction d'un imaginaire

Il nous faut approfondir la question du « Nous » qui est notre question liminaire. Un peu comme les auteurs de l'événement, c'est à notre tour de poser cette question. Cela dit, nous n'y répondrons pas de la même manière. Il s'agit de savoir quasi grammaticalement, ce qui se cache derrière cette interpellation d'un « Nous ». Assurément, il est question d'un pronom défini ainsi par les trésors de la langue française : « Le locuteur est le terme constant de l'addition de la première personne et d'une autre ou d'autres personnes; la ou les personnes qu'il associe à lui sont, dans son esprit, déterminées individuellement ou collectivement; elles ne sont pas nécessairement présentes, mais toutes sont concernées au même titre que le locuteur lui-même¹⁰ ».

Donc, l'expression « Nous » désigne l'insertion du sujet au sein d'un groupe minimalement constitué de deux personnes. Ce qui nous intéresse davantage à propos de cette définition, c'est que le locuteur possède le monopole de la définition de ce « Nous » et il y fait intervenir ceux et celles que son esprit désire. Lors de l'événement, il semble évident que le « Nous » désigné par les auteurs n'est pas tangible; il est

¹⁰« *NOUS* », Trésor de la langue française, récupéré de <http://atilf.atilf.fr/> 06-09-2015

construit dans un imaginaire. Autrement dit, il ne s'agit pas d'une équipe sportive ou d'un groupe d'amis. Le « Nous » de l'évènement relève de quelque chose d'autre. Ceci nous amène à l'une des grandes questions en sciences sociales¹¹, question inscrite dans la nature de la modernité : comment naissent les nations, et par extension ou par obligation, le nationalisme? Autrement dit, comment peut-on générer le sentiment d'appartenir au même groupe qu'un inconnu? La question se pose également dans le cas des classes sociales, notamment pour la question que représentait la conscience ouvrière, malgré le fait que l'ouvrier de Montréal n'ait jamais rencontré celui de Trois-Rivières, ceux-ci pouvaient se sentir appartenir à un « Nous » particulier¹². Nous proposons le postulat qu'à bien des égards, le « Nous » que l'on cherche à connaître fonctionne selon la même logique. Pour répondre à cette question, nous nous proposons de faire intervenir les présupposés théoriques¹³ au fondement de l'œuvre de Fernand Dumont.

Ce dernier se demande, comme nous, comment se cimente un grand regroupement moderne d'individus telle qu'une nation. Il en vient à la conclusion que les petites communautés étaient, ou sont, encadrées par un système de traditions et de règles bien délimité qui fournit à la communauté sa cohésion et son homogénéité. Cela dit, le développement des communications, l'extension des marchés, et l'accroissement des agglomérations urbaines modifient le rapport à la communauté. Dumont pose alors la question à savoir comment ces individus, étendus sur un large territoire et qui ne se sont jamais rencontrés, peuvent avoir le sentiment d'appartenir au même regroupement? C'est ici qu'il fait intervenir l'idée que les grands groupes fonctionnent à la référence.

¹¹ Voir à ce sujet les intenses débats qui comptent de nombreux collaborateurs tels que : Liah Greenfeld, John Breuilly, Ernest Gellner, Benedict Anderson, Anthony D. Smith, Eric J. Hobsbawm, Rogers Brubaker, Dominique Schnapper, Pierre Birnbaum, Pierre-André Taguieff...

¹² Fernand Dumont. *Genèse de la société québécoise*. (Québec : Boréal compact, Essai, 1996), 341.

¹³ *Ibid.* 337.

Lorsqu'advient la nation, la cohésion sociale se resserre. L'individu peut alors éparpiller les lieux d'appartenance. Les manières d'appréhender le monde se multiplient. La tradition et la coutume ne suffisent plus. Celles-ci cèdent alors leur place aux idéologies qui ordonnent l'univers de manière à le rendre intelligible. À la différence de regroupement primaire, la référence procède de l'idéologie. Les idéologies définissent des frontières et fournissent un cadre de référence. Contrairement à la tradition, il est possible de cerner la naissance des idéologies : « Alors que les traditions sont reçues, les idéologies sont des productions, et qui font voir, par leurs polémiques, les procédés de leur édification.¹⁴ ». Ainsi, la société est désormais consciente qu'elle génère elle-même ces idéologies, la conscience politique naît et « la société devient objet de discussion.¹⁵ », « chacun est voué à l'interprétation de la nation¹⁶ ».

Dès lors, les discours disent la nation, l'historien participera à la construction de la conscience nationale tout comme le littéraire. La nation est, pour Dumont, en accord avec Benedict Anderson sur ce point,¹⁷ une « communauté imaginée ». Cet imaginaire collectif est largement dépendant des moyens de communication moderne pour assurer sa diffusion, et par le fait même, le sentiment de connivence entre inconnus¹⁸. Ainsi, la nation existe certes matériellement, mais elle est également le fait d'un imaginaire qui n'est pas moins réel.

Ainsi, pour qu'un groupe constitué d'inconnus se sente appartenir à la même expérience humaine, il doit y avoir un récit qui les rassemble. Pour Dumont : « Le romancier, le dramaturge, le cinéaste nous persuadent que la société imaginée est

¹⁴ *Ibid.* 343.

¹⁵ *Ibid.* 344.

¹⁶ *Ibid.* 346.

¹⁷ Benedict Anderson. *L'imaginaire national*. (Paris : La découverte, 1996)

¹⁸ Joseph Yvon Thériault. *Critique de l'américanité, mémoire et démocratie au Québec*, (Montréal : Québec Amérique, 2005), 330.

aussi vraie que cette autre que nous avons l'illusion de tenir sous le regard.¹⁹». Ainsi, ce « Nous » imaginé qui se prête à notre étude apparaît comme, lui aussi, le sujet d'un imaginaire.

Pour nous, les auteurs de l'événement participent à l'imaginaire collectif québécois. Beaucoup sont des artistes dont les tribunes et les œuvres contribuent à façonner le discours social. D'autres sont des intellectuels publics tout aussi précieux pour alimenter cette parole. Enfin, chacun des intervenants s'offre comme un artisan de ce grand conte que raconte ce « Nous ». Nous étudierons notre échantillon comme si il s'agissait d'une histoire. Nous ne désirons pas connaître les différences entre la construction symbolique du Québec par le jeune et par le vieux, ou entre le natif et l'immigrant, nous considérons l'événement comme un seul discours. En considérant que les grands regroupements modernes ont besoin d'un imaginaire partagé, l'événement *NOUS?* offre une remarquable fenêtre pour saisir cet esprit et ces mots qui s'infiltrèrent en « Nous ».

1.3 Quelles questions adresser à l'événement?

L'événement *NOUS?* représente un corpus pertinent pour la sociologie québécoise. Une occasion de cette nature et de cette ampleur ne se présente que très rarement dans l'histoire du Québec. De surcroît, le simple fait d'évoquer ce « Nous? » dans une forme interrogative soulève un nombre important de questions. Chaque auteur est appelé à y répondre et par le fait même, d'en fixer les intrigues. Il s'agit d'un problème immense. Il faut se doter d'un cadre pour rendre notre démarche compréhensible. C'est au cœur de la sociologie politique que nous trouverons la matrice adéquate pour interroger notre corpus. C'est par le biais de trois grandes problématiques que nous nous proposons d'analyser cet univers discursif. Celles-ci se présentent également sous

¹⁹ Fernand Dumont. *La Genèse de la société québécoise*. Op. cit. 347.

forme d'hypothèses. En d'autres mots, nous faisons le pari que l'événement mettra en valeur certaines interrogations sous-jacentes et primordiales à la réflexion sur ce « Nous ». Nous en avons identifié trois : la question du lieu, du « Nous » et de la forme démocratique.

Ceci est bien sommaire. Il faut expliciter ces premiers éléments. En quoi représentent-ils une difficulté? Cela sera possible grâce à l'examen d'une littérature pertinente et propre à chacune des trois questions.

Il y a toujours des façons concurrentes d'appréhender une situation; différentes attitudes structurent un débat. L'univers de ce mémoire appartient bien à cette logique. Pour chacun des problèmes que nous nous sommes promis d'éclaircir, nous avons isolé deux postures. À tout coup, nous travaillerons en vue de construire un couple antagonique de réponses définies comme les deux pôles d'un continuum. Ainsi, au terme de ce chapitre le lecteur sera en mesure de saisir notre problématique de manière à la cartographier en ces termes :

Questions	Couples antagoniques de réponses	
La question du lieu	Nationaliste	Cosmopolitiste
La question du « Nous »	Civique	Culturelle
La question de la forme démocratique	Indigné	Institutionnelle

1.4 Entre l'État-nation et le cosmopolitisme; l'humanité et son lieu.

Depuis la fin du XVIII^e siècle, l'État-nation s'est imposé comme mode d'organisation politique des sociétés modernes. Pour Pierre Manent, celle-ci a triomphé grâce à sa capacité à conjuguer nation et démocratie. C'est par l'État-nation que les peuples ont

pu disposer d'eux-mêmes croit-il²⁰. Mais selon Dominique Schnapper, nous serions arrivés à une époque charnière pour l'avenir de l'État-nation : «Les Européens avaient assisté au XVII^e siècle à l'affaiblissement de la forme monarchique, mal armée pour répondre aux nouvelles aspirations des peuples : il n'est pas exclu qu'aujourd'hui la forme politique nationale s'épuise²¹».

Selon Touraine, la nation s'épuiserait parce qu'elle serait une idée pauvre de la modernité²². En fait, le principe générateur de la modernité, outre le processus de rationalisation, serait la naissance du sujet comme acteur dans le monde. La nation a agi pour un temps comme cet acteur, mais elle serait désormais dépassée. Ce sujet du monde s'incarnerait aujourd'hui dans la figure d'un individu se croyant radicalement libre face aux différents lieux d'intégrations d'autrefois. Weber²³ croyait que la nation était l'incarnation d'une volonté commune; une volonté de puissance précisait-il. Celle-ci s'incarnait dans une communauté se reconnaissant à travers une histoire, une langue, une mémoire ou un destin partagé. L'individu postmoderne souhaiterait s'émanciper des lieux d'appartenances traditionnelles, la nation est alors contestée et mise à mal.

Selon Thériault, la modernité a eu besoin de réunir ce qu'elle avait désuni : la société et la culture d'une part, et le monde des systèmes d'autre part. C'est ce manque d'articulation et de régulation qui amènera l'anomie et conduira aux grandes catastrophes de la première moitié du XX^e siècle. Cela est dit bien rapidement, mais ce qui importe c'est que d'après Thériault, il fallut réconcilier l'État à un principe communautaire « l'État providence », pour refaire société.

²⁰ Pierre Manent. *Cours familier de philosophie politique*. (France: Fayard, 2001), 96.

²¹ Dominique Schnapper. *La communauté des citoyens* (2e édition). (France : Gallimard, Folio essais, 2003), 286.

²² Propos de Touraine repris par Thériault dans Joseph Yvon Thériault. «Fin de la société, cosmopolitisme et démocratie?». *La fin de la société*. 237-250. (Montréal : Athéna éditions, 2012), 241.

²³ Max Weber. *Économie et société* (tome 1). (Paris : Plon, 1971), 1-427.

Pour Habermas, l'État-nation keynésien permettait la redistribution de la richesse grâce à des mécanismes tels que l'impôt progressif. Désormais, le libre-échange impose sa loi et brise les solidarités : « Dans le cadre d'une économie mondialisée, les États-nations ne peuvent améliorer la compétitivité internationale de leurs entreprises qu'en réduisant le pouvoir d'intervention de l'État ; on justifie ainsi les politiques de «démantèlement» qui portent préjudice à la solidarité sociale et mettent la stabilité démocratique de la société à rude épreuve ²⁴». L'érosion de la souveraineté nationale disqualifie l'État social qui avait été, au XX^e siècle, le rempart contre les inégalités. Nous serions de nouveau menacés par une forme d'anomie. Ainsi, l'État-nation semble ébranlée autant par le haut que par le bas. C'est dans ce sens qu'Habermas considère que l'entente entre nation, société et État n'était qu'un compromis temporaire, devenu caduque face à la globalisation des échanges, des transports et de la communication. Le problème, pour Habermas, réside dans le fait que cette mondialisation rend l'État relativement impuissant à réguler l'économie sur son propre territoire.

Selon Thériault, la mise en péril d'un certain compromis politico-communautaire à travers l'État providence risque de nous conduire en deçà ou au-delà de la démocratie²⁵. Cela dans la mesure où la démocratie, un peu comme le croyait Weber, s'est historiquement trouvée en affinité avec la nation comme le lieu d'une expérience commune pour les individus et d'un désir partagé d'organisation du monde. En somme, la conjoncture contemporaine soulève plusieurs questions concernant le moyen par lequel les hommes organiseront leur monde commun dans l'avenir. Bien sûr, il existe une myriade de réponses à un tel questionnement, cela dit nous espérons mettre en évidence deux postures théoriques censées répondre à ces

²⁴ Jürgen Habermas. *Après l'état-nation*. (Paris : Fayard, 2000), 30.

²⁵ Joseph Yvon Thériault. « Fin de la société, cosmopolitisme et démocratie? ». Dans *La fin de la société*. (Montréal : Athéna éditions, 2012), 241.

interrogations. D'abord, nous esquisserons la tentative d'une réponse cosmopolitiste, pour ensuite présenter les bases d'une solution faite d'un désir de pérennité de la référence nationale.

L'objectif qui anime les auteurs cosmopolitiste est le dépassement de la démocratie vu sous le paradigme de l'État-nation. Les auteurs défenseurs actuels du cosmopolitisme, notamment Ulrich Beck et Jürgen Habermas, proposent d'étendre la démocratie au-delà de l'État-nation, de la déraciner de son lieu pour en trouver de nouveaux, ce notamment par des forums internationaux et les institutions d'une société civile mondialisée, ou encore, par l'instauration d'instances juridiques internationales.

Perçu ainsi, le cosmopolitisme n'est pas la mise en place d'un gouvernement mondial, il s'agirait plutôt d'un éclatement des lieux de pouvoir, d'une démocratie multiscalaire²⁶ pour reprendre les mots de Geneviève Nootens. Le cosmopolitisme ne sonnerait pas nécessairement le glas de l'État-nation, ce dernier serait le lieu d'une souveraineté parmi d'autres. En fait, l'une des apories à laquelle s'attaque le cosmopolitisme est qu'à notre époque les problèmes ne sont plus nationaux; ils sont globaux. Il faut alors des réponses globales. Mais, pour Habermas, la disqualification des États nationaux met en péril l'État social gardien du partage des richesses. C'est là que le bât blesse. Cette question touche la plupart des pays occidentaux, il faut réfléchir ensemble à la sortie de cette impasse. Habermas est partisan de l'Europe politique. Il croit qu'elle peut représenter une communauté politique et pourrait être le lieu d'une nouvelle solidarité capable de fleurir en tant qu'un nouvel espace de régulation. Il est cosmopolitiste. Il est persuadé que l'État-nation a eu son rôle à jouer dans l'histoire, mais qu'aujourd'hui cette forme serait désuète et il propose son

²⁶ Geneviève Nootens cité par Joseph Yvon Thériault. « Fin de la société, cosmopolitisme et démocratie? », *Op. cit.* 242.

dépassement. Il est aussi un social-démocrate et suggère la revalorisation du politique contre le marché mondial en prônant un approfondissement de l'Europe social « comme premier pas vers la mise en place d'un réseau transnational de régimes capables, même sans gouvernement mondial, de mener une politique intérieure à l'échelle de la planète ²⁷ ». En somme, Habermas croit qu'il faut désencastré la démocratie de la nation, il faut l'étendre, créer un nouveau lieu de discussion.

Ulrich Beck, de son côté, considère que de discuter du monde en des termes nationaux relève aujourd'hui d'une mauvaise compréhension²⁸. Il propose un changement de paradigme. Selon lui, le concept d'État-nation est une relique au cœur de notre époque. Autrement dit, il prétend qu'en l'utilisant les sciences sociales observent le monde via une paire de lunettes cassées. De surcroît, il préfère parler de cosmopolitisation du monde que d'user de cosmopolitisme. Il existe une forme de déterminisme dans l'œuvre de Beck; la cosmopolitisation du monde est inéluctable, elle s'opère présentement et elle continuera de le faire. Les scientifiques doivent renouveler leur arsenal conceptuel pour comprendre le monde contemporain.

Beck est aussi un partisan de l'Europe politique. Selon lui, il ne s'agit pas de sublimer l'appartenance nationale dans une identité européenne, mais plutôt de reconnaître les différentes réalités nationales. Il perçoit l'Europe comme une mosaïque culturelle qui doit se considérer ainsi. Il serait faux de voir le déploiement de l'Europe dans un procès d'homogénéisation, elle doit reconnaître les différentes cultures qui l'habitent et cela n'annoncerait pas son éclatement.

Bref, la position cosmopolitiste se propose comme manière d'appréhender la conjoncture contemporaine. Il ne voit pas d'embuche à l'extension de la démocratie. Il suggère une alternative pragmatique aux problèmes contemporains. La démocratie

²⁷ Jürgen Habermas. *Après l'état-nation*. Op. cit. 30.

²⁸ Ulrich Beck. *Qu'est-ce que le cosmopolitisme?*. (France : Aubier, 2006), 378.

n'y apparaît que sous le versant de grands principes universels tels que la rationalité et les droits de l'Homme.

Pour sa part, Thériault²⁹ est critique face à cette solution. Il est au diapason avec les auteurs cosmopolitistes quant aux problèmes contemporains qu'ils mettent en relief. Il a néanmoins des réserves quant à la solution cosmopolitiste. Pour cet auteur nationaliste, il faut trouver un palliatif au vide laissé par ce qu'il appelle l'hypermodernité. Celle-ci prétend libérer l'individu, elle opère une vaste déconstruction du monde. Cela dit, l'Homme, croit-il, à besoin d'un univers de sens, il doit s'enraciner dans un lieu de l'aventure humaine; cela est aussi vrai pour la démocratie. Ici, bien sûr, nous parlons de la démocratie sous sa forme libérale et représentative qui s'est imposée graduellement comme norme dans le monde occidental. Thériault croit que l'engouement autour d'une perspective cosmopolitiste participe à une radicalisation de principes fondateurs de la modernité. Elle nous soumettrait qu'à la simple régulation des systèmes rationnels tels que la loi du marché et le droit. Il croit que l'extension par le haut de la démocratie, notamment par la mise en place d'un système juridique mondial, ne constitue que la moitié de la démocratie³⁰. Elle se fonde principalement sur les droits de l'Homme, mais il ne s'agit que d'un pôle de celle-ci, sinon son aspect individualisant. La démocratie possède aussi un pôle collectif, c'est le pouvoir social. L'extension du système de justice ne fait qu'étendre la dimension procédurale ou individuelle de la démocratie, sans égard à l'agir ensemble. Le cosmopolitisme juridique serait donc une version tronquée de la modernité politique nonobstant la volonté de l'Homme à organiser son univers commun.

²⁹ Joseph Yvon Thériault, « Fin de la société, cosmopolitisme et démocratie? » *Op. cit.*, 242.

³⁰ *Ibid.*

De plus, Thériault s'intéresse aux problèmes des forums sociaux comme lieu de mise en commun d'une société civile globale pour traiter des problèmes globaux. Ce qu'il déplore c'est l'absence du peuple comme interlocuteur. Pour lui, les participants de ces forums n'ont pas, face à eux, de véritables opposants. Aucune instance institutionnelle ne force personne à considérer l'opinion de l'autre. Autrement dit, il n'y existe aucune recherche du compromis démocratique. Ces forums peuvent porter des messages moraux, mais ne s'émissent dans aucune conflictualité politique, ils ne sont structurés dans aucun « Nous ».

La posture nationaliste soutenue par Thériault et Pierre Rosanvallon dans *la société des égaux*³¹, accepte comme postulat que seule l'insertion d'un individu au sein d'une communauté d'appartenance puisse générer une solidarité suffisamment grande pour légitimer de vastes politiques de redistribution de la richesse. Un véritable État social ne peut exister à l'échelle de l'humanité entière. Bien sûr, de grandes catastrophes soulèvent une vague de solidarité mondiale, mais les transferts de capitaux du nord vers le sud sont rares tandis que les démocraties modernes ont réussi à générer un partage interne des richesses avoisinant les 40 %³² du PIB. Les solidarités nationales sont le fruit d'une histoire partagée, de risques vécus ensemble, c'est ainsi qu'elles génèrent le sentiment d'une réciprocité. Pour Thériault et Rosanvallon, seuls les États-nations ont pu générer historiquement un sentiment de solidarité capable d'atténuer les inégalités sociales. La solidarité aurait, ainsi, besoin d'un monde commun.

Dès lors, une démocratie cosmopolitiste serait apolitique et ne réussirait pas à s'inscrire au sein d'un corps politique désirant agir sur lui-même. De nouvelles constellations telles que l'Europe et l'ALENA se révèlent davantage de simples

³¹ Pierre Rosanvallon. *La société des égaux*. (Paris : Seuil, 2011), 1-428.

³² Joseph Yvon Thériault. «Fin de la société, cosmopolitisme et démocratie? ». *Op. cit*, 246.

associations économiques que de réelles puissances politiques. Ces ensembles auraient finalement épuisé la capacité politique des États-nations, sans pour autant incarner une relève satisfaisante.

Il existe certaines données empiriques qui démontreraient un renouveau d'enthousiasme face à la réponse nationale³³. Pour reprendre la pensée de Beck, mais en inversant son raisonnement, il y aurait une certaine continuité du nationalisme méthodologique. Par exemple, les États-Unis font régulièrement preuve de nationalisme, notamment depuis les attentats de 2001, alors qu'ils agissent comme puissance hégémonique sans soucis réels pour les instances internationales. Thériault constate aussi le réinvestissement de la forme nation chez les militants altermondialistes et étudiants «Des militants ayant fait leurs armes dans les grands dossiers internationaux se recyclent vers l'État national réalisant qu'à ce niveau existe encore une communauté d'action et de décision politique, bref un *démos*»³⁴.

En conclusion, l'État-nation fut la forme d'organisation par laquelle les sociétés modernes réussirent historiquement à prendre en main leur destin politique. À la lumière de ce qui précède, son possible déclin engendre plusieurs questions notamment celle qui concerne la vitalité de la démocratie privée de son versant conflictuel. Nous avons voulu montrer deux façons d'envisager cette problématique, l'une suggère la sortie du paradigme national et l'autre souhaite sa revalorisation en tant que lieu de solidarité et d'agir politique.

1.5 La Question de « Nous »: une réponse civique ou culturelle

Notre deuxième interrogation rejoint la précédente à certains égards, particulièrement dans le fait que sa problématique soulève toujours la question du vivre ensemble des modernes. On s'intéresse, cette fois, à la nature du « Nous » au cœur des sociétés.

³³ *Ibid.*

³⁴ *Ibid.* 249.

Nous mettrons en opposition deux conceptions, l'une «civique» et l'autre «culturelle». Nous serons moins théoriques et plus sociohistoriques dans l'appréhension de ce deuxième continuum. Nous voulons démontrer comment la construction de la problématique liée au «peuple» trouve son assise dans l'histoire du Québec et du Canada français. Il s'agit véritablement d'une tradition de pensée. L'histoire du Québec, comme celle de la modernité politique, fait la preuve d'une tension intellectuelle entre deux manières de comprendre le vivre ensemble. Après une petite introduction sur la question, nous espérons mettre en lumière son déploiement historique avant d'aborder l'époque contemporaine vu sous l'angle d'un débat entre une posture civique et culturelle de la nation.

La question du collectif apparaît problématique au sein de la modernité. L'individu moderne est celui qui est appelé à remettre en question ces appartenances sociales voire, pour un moment peut-être, faire semblant de ne pas vraiment appartenir à la société dira Descombes³⁵. Thériault abonde dans le même sens. Selon lui, la société moderne s'érige contre «l'esprit de corps, c'est-à-dire contre toute tentative d'habiller la citoyenneté de particularités concrètes liées à l'appartenance.³⁶». Le prototype de la nation moderne, mis de l'avant par les penseurs des Lumières, repose sur un contrat entre individus libres et débarrassés de l'enracinement social. Ainsi, la nation conçue comme une entité antérieure à la volonté de l'individu paraît disqualifiée à l'aune de la matrice de la démocratie moderne. Cela annoncera, entre autres, un problème de conjugaison entre la nation (pôle culturel) et la démocratie libérale (pôle civique). La nation propose une définition du vivre ensemble soumise au partage de certains lieux communs telles une histoire, une religion ou une culture. La cohésion propre à ce type de rassemblement humain ne dépend pas des institutions politiques modernes; le

³⁵ Vincent Descombes. *Les Embarras de l'identité*. (Paris : Gallimard, Les Essais, 2013), 165.

³⁶ Joseph-Yvon Thériault. « La démocratie et le trouble identitaire. ». Dans Mikhaël Elbaz, Andrée Fortin, Guy Laforest. *Les frontières de l'identité. Modernité et postmodernité au Québec*. (Québec : Les Presses de l'Université Laval.), 165-179.

lien social du Canada-français dépendait des réseaux de parentés et des institutions religieuses. À l'inverse, la fondation théorique de la démocratie libérale repose sur des postulats hostiles à cette nation culturelle. Elle suggère un lien social débarrassé de la filiation par le truchement d'un contrat civique qui lie les individus de façon rationnelle et désirée.

Néanmoins, ces deux pôles, apparemment irréconciliables, auront plutôt trouvé une affinité à l'épreuve de l'histoire. Les sciences sociales ont, finalement, démontré que cet individu célébrant l'affranchissement perpétuel s'avère une utopie. Celui-ci est traversé par plusieurs lieux d'appartenances : la classe sociale, l'ethnicité ou la nation ne seraient que quelques exemples. Il reste que l'histoire de la pensée politique et sociale au Québec est empreinte par cette apparence d'incompatibilité entre nation et démocratie.

Pour Joseph Yvon Thériault³⁷, l'incompatibilité de principe entre démocratie et nation s'amorce au Québec avec le moment Durham. Dans son célèbre rapport, la nation canadienne-française y est présentée comme une culture d'héritage, comme une culture d'ancien régime non libéral. Parallèlement, la minorité anglophone de l'époque apparaît comme porteuse des grands idéaux individualisant de la modernité. L'attachement à leur nationalité que manifestent les Canadiens français serait dépassé et les condamnerait à la marge de l'Histoire. C'est donc au nom de l'individualisme libéral moderne que Durham propose l'assimilation. Cette tension indépassable, selon Durham, entre la nationalité et la démocratie apparaîtra comme la question du « peuple » au Québec; qui est le « peuple »? Nous dégagerons maintenant les quatre grandes phases historiques qui caractérisent ce questionnement. La première phase, que Thériault nomme l'acceptation résignée ou indignée (1840-1900), se caractérise par deux manières différentes de réagir au rapport. Se dessine d'un côté la tentation

³⁷ Joseph Yvon Thériault. *Critique de l'américanité, mémoire et démocratie au Québec*. Op. cit. 291-293.

de la réserve canadienne-française (pôle culturel) et de l'autre la volonté d'annexion à la république américaine (pôle civique). Les termes du débat semblent admirablement clairs et reposent sur le postulat émis par Durham : il faut renoncer à la nationalité pour accéder à la démocratie.

Chez les rouges, les libéraux comme Papineau, s'impose la conviction selon laquelle la couronne anglaise refuse d'accorder la démocratie; il faut alors cogner à la porte des États-Unis pour y accéder. Papineau prône une vision non substantielle du peuple, fidèle aux idéaux libéraux des Lumières. Pour d'autres, comme les ultramontains et Étienne Parent, il faut montrer que la nation canadienne-française participe bel et bien à l'histoire. C'est dans son passé qu'il faudra trouver sa vocation et ainsi dégager la voie d'avenir. Cette mission sera de faire rayonner le spirituel contre le matérialisme. « Le Canada français a ainsi pour mission de propager en terre d'Amérique la dimension spirituelle de la civilisation. La recherche historique consiste à trouver dans l'histoire de la nation les preuves terrestres d'une telle vocation.³⁸ ». La tension entre ce peuple politique et culturel est limpide.

Cette bataille sera remportée par les ultramontains et devient la victoire de la nation sur la démocratie. C'est également ce que pense Louis Balthazar pour qui ce nationalisme, qu'il appelle « traditionnel », est beaucoup plus « culturel » que « politique »³⁹. Étienne Parent apparaît comme l'inspirateur et le défenseur d'une telle position. Ce dernier considère la nation première, la politique seconde. « Pour Parent, après 1840, la nation, qu'il place très haut dans l'échelle des organisations humaines, doit être dissociée des organisations politiques; elle est avant tout d'ordre culturel⁴⁰. » L'Église organise la vie sociale, l'État est répudié. Le message nationaliste est

³⁸ *Ibid.* 297.

³⁹ Louis Balthazar. « Les nombreux visages du nationalisme québécois ». Dans Alain-G. Gagnon, *Québec : État et société*. Tome I. (Montréal : Les Éditions Québec/Amérique, 1994).23-40.

⁴⁰ Joseph Yvon Thériault. *Critique de l'américanité, mémoire et démocratie au Québec*. Op. cit, 300.

amalgamé à la tradition catholique. Parallèlement, si la langue française avait un statut particulier c'est parce qu'elle avait le mandat de conserver la foi, alors que la langue anglaise était au contraire associée à une conception matérialiste du monde.

Aussi, ce nationalisme avait un rapport difficile à l'altérité. Selon Balthazar, les chefs nationalistes canadiens-français s'intéressaient très peu à la conjoncture internationale, leur priorité était au contraire de protéger les Canadiens français des influences extérieures. En conséquence, la nation était perçue comme le fait d'une grande homogénéité raciale. Geneviève Mathieu met de l'avant la caractéristique de pour ce type de nationalisme; «tout élément étranger pouvant menacer l'unicité de cette nation sera considéré comme un obstacle à la survie. »⁴¹

En somme, le nationalisme de cette période pourrait être résumé par le « fantasme » de la réserve franco-canadienne. La nation apparaissait comme la tête spirituelle d'une Amérique gagnée à l'industrie et à l'individualisme démocratique. Nation et démocratie paraissent irréconciliables, ici la nation l'emporte.

Thériault⁴² considère que la période allant de 1900 à 1950 incarnerait une seconde phase ou une nouvelle manière de répondre au paradoxe que constitue la question du « Nous ». Il s'agirait en fait d'une tentative de réconciliation. Le projet de réserve spirituelle rencontre plusieurs limites à l'aube du XXe siècle. La nouvelle génération de nationalistes canadiens-français verra dans l'affaire Riel, dans la conscription ou dans la crise des écoles francophones au Nouveau-Brunswick, en Ontario et au Manitoba le signe d'une volonté de l'élite anglo-canadienne d'homogénéiser la nation canadienne selon les valeurs anglo-britanniques. Sans abandonner l'idée de réserve spirituelle du Canada français, il faudra politiser la nation. Joseph Yvon Thériault⁴³

⁴¹ Geneviève Mathieu. *Qui est Québécois? Synthèse du débat sur la redéfinition de la nation*. (Montréal : VLB Éditeur, 2001), 97.

⁴² *Ibid.* 302-308.

⁴³ *Ibid.*

considère Henri Bourassa comme l'un des tenants d'un tel projet. Ce dernier, nationaliste canadien-français et canadien, prône un arrangement politique entre les «deux nations», un Canada biculturel. Bourassa tente de réconcilier la nation culture canadienne-française et la structure politique canadienne. Il s'agit de la volonté de construire une communauté politique canadienne fondée sur les deux peuples fondateurs de manière à assurer un compromis durable. La dimension culturelle paraît incompétente, seule, à assurer sa pérennité; il faut l'inscrire dans une discussion démocratique. Autrement dit, militer pour un arrangement politique. Ceci marque une nouvelle manière d'appréhender la nation dans sa relation à la démocratie, cette fois, sous l'idée d'un compromis.

C'est durant la Révolution tranquille ou plus précisément de 1950 à 1970 que la question du peuple migre du Canada français vers le Québec. Nous sommes dans l'après-guerre et à l'âge d'or des États providences. Cela soulève la question de savoir quel État est le plus à même de répondre aux impératifs de la régulation providentielle. Le débat débouchera sur une nouvelle question : souverainisme ou fédéralisme.

L'affirmation nationale québécoise s'exprime de façon plus directement politique, mais Thériault y voit toujours une tension. Les débats de la Révolution tranquille seraient plutôt précurseurs d'une autre manière d'être moderne. Si un auteur tel que Pierre Élliott-Trudeau considère que la revendication des droits identitaires des Québécois s'oppose à la démocratie libérale, Marcel Rioux met, quant à lui, de l'avant une autre démocratie : celle-là plus collectiviste. Selon lui, il existe quelque chose de prépolitique dans l'affirmation des peuples moderne. Chaque communauté politique serait précédée d'une substance culturelle. Balthazar⁴⁴ considère que la société

⁴⁴ Louis Balthazar. « Les nombreux visages du nationalisme québécois ». Dans Alain-G. Gagnon, *Québec : État et société. Tome I*. (Montréal : Les Éditions Québec/Amérique, 1994), 13.

québécoise de l'après-guerre s'est radicalement transformée; elle est plus complexe et plus dynamique. Le discours ultramontain, devenu la ritournelle de Duplessis, est de plus en plus en porte à faux avec l'expérience vécue des nouvelles générations; il faut moderniser le vieux nationalisme canadien-français et ultramontain. Cela se fera en empruntant le chemin de la gauche politique. « Au peuple politique de Trudeau, à celui de la démocratie individualiste de Scott, les intellectuels nationalistes québécois opposeront le peuple sociologique⁴⁵ ». La nation québécoise, désormais laïcisée et dotée d'un projet moderne: socialiste et communautaire, trouvera sa figure antagonique dans l'individualisme libéral canadien: expression d'un nationalisme civique.

Bref, la Révolution tranquille correspond à une nouvelle façon de concevoir l'articulation entre le couple nation et démocratie. Il s'agit toujours d'un argumentaire cherchant à arrimer les revendications identitaires et le projet collectif.

Thériault appellera la période qui succèdera à la Révolution tranquille «l'évidement de la question du peuple.»⁴⁶ Selon lui, cette époque: la période contemporaine, se comprend par le concept de «modernité radicale». C'est la victoire de l'individualisme libéral. La filiation avec le Canada français est évacuée. Les intellectuels souverainistes se définissent par une conception purement civique du peuple. On fait une relecture de l'histoire du Québec en l'insérant dans la marche programmée des sociétés occidentales. En fait, ce moment est largement marqué par l'abandon d'un projet national ancré dans la culture et l'identité. Pour Balthazar, être nationaliste à cette époque, c'est souhaiter le succès économique du Québec à l'international⁴⁷. Pour Thériault, il s'agit d'un nationalisme plus pragmatique alors que les députés du Bloc québécois défendent les « intérêts » du Québec. Le Québec

⁴⁵ *Ibid.*, 313

⁴⁶ Joseph Yvon Thériault. *Critique de l'américanité, mémoire et démocratie au Québec*. *Op.cit.*, 315.

⁴⁷ Louis Balthazar. « Les nombreux visages du nationalisme québécois ». *Op. cit.* 13.

ne serait désormais qu'une donnée politique, la question de la substance du peuple est dépassée. Le paradoxe entre démocratie et nation serait résolu dans l'effacement de cette dernière.

Sous-jacent à cette relation entre démocratie et nation (la recoupant en partie) se trouve aussi la tension entre les définitions conceptuelles d'ethnie et de nation. Pour Thériault et Meunier⁴⁸, la nation serait conçue comme une société globale. Ceci, dans la mesure où celle-ci englobe une pluralité inhérente à la société (classes, entités culturelles, religions, pratiques individuelles).

L'ethnie relève d'une autre logique. Cette dernière n'aurait pas l'ambition de la société globale à transcender les appartenances. Il s'agirait plutôt d'un groupe partiel relevant d'une filiation à des ancêtres communs. Le passage d'une définition canadienne-française à la société globale québécoise incarnerait le point de rupture entre ethnie et nation. Ainsi, le paradigme culturel, lié à l'héritage et l'histoire, éprouve une grande difficulté à se dissocier du concept d'ethnie. De ce fait, le caractère cloisonné du groupe ethnique tant à délégitimer le nationalisme culturel, car apparemment impropre à répondre aux impératifs de la société moderne.

Par une très faible majorité, les Québécois ont refusé la proposition de souveraineté que proposait le référendum de 1995. Le débat post-référendaire a voulu en finir avec le vieux paradigme culturel (terme, bien sûr, préféré à celui d'ethnique pour les nationalistes). Comme on vient de le préciser, les années 1980, annonçaient un nationalisme plus civique, économique et individualiste. Malgré cela, le mouvement souverainiste québécois sera accusé d'entretenir une définition de la nation québécoise comme l'héritière de la majorité historique francophone du Québec, le

⁴⁸ Joseph Yvon Thériault et E. Martin Meunier. « Que reste-t-il de l'intention vitale du Canada français? ». Dans Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada : nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*. (Montréal : Fides, 2008), 205-238.

Québec « pure laine », cette fameuse dimension ethnique. Selon, Geneviève Mathieu⁴⁹ la définition de la nation avait été, jusque-là, largement accaparée par la conception de Fernand Dumont. Selon cet intellectuel phare du mouvement nationaliste québécois, la majorité historique francophone devait servir de lieu de convergence pour intégrer les immigrants. Si l'option souverainiste a réussi à mobiliser la majorité du vote des Canadiens français, l'enthousiasme est presque nul chez les Québécois d'autres origines.

Devant le constat d'échec face au résultat du référendum, un sentiment émerge et un impératif s'impose : il faut continuer à redéfinir le « Nous » de façon à ce que tous les habitants du territoire puissent se sentir fondamentalement québécois. En d'autres mots, l'option souverainiste dépend de la capacité d'insuffler un sentiment identitaire aux néo-Québécois ou encore d'évacuer l'identité de la question de l'Être ensemble. Ainsi, pour les souverainistes soucieux d'une éventuelle victoire de leur option, la nation doit être définie en d'autres termes. Elle doit se montrer encore plus inclusive de la diversité et doit se débarrasser des lourdeurs du passé. Voyons alors brièvement les termes du débat qui émergent.

Nous l'avons mentionné, Fernand Dumont⁵⁰ représente le cas d'un souverainisme attaché à la dimension culturelle. La nation est pour lui, le lieu d'une communauté d'héritage historique et l'identité se définit selon le passé et la mémoire collective. Le mouvement souverainiste québécois incarne un projet d'organisation politique de la communauté francophone d'Amérique. L'appartenance à cette nation française est impérative pour Dumont. En fait, le Québec abrite plusieurs nations, mais la seule qui peut porter le projet souverainiste est la nation majoritaire et francophone. Le sociologue s'oppose au multiculturalisme canadien et, pour lui, la communauté

⁴⁹ Geneviève Mathieu. *Qui est Québécois? Synthèse du débat sur la redéfinition de la nation*. Op. cit 133.

⁵⁰ Fernand Dumont. *Raisons communes*. (Montréal : Boréal, 1995), 89

francophone, en tant que sujet unitaire, doit servir de point de ralliement aux nouveaux arrivants. Le français, vu comme une culture, doit servir de lieu transcendant les appartenances particulières. L'épanouissement de la langue française qu'il estimait menacé, était au centre de la réflexion de Dumont.

C'est cette notion de communauté culturelle (ethnique, selon ses détracteurs) qui sera dès lors contestée. En plus du contexte intellectuel lié au déploiement de l'individualisme libéral, une nouvelle réalité matérielle façonne le Québec; les contacts entre les différentes cultures sont de plus en plus fréquents. Les dernières décennies sont marquées par un important flot migratoire. Grâce aux nouveaux et très sophistiqués moyens de communication, les nouveaux arrivants peuvent conserver un contact avec leur culture d'origine; ce qu'ils désirent souvent. De plus, le tourisme de masse favorise la rencontre entre les cultures. Pour Dominique Leydet⁵¹, de cette effervescence au carrefour de l'altérité émerge une relativisation des formes de vie. Le pluralisme qui s'impose au cœur des sociétés modifie radicalement le rapport à l'Autre et impose un égal respect de toutes les cultures. De telle sorte que l'État est contraint d'abandonner son rôle de représentant politique d'une culture particulière. Le spectre de l'assimilation culturelle devient un affront au droit individuel et à la démocratie. La conception culturelle de Dumont semble, alors, mal adaptée à cette représentation de la démocratie.

Le Canada a choisi l'option civique « L'État canadien a choisi de s'appuyer sur les droits individuels pour rendre compte de la diversité culturelle et organiser l'intégration des immigrants »⁵². Le modèle de gestion de la pluralité de Dumont, fondé sur l'idée d'une culture de convergence, est radicalement contesté. Le nationalisme québécois s'affirmera désormais, de façon majoritaire, dans la

⁵¹ Dominique Leydet. « Patriotisme constitutionnel et identité nationale ». *Philosophiques*, Vol. 14, No. 2, 1992: 81-92.

⁵² Geneviève Mathieu. *Qui est Québécois? Synthèse du débat sur la redéfinition de la nation*. Op. cit, 133.

reconnaissance du pluralisme et de la diversité. Geneviève Mathieu⁵³ s'intéresse aux débats concernant la redéfinition de la nation québécoise, elle recense l'argumentaire de certains auteurs opposés à l'option de Dumont. Elle nous offre l'exemple de Michel Seymour qui semble convaincu qu'il est farfelu et insensé d'exclure les anglophones et les néo-Québécois de la nation. Le Québec de Seymour correspond au territoire national, il défend la nation civique. Mathieu⁵⁴ recense aussi la vision de Jocelyn Létourneau qui perçoit Dumont comme le gardien nostalgique du destin national. Le débat sur la définition de la nation semble depuis le second référendum gagné à la conception civique. C'est la même conclusion que fait Catherine Bouchard dans son enquête sur l'action nationale⁵⁵. L'appartenance au Québec se fait désormais simplement sur le partage d'un territoire commun. Louis Balthazar, dans son nouveau bilan du nationalisme québécois, corrobore cette thèse. Il croit que l'échec de 1995 marque une transition radicale dans la manière de concevoir la nation, dans la mesure où une posture culturelle serait désormais insoutenable.

Ainsi, les intellectuels québécois auraient entamé le projet de vider l'appartenance à la nation de sa dimension culturelle. Joseph Yvon Thériault croit que ce phénomène est le symptôme d'une petite nation fatiguée de devoir justifier son parcours particulier dans l'aventure universelle. Elle préfère se laisser dissoudre dans la grande aventure des Amériques; société sans frontières et sans mémoire, une société neuve et à faire. Il croit que cette tentation caractérise les intellectuels québécois de son époque. Thériault dira de cette posture qu'il s'agit d'une lecture radicale de la modernité qui évacue tout désir de vivre ensemble sur la base d'une aventure historique et culturelle particulière.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Catherine Bouchard. *Les nations québécoises dans l'action nationale. De la décolonisation à la mondialisation.* (Québec : Les presses de l'université Laval, 2002), 145

Gérard Bouchard est un acteur important dans le débat post-référendaire concernant la redéfinition de la nation. Il est représentant de ce nationalisme civique; ces travaux cherchent la rupture avec la vieille nation culturelle. Il espère forger un « Nous » plus universel, déraciné du Canada français. Il nous aidera à saisir ce qu'est une posture civique.

Bouchard fonde sa réflexion sur une relecture de l'histoire du Canada français. À priori, il tente de la mettre en relation avec les données que lui fournissent les autres sociétés neuves. Ce qu'il constate, c'est que le Québec représente une exception. Il apparaît normal, dans un premier temps, que les sociétés nouvellement issues de la colonisation construisent leur identité dans une logique de continuité avec la métropole. Par la suite, pour la grande majorité d'entre elles, on assiste à une période de rupture. Dans le cas du Québec, cette rupture a bel et bien eu lieu, mais l'échec des rébellions marque le début d'une nouvelle période de continuité. Dans les faits, selon Bouchard c'est l'élite canadienne-française qui construira un discours censé rapprocher le Canada français de sa vieille appartenance à la France, plus précisément à la France de l'ancien régime. Au lieu d'arrimer son avenir à la dynamique des sociétés neuves, le Canada français s'est alors ancré dans une logique de survivance fondée sur son caractère français. Par exemple, pour Bouchard, l'acharnement des lettrés à vouloir rapprocher la langue du peuple de celle de Paris sonne le glas de l'émergence d'une langue proprement québécoise. S'il est important de préciser cela, c'est que selon lui, la période dite de la survivance est une construction délibérée des élites tentant de faire vivre le mythe d'une grande homogénéité ethnique.

En fait, l'entreprise de Bouchard vise à relire l'histoire de la nation sur une base plus empirique. Il croit que le Canada français était plutôt le fait d'une grande diversité, cela dès les premières heures à travers les contacts fréquents avec les Autochtones. Ainsi, cette grande tentation de se référer à une nation homogène, « une quasi-réserve raciale » ne concorderait pas à l'expérience historique. Bouchard croit que pour rendre plus inclusive la nation québécoise, il faut dans un premier temps rompre avec

ce mythe de l'homogénéité. Le premier effet visé de cette rupture sera de réconcilier le Québec à son passé pluriel.

De plus, Bouchard pense qu'il faut inscrire la nation québécoise dans le parcours des sociétés neuves. Sa réflexion tient à peu près ainsi : pour avoir accès à la culture nationale, il faut passer par sa mémoire. La mémoire, dite canadienne-française, lui semble trop exclusive de telle sorte qu'un immigrant ne saurait jamais la comprendre, ni s'y sentir intégré. Ce qu'il propose est d'écrire l'histoire de la nation en l'inscrivant dans une expérience plus large⁵⁶. Il croit que l'expérience coloniale, la réalité d'une minorité linguistique ou encore le traumatisme lié à l'essor du capitalisme sont des réalités aptes à faire vibrer une sensibilité universelle. C'est en ces termes plus général que Bouchard propose de relire l'histoire du Québec. Il s'agit de confronter la singularité nationale à d'autres expériences collectives. L'objectif est de mutualiser la mémoire. Le néo-Québécois n'est peut-être pas en mesure d'éprouver un traumatisme lié à la conquête anglaise, mais il peut néanmoins comprendre la relation entre un colonisé et un colonisateur.

Il faut aussi, toujours selon Bouchard, fabriquer le ciment d'une vie ensemble et la langue française peut en être le matériel. La vie de la nation dépend du dialogue entre tous ses membres. Alors, seront Québécois tous locuteurs de la langue française soit 94 % des citoyens de la province. Bouchard préfère l'expression « francophone » à « français ». Le terme « français » résulterait d'un long héritage lié à la colonisation française, il s'agirait d'un vecteur identitaire discriminatoire et incapable de rallier tous les Québécois. Le vocable « francophone » est plus inclusif; il interpelle tous ceux qui maîtrisent la langue, sans égard à la filiation. De ce point de vue, Bouchard

⁵⁶ Gérard Bouchard. « La réécriture de l'histoire nationale au Québec. Quelle histoire? Quelle nation? ». Dans Robert Comeau et Bernard Dionne. *À propos de l'histoire nationale*. (Montréal : Les Éditions Septentrion, 1998), 115-141.

souhaite inscrire la nation québécoise comme le pôle d'une francophonie américaine, ouvert à tous ceux qui désirent partager cette expérience particulière.

Cette synthèse de la pensée de Bouchard, bien que sommaire, nous aide à comprendre la tentative de redéfinition civique de la nation qu'exige la conjoncture. Bouchard propose de refonder le « Nous » québécois sur une nouvelle mémoire de la pluralité, tout en conservant l'idée de francophonie comme lieu de convergence.

Bien qu'assez partagée, la posture civique que Bouchard propose, a ses détracteurs. N'existe-t-il pas une autre façon d'être nationaliste? L'opposition entre nationalismes civique et culturel ne serait-elle pas trop polarisée? Par exemple, pour Thériault, le nationalisme civique « désubstantialise » la nation. En d'autres mots, la nation a besoin d'une mémoire et d'une culture partagée pour générer les liens de solidarité précieux et une vie ensemble riche. Il postule que la vision civique de la vie collective est tributaire d'une lecture radicale de la modernité. Celle-ci réduirait le procès de la modernité au seul horizon de la rationalité.

Une telle position oublie que la modernité c'est aussi la naissance du sujet. Ce sujet défini comme le maître d'une histoire, mais également comme un être de mémoire et d'affect. Cette perspective radicale de la modernité serait l'apologie de la rationalité humaine. Ses tenants souhaiteraient un individu totalement dégagé de l'histoire et des liens traditionnels. La présence d'une telle conception rend difficile l'arrimage entre identité et modernité. L'identité serait alors considérée comme l'incarnation de la domination de la collectivité sur l'individu. Selon une même logique, Dominique Schnapper croit que la nation, strictement vue sous l'angle civique, serait incapable de souder les liens de solidarité capables de soutenir le vivre ensemble. Autrement dit, l'idée d'un patriotisme simplement lié au partage d'une même constitution serait insuffisante :

Il paraît inévitable que, pour assurer son existence et sa vitalité, la nation construise et entretienne des éléments d'ordre ethniques, elles ont besoin

d'un territoire sacré, de héros et d'âge d'or, bref elles suscitent une forme d'ethnicité, qui nourrit chez les nationaux le sentiment de leur appartenance au collectif. L'invention de la tradition est une condition de l'existence de toute nation.⁵⁷

C'est donc dire qu'une nation qui refuserait l'existence d'une culture de convergence serait plus un agrégat d'individus qu'un lieu de solidarité.

Certains auteurs, notamment Mathieu Bock-Côté, se montrent encore critiques de la posture civique qu'ils associent au culte du multiculturalisme et au relativisme culturel. Selon lui, les Québécois auraient mauvaise conscience quant à leur passé et il faudrait les réconcilier avec ce dernier. En fait, la thèse de son premier livre, *La dénationalisation tranquille*, postule que le marxisme, les luttes pour les droits civiques ainsi que l'antiracisme auraient débouché sur un antinationalisme. Le nationalisme serait alors perçu comme ethnocentrique et replié sur lui-même. Les milieux progressistes auraient entrepris, depuis la Révolution tranquille, de vider le Québec de sa mémoire et de sa culture. Le projet d'assurer la pérennité de la nation québécoise n'aurait ainsi plus de sens, car cette nation n'aurait plus de substance. La nation civique est pour Bock-Côté une coquille vide et interchangeable⁵⁸.

De surcroît, Beauchemin⁵⁹ considère qu'une nation fondée sur une abstraction politique (la posture civique) ne reconnaîtrait pas le rôle que joue la nation comme sujet historique et politique. Pour lui, la nation civique et multiculturelle pourrait cesser de se comprendre sur une ligne du temps. Il serait ainsi difficile de faire société, d'avoir l'impression de partager une expérience historique et d'appréhender l'avenir. Ceci aurait tendance à fragmenter la communauté au lieu de transcender les

⁵⁷ Dominique Schnapper. *La communauté des citoyens*, (2e éd). (France : Gallimard, Folio essais, 2003), 117.

⁵⁸ Mathieu Bock-Côté. *La dénationalisation tranquille. Mémoire, identité et multiculturalisme dans le Québec post-référendaire*. (Montréal : Boréal, 2007), 211.

⁵⁹ Jacques Beauchemin. « Grand résumé de La Société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain, Montréal, Athéna Éditions ». *SociologieS*. Grands résumés, La Société des identités. 2011, <http://sociologies.revues.org/3737>

différences. L'être collectif relèverait davantage de la négociation des droits de chacun que de l'établissement d'un monde commun. Le morcellement de la nation pourrait mettre en péril l'espace démocratique et de mise en débat du sens du parcours historique.

Ce repli individuel pourrait, selon Jean François Lessard, mettre en péril le projet de solidarité qu'a incarné la nation, peut-être le seul lieu d'appartenance capable de soutenir une redistribution des richesses au niveau national :

L'atomisation des représentations nationales contribue à l'affaiblissement du providentialisme (...) la double montée des individualités et des revendications communautaires annonce-t-elle le développement de sociétés marquées par le conflit où il deviendra, de manière grandissante, difficile non seulement de préserver les solidarités existantes, mais de manière plus fondamentale de produire collectivement du sens.⁶⁰

La nation québécoise est depuis deux siècles tiraillée entre deux conceptions. Les auteurs civiques dénoncent le caractère exclusif, voire ethnique de la conception culturelle. Tandis dans l'autre camp règne l'incertitude, la peur de voir disparaître une culture, l'inquiétude de ne plus faire société. Ces deux attitudes se sont chevauchées dans l'histoire du Québec. Mais, sous le couvert d'un affrontement, on aurait plutôt découvert un vaste continuum.

1.6 La démocratie entre l'institution et l'indignation

Nous en sommes à la troisième déclinaison que nous exprimons sous la question du « comment ». Comment rendre la démocratie effective selon son sens étymologique (le pouvoir du peuple)? C'est la question de la forme politique. Nous postulons que

⁶⁰ Jean-François Lessard. « La politisation par la voie identitaire ». Dans Jacques Beauchemin et Mathieu Bock-Côté (dirs.). *La Cité identitaire*. (Montréal : Éditions Athéna, 2007), 43.

les grandes démocraties vivent un moment de crise. Pour reprendre la terminologie habituelle, nous pourrions parler de « crise de la démocratie représentative » ou encore de « crise des institutions ». Pour Pierre Rosanvallon :

C'est le grand problème de notre temps. L'érosion de la confiance des citoyens dans leurs dirigeants et dans les institutions politiques est du même coup l'un des phénomènes qui a été le plus étudiés depuis vingt ans par la science politique. Une série d'études importantes, tant nationale que comparative, a clairement établi le diagnostic en la matière.⁶¹

Il existe un grand nombre d'explications à ce malaise. Cela dit, c'est la tension entre deux conceptions de la démocratie que nous espérons illustrer. Autrement dit, nous souhaitons comprendre cette crise comme étant inscrites au cœur du débat politique entre démocratie représentative et démocratie participative, deux manières d'affirmer politiquement un « Nous ». D'un côté, il y a ceux pour qui la démocratie représentative constitue de l'antidémocratie, car elle priverait le peuple de la prise en main de son destin. De l'autre, ceux pour lesquels la représentation politique constitue une condition de la démocratie, notamment comme rempart à la gouverne des minorités.

Cette problématique nous permet d'inscrire l'événement *NOUS?* dans un contexte mondial. Nous croyons que le mouvement des indignés, autant que le Printemps Écarlate (contemporain à l'événement), participe à une logique d'exacerbation de la méfiance envers les institutions. Il faut comprendre le corpus à l'aune de cette proposition et le concevoir comme particule d'une protestation bien plus vaste, celui-ci s'étendant à travers l'Occident. En définitive, la crise des institutions de la représentation politique nous suggère deux attitudes ou réponses : l'une que nous

⁶¹ Pierre Rosanvallon. *La contre-démocratie*. (Paris : Seuil, 2006), 9.

identifions par le concept d'« indigné » et une autre plus soucieuse de la « pérennité des institutions ».

Le terme indigné se réfère aux *Indignados* espagnols un terme privilégié parmi bien d'autres. En effet, d'autres expressions ont servi à nommer le mouvement social que nous espérons décrire dans les lignes suivantes. On parle parfois du *Movimiento 15-M*, de *Spanish Revolution* ou de *l'Acampada Sol*⁶². Le mouvement est difficile à comprendre dans sa complexité. Nous souhaitons en dresser une esquisse ayant pour objectif d'établir un portrait type pouvant, plus tard, servir de catégories d'analyse.

Selon Sylvie Koller, c'est sous le slogan de « Génération sans avenir », associé à la manifestation du 7 avril 2011 à Madrid, qu'il faut retrouver l'amorce de la protestation. C'est sur la toile et sur les réseaux sociaux que le mouvement gagne en popularité. Cette effervescence se traduira dans la grande manifestation du 15 mai 2011 qui avait regroupé des dizaines de milliers d'Espagnols. En mai, le slogan est désormais « La démocratie directe, tout de suite ». Les manifestants sont alors surtout des jeunes. Ils sont dans la vingtaine et sont éduqués, mais leur insertion sur le marché du travail est parfois difficile⁶³.

La deuxième phase caractéristique du mouvement se traduit par l'occupation de la *Plaza del Sol*, celle-ci ayant duré deux ans. Cette seconde période est transgénérationnelle et a investi l'espace public national, avant de se répandre à travers le monde. 2011 et 2012 seront des années de contestations. Celle-ci se cristallisera par l'occupation de lieux publics, ce sera le cas en France, au Canada, en Belgique, en Israël et aux États-Unis où l'indignation trouvera sa figure de proue dans le mouvement *Occupy Wall Street*.

⁶² Sylvie Koller. « Espagne : les mains fragiles des indignés ». *Études* 2(Tome 416), 2012, 165. www.cairn.info/revue-etudes-2012-2-page-163.htm.

⁶³ *Ibid.*, 165.

Pour Judy Rebick⁶⁴, militante féministe et avocate passionnée de justice sociale, mais surtout pour notre propos participante au mouvement *Occupy*, contrairement au mouvement de la jeunesse des années 1960 et à la naissance du courant altermondialiste dans les années 1990, ce n'est pas la prospérité économique qui agit en trame de fond, c'est plutôt la crise de 2008 qui sera le terreau de l'indignation de ce mouvement. Pour ce dernier, quatre décennies marquées par une économie de type néolibéral en rupture avec le modèle keynésien et dans lesquelles les lois du marché apparaissent de plus en plus dogmatiques ont fini par générer l'effondrement de *Wall Street* et de la finance mondiale. Selon elle, la réponse de l'élite politique sera de sauver les responsables de la crise grâce aux fonds publics : « Au bout du compte, Barack Obama, devenu président, sauvera la peau des brigands, toujours les mêmes, en invoquant des prétextes boiteux, toujours les mêmes.⁶⁵ ».

Pendant quelques décennies, plusieurs gouvernements, autant sociaux-démocrates que conservateurs, ont postulé la non-ingérence de l'État dans l'économie. Ils ont aussi sabré dans les programmes de redistribution des richesses en s'attaquant à certains mécanismes telle l'imposition progressive sur le revenu. Selon Rebick, les postulats théoriques néolibéraux engendrent les inégalités. Pour elle, le néolibéralisme c'est la refondation de l'aristocratie⁶⁶. Elle pose aussi que, pour préserver ses odieux privilèges, la classe dominante fait appel à une classe d'experts gagnée à une idéologie de droite et capable de faire la sourde oreille à la contestation⁶⁷. C'est par un tel mécanisme qu'il fut possible de sauver *Wall Street*, plutôt que ceux que la crise jetait à la rue. La politique exclut la majorité, croit Rebick, c'est pour cette raison qu'elle déserte les urnes.

⁶⁴ Judy Rebick. *Le mouvement Occupy : nous sommes les 99 %*. (Québec : Presses de l'Université Laval, 2013), 38.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ *Ibid.*, 39.

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, supporte le mouvement *Occupy*, il dit à cet effet, «Vous avez le droit de vous indigner. Nous sommes en train de supporter le coût de leurs erreurs. Nous vivons dans un système où les pertes sont supportées par l'ensemble de la société alors que les gains sont privatisés.⁶⁸» Autant chez Rebeck que chez Stiglitz, nous retrouvons l'idée qu'un fossé s'est creusé entre l'élite et le peuple. Nous verrons que ce discours se matérialise dans le slogan phare du mouvement « Nous sommes 99 % et ils sont 1 %. »

Les motivations et les revendications du mouvement ne sont pas claires d'emblée. Les rassemblements sont hétéroclites et se forment à une échelle transnationale; ceci rend la chose suffisamment complexe pour qu'il soit ardu de trouver le dénominateur commun entre ces protestations éclatées. Comme le souligne Judith Butler, « On a demandé : "Mais qu'est-ce qu'ils veulent?", "Que revendiquent tous ces gens?". » Butler répond à cette question : nous voulons de la justice économique et de l'égalité sociale, « Nous le peuple ». Le problème lié à ces revendications, c'est que pour « l'indigné », l'ordre politique actuel est incapable de résoudre l'injustice. En effet, en Espagne on se demande où est la gauche? « Au fond à droite⁶⁹ » répondent les manifestants. Il existe cette croyance que la classe politique est totalement gagnée au néolibéralisme; l'alternative de vote à gauche n'apparaît plus comme une solution. Pour « l'indigné », la société est parasitée par le capitalisme financier, d'une part, et l'ultralibéralisme des élites politiques, d'autre part. Ces fléaux sont responsables de l'endettement individuel et parallèlement de l'endettement des États – un héritage du keynésianisme – apparaît comme inacceptable. En conséquence, la régulation financière transnationale conduit les gouvernements vers des plans d'austérité

⁶⁸ Joseph Stiglitz cité dans Slate. « Occuper Wall Street? Les intellectuels s'y mettent aussi ». 2011, <http://www.slate.fr/lien/44659/intellectuels-occupy-wall-street>

⁶⁹ Sylvie Koller. « Espagne : les mains fragiles des Indignés ». *Op. cit.*, 170.

budgétaire⁷⁰. En d'autres mots, alors que l'accroissement des inégalités prolifère en même temps que l'endettement individuel, ce sont des firmes transnationales qui demandent aux gouvernements de se serrer la ceinture. Devant la résignation des politiques, les indignés choisissent la méfiance envers les institutions.

Il y aurait donc un petit groupe de gens pour lequel le régime actuel serait favorable et qui souhaiterait sa pérennité, ce sont ces gens que l'on a étiquetés comme faisant partie du 1% « les 1 % situés au sommet de la distribution des richesses – les banquiers, les responsables de fonds de pension et les P.D.G. (...) les 1% auxquels nous avons confié nos retraites, notre économie et notre système politique se sont comportés comme une bande d'irresponsables et avides narcisses, possiblement sociopathes.⁷¹ ». Il y a donc cette petite élite, les « super riches⁷² » nichés au plus haut perchoir pour contempler la société; puis, l'autre 99%, celui-là floué dans un régime où les dés seraient pipés. L'impuissance du politique devant la suprématie du capitalisme financier contraint les indignés à sortir du jeu électoral qui s'avèrerait finalement un leurre. Les indignés prétendent que les représentants ne les représentent pas,⁷³ ils seraient plutôt de mèche avec les banques et les créanciers⁷⁴.

Pour Michel Lussault, « “We are the 99%”, exprime ce moment où des citoyens, notamment ceux des classes moyennes qui éprouvent un déclassement (réel ou/et ressenti), prenant conscience de l'atomisation de la vie sociale et politique, et y trouvant la marque des inégalités (celles produites par le libre jeu des marchés financiers), tentent de reconstituer un collectif et de recréer une société politique qui

⁷⁰ Cécile Van de Velde. « “Indignés” : les raisons de la colère ». *Cités* 3/ 2011 (n° 47-48), 283-287. www.cairn.info/revue-cites-2011-3-page-283.htm.

⁷¹ Barbara Ehrenreich et John Ehrenreich. « La formation des 99 % américains et la faillite de la classe moyenne », dans *D'Athènes à Wall Street, #indignés, échos d'une insurrection des consciences*, (Paris : contretemps, édition La découverte, 2011). 126-127.

⁷² *Ibid*, 126.

⁷³ Sylvie Koller. « Espagne : les mains fragiles des Indignés ». *Op. cit*, 168.

⁷⁴ Michael Hardt et Toni Negri. « Le combat pour la « démocratie réelle ». Dans *D'Athènes à Wall Street, #indignés, échos d'une insurrection des consciences*. » (Paris : contretemps, édition La découverte, 2011), 79.

peut dire “Nous” »⁷⁵. Leur propre façon d’organiser la lutte et de gérer les camps d’occupations sera finalement la démonstration d’une autre façon d’être démocratique: « Il n’y a peut-être pas de meilleure preuve de la rupture provoquée par le « mouvement des places » que sa façon ouverte, participative, directement démocratique de s’organiser et de fonctionner.⁷⁶ »

Hardt et Negri⁷⁷ n’hésitent pas à dire que les indignés répondent à l’échec de la représentation et pose la question de son dépassement. Les indignés affirment que la démocratie représentative oublie de représenter 99% de la population et qu’elle ne sert que les intérêts d’une aristocratie transnationale liée au capitalisme financier. Dans de telles circonstances, il devient évident que la classe politique s’avère impuissante à régler le problème des inégalités galopantes. Les indignés se réfugient alors en plein cœur des sociétés pour occuper des lieux publics prônant une autre démocratie. En effet, il y a chez les indignés un refus de l’institution représentative. Les occupations font alors figures de laboratoire pour la démocratie directe, les décisions sont prises en assemblée et acceptées par consensus.

David Graebner est un anarchiste, un anthropologue et un professeur au *London School of Economics*. Dans l’un de ses textes consacrés au mouvement *Occupy*, il met en relief le rêve des militants, celui que les assemblées démocratiques, fondées sur le consensus, en viennent à se répandre à travers l’Amérique. Il constate que trois mois après le début du mouvement, des centaines d’assemblées sont nées partout et que les Américains sont en train de comprendre que cette démocratie, que l’on disait impossible, est finalement bien réalisable. Selon lui, l’entrée de la civilisation dans

⁷⁵ Justine Canonne. « Indignés : les nouvelles formes de protestation ». *Science humaines*. N° 235, 2012, http://www.scienceshumaines.com/indignes-les-nouvelles-formes-de-protestation_fr_28437.html

⁷⁶ Christos Giovanopoulos. « La démocratie née dans les places ». Dans *D’Athènes à Wall Street, #indignés, échos d’une insurrection des consciences*, (Paris : contretemps, édition La découverte, 2011), 83.

⁷⁷ Michael Hardt et Toni Negri. « Le combat pour la “démocratie réelle” » *Op. cit.*

l'âge de la démocratie directe et consensuelle correspond enfin à traiter le citoyen en adulte⁷⁸.

À la lumière de ces derniers énoncés, nous souhaitons avoir mis sous la loupe certains traits de « l'indigné ». D'abord, il est critique envers les politiques économiques qu'il perçoit comme tributaire de l'hégémonie néolibérale. Il considère que la crise de 2008 et l'effondrement du marché financier auraient dû entraîner un changement de logique économique et, de surcroît, qu'il aurait fallu punir les coupables. Les gouvernements ont plutôt choisi de sauver le système et les responsables du *Krach*. Chez l'indigné, ce sauvetage catalyse le discours anti-institutionnel dirigé contre la représentation politique; une forme qui ne sert que les intérêts de la « super élite » économique. Les indignés préconisent la démocratie directe. En quelques mots, « Ces mobilisations marquent l'émergence de nouveaux modes d'expression sociale et ont en commun de puiser leurs racines dans un terreau d'une frustration économique et d'une désillusion face au politique.⁷⁹ »

Parallèlement à ce mouvement plus global, le Québec est touché en 2012 par la plus grande mobilisation étudiante de son histoire. Pour Joseph Yvon Thériault⁸⁰, si l'on peut trouver des raisons conjoncturelles pour expliquer l'ampleur de ce qui deviendra le Printemps Érablé, telle l'impopularité du gouvernement Charest en fin de mandat, il faut expliquer le mouvement québécois comme appartenant à la même logique que celle qui alimente les indignés et le mouvement *Occupy*. Pour Thériault, il faut comprendre ces manifestations par le déficit de légitimité qui affecte les institutions des pays occidentaux. Plus précisément, il reprend le concept de contre-démocratie de Rosanvallon pour l'associer aux mouvements des indignés autant qu'à son avatar

⁷⁸ David Graebner. « Faire l'impossible à propos de la décision au consensus », dans *D'Athènes à Wall Street, #indignés, échos d'une insurrection des consciences*. (Paris : contretemps, édition La découverte, 2011), 97-99.

⁷⁹ Cécile Van de Velde. « Indignés » : les raisons de la colère ». *Op. cit*, 286.

⁸⁰ Joseph Yvon Thériault. « Le peuple de gauche les carrés rouges et la crise des institutions ». *Argument*, Vol. 15, No. 2, 2013, 9-20.

québécois. Thériault croit que «L'absence de propositions d'avenir se traduit par un malaise qui s'exprime dans la méfiance envers toutes les formes institutionnelles du vivre ensemble.⁸¹ »

Le concept de contre-démocratie référerait à une démocratie du rejet, plutôt que de projet. Ces mouvements fonctionnant à l'horizontale n'acceptent aucune orientation comme objectif absolu. Ils s'affirment dans l'immédiate pluralité, aucune instance n'est plus légitime qu'une autre pour diriger le mouvement. Les assemblées sont souveraines; elles décident des moyens autant que de l'ennemi (le capitalisme, le patriarcat, la démocratie libérale, l'État, etc.). Pour Thériault, toutefois, les mouvements contre-démocratiques auraient de la difficulté à transformer leur action en agir politique. Leur démarche étant essentiellement négative et conflictuelle, hors de la délibération et de la représentation, serait impolitique.

Ainsi, l'année 2012 est le théâtre d'un mouvement global de contestation qu'il serait possible de comprendre par le prisme que nous offre le concept de contre-démocratie. Nous l'avons montré, les indignés refusent le jeu politique de la représentation; ils le considèrent corrompu par une élite. Il faudra considérer cette indignation comme catégorie d'analyse (réponse indignée).

Inversement, une autre réponse se dessine. Il s'agit d'une réponse inquiète devant la prolifération de cette contre-démocratie qui serait en quelque sorte incompétente à transformer le monde. De qu'elle inquiétude d'agit-il? En fait, la position que nous aimerions mettre de l'avant, s'intéresse au versant instituant de la démocratie. Elle offre de questionner cette volonté d'édifier un monde commun. Autrement dit, cette méfiance indignée envers les institutions ne risque-t-elle pas de mettre en péril la puissance souveraine qui puisait dans la nation la légitimité d'organiser le monde?

⁸¹ *Ibid.*

Pour Thériault, la nation est étroitement liée au déploiement de la démocratie dans la modernité. Toutes les démocraties modernes furent nationales affirme-t-il⁸². La nation appartient à ce que l'on pourrait appeler l'univers culturel de la modernité, elle fut l'institution par excellence de la démocratie moderne. Elle apparaît comme le lieu où les individus ont pu construire le sens de leur aventure commune.

L'histoire de la nation et de la démocratie est paradoxale. La démocratie moderne, enfant de la philosophie des Lumières, s'érige, au départ, contre la pesanteur des liens sociaux et suggère l'émancipation de l'individu. La démocratie, dans son essence asociale, repose sur la raison et la science comme étendard du progrès. Mais cette rationalité ne répond pas au besoin de l'humanité entendue comme chose de culture, elle est ancrée dans un univers de sens; il s'agissait anciennement du clan, de la famille, de la paroisse, du village⁸³. La modernité démocratique déconstruit les liens communautaires. La nation apparaît à l'intersection du particulier et de l'universel et c'est là la source de son succès. Les grandes nations comme la France, les États-Unis et l'Angleterre ont réussi à inscrire leur histoire dans le grand dessein de l'aventure humaine (la Révolution française appartient à l'histoire de la civilisation moderne). L'universel est inscrit dans le récit national ce qui agit tel un baume sur la fracture entre nation et démocratie. La nation est devenue la communauté par laquelle la démocratie a trouvé son sujet historique pour l'élaboration d'un monde commun.

Cela est plus complexe pour les petites nations qui peinent à se débarrasser de leur inscription dans le particulier. Elles auraient toujours à prouver leur caractère démocratique. C'est un peu l'histoire du Québec avance Thériault. Pour lui, la question nationale est directement coincée dans la tension entre nation et démocratie.

⁸² Joseph Yvon Thériault. « Politique et démocratie au Québec : de l'émergence de la nation à la routinisation du souverainisme ». *Recherches sociographiques*. Vol. 52, No. 1, 2011, 13-25.

⁸³ *Ibid.* 16.

L'histoire du Québec est le fait d'une fissure jamais colmatée. Cette difficulté appartient à la logique d'attraction et de répulsion entre la nation et la démocratie. Deux réponses concurrentes se partageront l'histoire du Québec. Il faut soit, concéder la nationalité pour s'insérer dans l'aventure universelle, sinon abandonner la démocratie pour préserver la nation. Le projet de souveraineté apparaîtra alors comme le moyen pour la nation d'accéder à la plénitude politique. Autrement dit, de réconcilier les deux pôles. Le débat référendaire de 1995 montre bien les défis qui attendent les petites nations qui aspirent à leur autodétermination.

Deux causes sont ainsi associées à l'échec et au déclin du souverainisme québécois. D'abord, la nation franco-québécoise n'a pas su convaincre les Anglophones, les Autochtones et les Allophones de participer au projet. De surcroît, les petites nations ont un rapport trouble à l'universel : « Ainsi vont les petites sociétés, elles suscitent l'indifférence autour d'elles; leur prétention à l'universalité reste non crédible pour ceux et celles non socialisés aux accents de la nation.⁸⁴ » Notre intérêt se situe du côté de la deuxième cause que Thériault associe aux ratés du souverainisme. Selon lui, la démocratie fonctionnant à la déconstruction. La nation, comme communauté d'histoire, apparaît de plus en plus difficile à légitimer dans un tel contexte. Nous serions à une époque d'hyper individualisme que Thériault associe à la culture hypermoderne : paradigme qui chamboulerait le chemin vers l'indépendance du Québec. Le projet de souveraineté, perçu à travers le prisme d'une intention nationale ou comme le moyen de doter la démocratie d'un corps politique substantiel et historique, aurait peine à se réaliser dans un mouvement anti-institutionnel.

Cela dit, partout en Occident, la démocratie continue son travail et procède à une disqualification de la nation comme communauté privilégiée pour fonder la puissance commune. La nation serait finalement, selon le discours déconstructiviste, un

⁸⁴ *Ibid.* 19.

regroupement comme les autres et potentiellement opprimant. Il y aurait de nombreux autres lieux d'appartenances auxquels le genre, les classes sociales et les nouveaux mouvements sociaux appartiennent. Pour Thériault – c'est ce que nous voulons mettre en avant plan –, cette nouvelle sensibilité démocratique amenuise la puissance de la nation comme lieu transcendant les différences et censé représenter le bien commun. Ce qu'il s'agirait d'appeler la fragmentation des identités sociales s'accroît dans toutes les démocraties occidentales et lance un défi aux institutions politiques, mal adaptées à représenter la pluralité réelle de nos sociétés. C'est ainsi que Thériault explique la difficulté qui accable le projet souverainiste. L'objectif était de consolider un lieu de solidarité nécessaire à la vie des démocraties, au final le projet paraît opprimant face aux nouvelles sensibilités identitaires fragmentées de notre condition hypermoderne.

C'est dans cette logique d'exacerbation de la déliaison démocratique et de suspicion envers les institutions que Thériault inscrit le mouvement des indignés et des carrés rouges au Québec. « Ils sont rigoureusement libéraux : le bien commun est la somme des protestations. Leur démarche est essentiellement négative, contestatrice : contre le capitalisme, contre le patriarcat, contre la technocratie bureaucratique, contre l'État, et même contre la démocratie libérale; ce sont des mouvements qui pratiquent la "contre-démocratie", selon la formule de Rosanvallon.⁸⁵ » Nous le devinons, Thériault adhère à une vision beaucoup plus institutionnelle de la politique, disons réformiste. Il croit que la démocratie a besoin de son pôle collectif, de la nation. C'est dans ce pôle que se construit une véritable solidarité citoyenne qui fut capable d'engendrer l'État-providence. Sans ce sentiment national, la démocratie se vide de son aspect communautaire et n'est plus que simple rationalité juridique et

⁸⁵ Joseph Yvon Thériault. « Le peuple de gauche les carrés rouges et la crise des institutions ». *Argument*, Vol. 15, No. 2, 2013, 9-20.

procédurale⁸⁶. Des mouvements qui carburent à la protestation, tel que celui des indignés, ont beaucoup de difficulté à transformer leur action en agir politique. Le bien commun exige la délibération, celle-ci doit exister par le biais d'institutions faisant de son opposant un adversaire et non un ennemi (l'honorable chef de l'opposition). Pour se réfléchir, la société doit se mettre en scène. Pour Thériault, les étudiants du Printemps Érable n'ont pas trouvé d'interlocuteur capable de relayer leur vision du monde dans l'espace de la délibération politique. Par la négation des institutions, ces mouvements pratiquent l'impolitique.

1.7 Conclusion partielle : trois paradoxes pour appréhender l'événement *NOUS*?

Nous avons présenté trois questionnements liés au « Nous » démocratique contemporain. Le modèle de l'État-nation comme forme d'organisation politique est-il caduc? La définition de la collectivité actuelle participe-t-elle d'une vision civique ou culturelle? En plus de présenter deux postures liées à la démocratie, l'une indignée et l'autre institutionnelle. Nous avons dégagé certains problèmes liés au contexte contemporain en plus de suggérer différentes manières de répondre à ces mêmes questionnements. Ceci fournira l'arrière-plan théorique nécessaire à l'analyse de l'événement *NOUS*?. Il s'agira, dans le prochain chapitre, de construire les différents idéaux types liés aux six catégories (nationaliste, cosmopolitiste, civique, culturelle, indignée et institutionnelle.)

⁸⁶ Joseph Yvon Thériault. « Politique et démocratie au Québec : de l'émergence de la nation à la routinisation du souverainisme », *Op. cit.* 21.

⁸⁶ *Ibid.* 16.

CHAPITRE II

MÉTHODOLOGIE

2.1 L'obtention des textes

« Que s'est-il dit lors de l'événement *NOUS?* » Pour y répondre, il faut rassembler les textes de l'événement. Précisons qu'il fut impossible de mettre la main sur un dossier contenant tous les textes présentés le 7 avril. Les organisateurs nous ont affirmé qu'un tel corpus n'était pas disponible. Il a fallu se lancer à leur recherche. Un certain nombre de textes avait été partagé sur Internet par les auteurs. Ces derniers furent donc les plus faciles à obtenir. La deuxième étape consiste à contacter les auteurs grâce à la messagerie Facebook ou via leur adresse électronique. Cette démarche a été relativement fructueuse. Il restait néanmoins une trentaine de discours qu'il nous a fallu alors retranscrire grâce à la chaîne YouTube de l'événement où il est possible de retrouver, encore aujourd'hui, la totalité des présentations.

2.2 Le découpage des discours

La dimension esthétique des textes constitue une particularité de notre corpus. Chacun des participants a tenté, à sa façon, de rendre son texte agréable et intéressant pour l'auditoire. Nous avons donc choisi d'élaguer les textes; bien que sympathiques, certains segments ne constituaient aucun intérêt pour la recherche. Le texte d'Alain Farah – qui s'auto qualifie d'écrivain postmoderne – est un bon exemple. Dans sa présentation qui s'intitule : *Les ongles bleus de madame Harper*, il ira jusqu'à relater sa première expérience à l'Hôpital Sainte-Justine et, plus tard, convier l'auditoire au royaume de *Shrek* (personnage de dessins animés célèbre). Il a donc fallu épurer les textes de façon à ne garder que la substance relative à notre enquête et aux

préoccupations concernant notre cadre théorique. Certains textes ont été conservés pratiquement en totalité alors que d'autres ont subi une importante réduction. Cette démarche participe à l'un des principes primordiaux formulés par Thomas⁸⁷ et repris en langue française par Martineau et Blais⁸⁸, ces derniers considèrent qu'il est essentiel de lire plusieurs fois notre corpus, dans le but de bien de le connaître et, ainsi, d'améliorer son interprétation. L'élimination des segments superflus demande une lecture attentive et incarne, entre autres, une manière de se familiariser avec le corpus.

Ainsi, une fois ces textes amenés à leur version synthétique, nous avons entrepris une nouvelle étape qui consistait à traduire les mots de l'auteur dans un énoncé visant à simplifier ces propos. La plupart du temps, cet énoncé est raccourci par rapport à sa première forme. Sommairement, nous avons cerné l'argument au cœur de l'énoncé pour alléger l'analyse. Il s'agit, en outre, d'une autre occasion d'appivoiser le corpus. Voici un exemple tiré du discours de Ianick Maril :

Segment d'origine	Énoncé simplifié
« Je suis économiste. J'ai vu derrière les chiffres, derrière les statistiques, la violence économique. Le malheur, la faillite de l'espérance, le lien social fracassé sur le mur de l'obligation de performance, de croissance à tout prix, d'appât du gain. »	La domination de la rationalité économique sème beaucoup de malheur.

⁸⁷ D.R Thomas. « A general inductive approach for analyzing qualitative evaluation data ». *American Journal of Evaluation*. Vol. 27. No. 2, 2006, 237-246.

⁸⁸ M, Blais et S. Martineau. « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes ». *Recherches Qualitatives*, Vol. 26. No. 2. 2007, 1-18.

2.3 La méthode idéale typique

La construction d'idéal type fait partie d'une tradition centenaire au cœur de la discipline sociologique. Max Weber est un pionnier de la méthode typologique, c'est probablement grâce à ce dernier qu'elle acquit ses lettres de noblesse. Pour lui, un idéal type consiste en une construction intellectuelle obtenue par l'accentuation de certains traits observés dans la réalité empirique⁸⁹. Dominique Schnapper considère qu'il s'agit d'une stylisation du monde réel. Jamais l'idéal type n'est censé être le calque exact du terrain. Il s'agit plutôt d'un instrument grossissant de la réalité. Il relève d'une activité de conceptualisation⁹⁰. Schnapper estime que cette méthode vise à remplacer la complexité du monde social par un cadre cohérent et purifié. Les auteurs de l'événement *NOUS?* discutent d'autant de sujets, qu'il y a de manières de les présenter. Notre corpus regorge d'opinions hétéroclites. Les sujets traités sont relativement éclatés. La démarche typologique nous permet d'y insérer un peu de clarté et de cohérence. C'est par la construction d'idéaux types que nous pourrions nous adonner à des généralisations.

Après le travail de découpage des discours, il s'agira d'associer chacun des segments à l'une des catégories construites comme types idéaux : (« nationalistes » et « cosmopolitistes », « civiques » et « culturels » ainsi qu'« indignés » et « institutionnels »). En somme, nous avons tenté de dégager de notre cadre théorique les grandes caractéristiques de nos catégories idéales typiques lesquelles nous permettront d'appréhender notre corpus.

⁸⁹ Max Weber. *Essais sur la théorie de la science*, (Paris : Pocket, 1992), 181.

⁹⁰ Dominique Schnapper. *La compréhension sociologique. Démarche de l'analyse typologique*. (Paris : édition revue et augmentée, PUF, Quadrige, 2005)

2.4 La catégorie civique

Nous l'avons vu, la posture civique naît d'une volonté de rompre avec une certaine conception de la nation fondée sur l'appartenance à une communauté historique et culturelle. Dans le cas du nationalisme québécois, cette communauté culturelle trouverait sa fondation dans la colonisation française. Pour l'auteur civique, cette filiation culturelle aurait l'effet de rendre exclusive la nation aux descendants des Canadiens français. Ainsi, la pluralité inhérente à la société contemporaine serait en porte à faux d'une telle définition nationale. Il faudrait donc redéfinir la nation de façon à la rendre plus inclusive. La posture civique émane de la pensée des Lumières et de l'idée du contrat social. Cette attitude peut s'arrimer à une volonté d'ouverture et de tolérance face à l'Autre. Elle découle d'un désir d'opposition face au paradigme du nationalisme culturel, perçu comme exclusif et possiblement oppressant envers les minorités. La définition de la nation ne rime plus alors avec sa filiation au Canada français. Elle se résume à un territoire et à l'adhésion à une même loi et pose l'existence d'une mosaïque culturelle sur le sol québécois plus qu'une culture de convergence.

2.5 La catégorie culturelle

Nous avons déjà esquissé les bases d'une réponse culturelle de la nation en opposition au type idéal civique. En fait, une telle posture pose la condition d'une culture de convergence. En terme simple, pour ce type idéal, le nouvel arrivant doit s'intégrer à la communauté majoritaire pour partager son expérience historique et se greffer à son histoire. L'argument des penseurs de la nation substantielle repose sur le postulat sociologique qu'une communauté doit partager des raisons communes pour faire société. Il doit y avoir une référence partagée, un âge d'or, des héros nationaux pour se reconnaître comme membre d'une collectivité et faire preuve de solidarité. En somme, une référence à la catégorie culturelle apparaît dans notre corpus lorsque l'auteur se représente comme membre d'une communauté historique, comme être de

mémoire. En d'autres mots, il s'agit de reconnaître si l'auteur fait référence au « Nous » comme lieu d'une culture partagée.

2.6 La catégorie cosmopolitiste

Le cosmopolitiste accuse l'État-nation d'être caduc. Il souhaite son dépassement. L'argumentaire cosmopolitiste ne s'exprime pas d'une seule voix. Cette posture se décline dans un vaste champ de propositions émanant néanmoins de la même problématique. L'État-nation ne fonctionne plus, les sociétés ne se comprennent plus en ces termes et il faut trouver un palliatif. De ce postulat découlent diverses alternatives telles que l'extension du droit international, la formation d'une société civile mondialisée ou la naissance de nouvelles constellations politiques. Le cosmopolitiste suggère un dépassement de l'État-nation, il est citoyen du monde. Son discours est désencastré du lieu national, son univers de compréhension du monde et d'action est global.

2.7 La catégorie nationaliste

Le nationaliste est convaincu que la forme de l'État-nation trouve encore sa pertinence en ce monde. Il le dit de manière implicite, voire inconsciente, mais il croit que la légitimité politique trouve encore sa source au sein de la nation, que la démocratie a besoin de ce lieu. Cela dit, à quoi reconnaît-on un auteur nationaliste? D'abord, il célèbre le concept général de nation. Autrement dit, il privilégie l'idée selon laquelle les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes, ou que les différentes nations du monde représentent toutes des manières particulières de vivre l'aventure humaine; qu'il s'agit d'une richesse à préserver! Il part de l'idée de la nation pour comprendre le monde (nationalisme méthodologique). De plus, selon la définition de Balthazar⁹¹, le nationaliste privilégie l'appartenance à sa nation et en espère une meilleure reconnaissance. Ainsi, le nationaliste se positionne par rapport à sa nation,

⁹¹ Louis Balthazar. *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*. (Montréal : VLB éditeur, 2013)

il envisage son futur et déplore les malheurs qui l'accablent. La nationaliste se rapporte au monde par le biais de son appartenance nationale.

2.8 La catégorie indignée

La critique que soulève l'indigné est dirigée vers les institutions. Celui-ci les considère corrompues par l'élite économique. Pour remédier à ce tort, il espère une démocratie beaucoup plus près de la vie des gens. Il prône la démocratie directe. Ainsi, l'indigné se reconnaît par sa colère contre le système représentatif, il suggère une autre démocratie. Il croit que les penseurs de la démocratie libérale n'ont jamais réellement souhaité remettre le pouvoir entre les mains du peuple⁹². La démocratie dans sa forme institutionnelle serait un leurre et ferait miroiter au peuple sa souveraineté pendant que l'élite gouverne réellement. Il désire décapiter le système actuel de la tutelle de l'élite. Il défie les institutions, ne croit plus aux urnes; il préfère occuper la rue.

Nous avons choisi d'insérer les considérations liées à la critique de l'économie au sein de la catégorie indignée. Pour l'indigné, le libre-marché ou capitalisme compris comme forme économique de la modernité serait le terrain de jeu de l'élite. C'est dans ce temple du marché autorégulé que le banquier ou le financier peut manœuvrer à sa guise sans que le peuple ait droit de regard. Nous considérons que l'indigné entretient un rapport négatif à la toute-puissance capitaliste. De surcroît, le dogme du rendement et de l'exploitation conduit nécessairement au péril de l'environnement. Ainsi, pour l'indigné, c'est l'économie aux mains d'une poignée de Puissants qui mène à la crise écologique. On reconnaît un argumentaire indigné à la frustration contre l'ordre des choses actuel. Il faut lutter contre « leur démocratie » pour y subsumer « la nôtre » : directe, verte, féministe, anticapitaliste...

⁹² Francis Dupuis-Déri. *Démocratie. Histoire politique d'un mot. Aux États-Unis et en France*. (Montréal, LUX, 2013), 453.

2.9 La catégorie institutionnelle

La crise des institutions qui secoue presque toutes les nations occidentales propose une pluralité de réponses. L'auteur répondant à une telle vision du monde croit dans la pertinence des institutions politiques, notamment celle de la représentation. Selon lui, le peuple a besoin d'un lieu pour se représenter, pour se réfléchir. Selon lui, il est vain de penser que le politique doit se fondre dans la différence inhérente à la société. Une réponse institutionnelle stipule que le corps politique ne peut exister que dans une certaine abstraction de la différence et seule la présence d'institutions peut aider à transcender le peuple au-delà de la pluralité. Cela dit, nous ne nous attendons pas à ce que celui qui se présente au micro de l'événement vante les bienfaits du régime actuel. Cela se passe plus discrètement et il faudra discerner là où l'auteur établit son attachement aux formes institutionnelles.

Notre corpus sera donc divisé selon nos différentes catégories et dès lors émergera des thèmes.

2.10 L'émergence de thèmes

Les types idéaux (catégories) constituent notre paire de lunettes pour appréhender l'événement. C'est par cette nomenclature, « nationaliste », « cosmopolitiste », « civique », « culturel », « indigné » et « institutionnel » que nous nous sommes prêtés à une analyse qualitative de notre corpus (il s'agit de l'étape déductive). Pour Blais et Martineau⁹³, l'objectif de l'analyse est de développer des catégories à partir des données de notre corpus. Dans notre cas, nous utiliserons la notion de « thème ». Afin de raffiner notre analyse, nous avons entrepris le codage de notre grille. Chacun des segments retenus fût associé à un thème tel que : « La domination d'une élite ». Il

⁹³ M. Blais et S. Martineau. « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes ». *Op. cit.* 1-18.

nous à été possible de dégager près d'une quarantaine de ces thèmes. Nous avons ensuite filtré ces résultats de façon à éliminer les redondances et la similarité. Au terme de cette étape, nous en somme arrivés à une quinzaine de thèmes qui nous permettront de justifier et de comprendre comment nos catégories idéales typiques s'observent au sein du corpus? Il s'agit du moment qualitatif de notre enquête.

2.11 Le moment quantitatif

Nous avons quantifié nos résultats, donc calculé la récurrence de chacune des catégories qui ressortaient de notre corpus. Il en est de même pour les thèmes. Nous espérons rendre tangible, le contenu de cette journée du 7 avril 2012. Nous pensons que la récurrence des données nous permet d'affirmer la popularité d'un thème ou d'une catégorie. Par exemple, par rapport au couple antagonique nationalisme et cosmopolitisme, si l'une des deux catégories émerge de façon beaucoup plus fréquente que l'autre, cela pourrait indiquer une tendance forte qui pourrait être prise en considération pour notre analyse.

CHAPITRE III

RÉSULTATS

3.1 Introduction

Ce chapitre présente les résultats de notre enquête. Nous procéderons de la même façon pour chacune des catégories. Dans un premier temps, nous aborderons les différents thèmes qui ont émergé de notre corpus. Ces thèmes se situent à un niveau d'analyse inférieur à nos catégories construites grâce à la méthode typologique. En fait, ils sont induits de notre corpus alors que les catégories sont plutôt déduites et extérieures. L'émergence de ces thèmes constitue une première étape. Ceux-ci fournissent de nombreuses indications. Il faudra les expliquer et justifier en quoi leur nature s'arrime aux catégories. Afin d'expliciter nos propos, nous fournirons toujours minimalement un exemple de citation tirée des discours de l'événement. Enfin, à l'aide de tableaux et de données quantitatives, nous espérons montrer le déploiement quantitatif des thèmes et des catégories. Voici la liste des thèmes retenus :

Nationaliste	<ul style="list-style-type: none">• La nation québécoise comme sujet politique• La souveraineté progressiste• La nation comme accès à l'universel
Cosmopolitiste	<ul style="list-style-type: none">• Critique du nationalisme• L'effacement des frontières

Civique	<ul style="list-style-type: none"> • Ouverture à l'autre • Oppression des cultures minoritaires. • Critique du nationalisme culturel
Culturel	<ul style="list-style-type: none"> • Critique de la dénationalisation • Inscription dans la culture nationale québécoise
Indigné	<ul style="list-style-type: none"> • La démocratie comme lutte • Domination de l'économie • Domination d'une élite
Institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> • Critique de la fragmentation • Fierté de la démocratie québécoise

3.2 Les thèmes associés à la catégorie nationaliste

3.2.1 La nation québécoise comme sujet politique

Depuis près de quarante ans, la question nationale structure le champ politique du Québec, deux propositions concurrentes s'affrontent : le Québec devrait-il accéder à l'indépendance politique ou rester au sein de l'ensemble fédéral canadien? Gilles Gauthier⁹⁴ postule que le mouvement souverainiste québécois construit sa rhétorique à partir de trois arguments clés. Premièrement, il considère comme prémisses essentielles que le Québec constitue un peuple, les peuples doivent disposer d'eux-mêmes, alors la souveraineté en découle comme conclusion logique. Puis, il existerait l'argument anticolonialiste qui résulterait d'un traumatisme lié à la conquête

⁹⁴ Gilles Gauthier. « L'argumentation sur la question nationale au Québec ». *Globe : revue internationale d'études québécoises*, Vol. 9. No 1, 2006, 257-274.

britannique. Dans une telle mesure, le Québec serait donc en situation de domination dans le Canada, un assujettissement qu'il faudrait rompre par la souveraineté. Troisièmement, la souveraineté incarnerait un rempart contre l'assimilation du peuple québécois, elle serait donc une nécessité.

Pour certains auteurs, il semble évident que la nation québécoise constitue le pilier de la légitimité politique. Ces derniers sont donc souverainistes. Ainsi, ces participants font le vœu de sortir de la Confédération canadienne. Ceci participe sans aucun doute d'une lecture nationaliste dans la mesure où la préoccupation principale est de doter le peuple du Québec de son propre État-nation. La nation québécoise est conçue comme le lieu de la discussion politique.

Nous avons décidé d'introduire l'idée de sujet politique, un concept qui dans les mots de Beauchemin pourrait se traduire par « la figure d'un nous-collectif dans lequel les acteurs sociaux pouvaient reconnaître une puissance transcendant leurs divisions et portant plus haut une définition du bien commun ⁹⁵ » dès lors, il s'agit d'une formule proprement nationaliste, car le thème de *la nation québécoise comme sujet politique* dénonce la situation de subordination politique qui pèserait sur la nation québécoise considérée comme lieu de transcendance. Il est possible de saisir ce thème à deux niveaux. Premièrement, en faisant le constat dont les Québécois sont dépossédés des instruments politiques nécessaires à l'organisation de leur monde commun. Deuxièmement, en proposant un remède à ladite subordination politique de la nation : la souveraineté du Québec. En somme, la nation québécoise, conçue comme sujet politique, est le lieu de délibération du bien commun.

Nathalie Guay intervenante à l'évènement soutient une telle posture, ce notamment lorsqu'elle affirme que « nous affranchir du Canada est un autre combat, de longue

⁹⁵ Jacques Beauchemin. *La Société des identités : Éthique et politique dans le monde contemporain*. (Montréal : Athéna, 2004), 42.

haleine. Il va de soi que notre liberté implique que l'on s'affranchisse de la juridiction des institutions canadiennes.» Ainsi, prendre pleinement possession de l'avenir politique du Québec est un impératif. André Ricard abonde aussi en ce sens lorsqu'il dit que «Nous menons un combat de réappropriation démocratique comme le font les diverses nations d'Amérique latine; nous posons les bornes, comme peuple, d'un vouloir-vivre conséquent avec la raison d'être de ce nous qui nous rassemble.⁹⁶ »

3.2.2 La souveraineté progressiste

Selon Daniel Béland et André Lecours, le nationalisme québécois est généralement campé à gauche. Historiquement, il était associé à l'émancipation politique et économique des Canadiens français. Ainsi, il n'est pas étonnant qu'il flirtât avec des positions très à gauche, voire révolutionnaire. Lecours et Béland témoignent également du lien certain entre le nationalisme et le mouvement syndical. Au cours des années 1970, l'idée que l'indépendance et le projet social-démocrate formaient un tandem était très répandue. En plus de représenter l'émancipation des ouvriers francophones, les nationalistes québécois se sont érigés contre les positions Canadiennes et fédéralistes plutôt de centre et même de droite, dans le cas notamment du gouvernement conservateur de Stephen Harper⁹⁷.

Au sein de l'événement *NOUS?*, le thème de *la souveraineté progressiste* postule que la souveraineté doit être une manière d'accéder à une société plus égalitaire, plus féministe, plus écologiste, etc. Le thème précédent, *la nation québécoise comme sujet politique*, mettait en relief l'idée selon laquelle la nation québécoise doit disposer d'elle-même; *la souveraineté progressiste* relève d'un autre argumentaire. Nous l'avons vu, l'auteur nationaliste est convaincu que l'État-nation a encore son rôle à

⁹⁶ André Ricard. Événement NOUS?

⁹⁷ Daniel Béland et André Lecours. « Le nationalisme et la gauche au Québec », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, Vol. 14, No 1, 2011, 37-52. <http://id.erudit.org/iderudit/1005985ar>, DOI: 10.7202/1005985ar

jouer dans l'organisation politique de nos sociétés, *la souveraineté progressiste* participe à cette logique dans la mesure où il présente l'État-nation (celui hypothétique du Québec) comme moyen pour répondre aux questions sociales, notamment à la redistribution des richesses. En somme, l'indépendance politique est désirable dans la mesure où elle incarne un certain progrès social. C'est cela qu'Éric Martin, auteur nationaliste et socialiste, soutient en termes clairs : « Aujourd'hui le printemps québécois; demain, indépendance et socialisme, un possible fiché dans notre histoire comme un éclat à libérer. Vive la liberté, vive l'indépendance ⁹⁸ ».

3.2.3 La nation comme accès à l'universel

Le troisième thème lié à la catégorie nationaliste : *la nation comme accès à l'universel* se veut une défense du modèle de l'État-nation. Les différentes nations seraient un accès particulier au monde et de ce fait : un rempart contre l'homogénéisation. Les nations se présentent comme une manière singulière de vivre dans la grande aventure humaine. Il s'agirait donc de préserver ce modèle contre des puissances hégémoniques et ainsi de maintenir les différences qui enrichissent l'humanité. Pour les auteurs chez qui a été décelé le thème de *la nation comme accès à l'universel*, l'uniformisation du monde est connotée négativement. Ceci semble limpide dans les mots de Marc Imbeault qui ne craint pas de célébrer les petites nations : « Une chance que n'ont pas ceux qui vivent dans l'univers fermé sur lui-même des nations hégémoniques. Vive les petites nations! Elles sont autant de foyers d'ouverture sur le monde! ⁹⁹ »

⁹⁸ Éric Martin. Événement NOUS?

⁹⁹ Marc Imbeault. Événement NOUS?

3.3 Les thèmes associés à la catégorie cosmopolitiste.

3.3.1 Critique du nationalisme

Le cosmopolitisme est une *critique du nationalisme*, il ne s'attaque pas particulièrement à l'un des types de nationalisme soit culturel ou civique, mais à l'idée même de nation. En fait, il s'oppose au nationalisme comme manière d'habiter et de saisir le monde. L'appartenance à une nation serait dépassée. Comme la religion, le nationalisme serait de l'ordre de la croyance. Le paradigme nationaliste est empreint de valeurs belliqueuses et mènerait à la confrontation entre les différents États plutôt qu'à la collaboration.

Sébastien Aubin s'oppose au nationalisme qu'il considère, d'emblée, comme violent. C'est dans une telle mesure qu'il s'oppose à la souveraineté du Québec qu'il identifie comme un repli identitaire et comme désir paranoïaque de se préserver contre la différence : « Un pays de plus en Amérique du Nord à se référer à la violence physique et psychologique pour maintenir sa propre philosophie nationaliste et matérialiste pour protéger ses frontières linguistiques, culturelles, politiques et territoriales contre un envahisseur potentiel. »

3.3.2 L'effacement des frontières

Le thème de *l'effacement des frontières* est le versant «positif» de la critique du nationalisme. En d'autres mots, il se positionne pour une solidarité mondiale. Par l'effacement des frontières, on souhaite enfin réaliser l'unité de l'humanité. Le « Nous » est global. Les différents pays ne sont que des constructions historiques et politiques alors que l'individu est doté d'une conscience universelle. Il faudrait sortir de nos cloisons idéologiques pour alors rejoindre l'Autre. C'est à peu près cela que Carminda Mac Lorrain résume en ces termes : « Je crois que pour penser la liberté, il

faut absolument penser activement aux autres, et ce, au-delà de nos frontières nationales, politiques, idéologiques.¹⁰⁰»

3.4 Les thèmes associés à la catégorie civique

3.4.1 Ouverture à l'autre

Le corpus témoigne d'un thème récurrent : *l'ouverture à l'autre*. C'est-à-dire que l'on demande au « Nous » d'accepter la pluralité de la société ou sa propre constitution plurielle. Il faudrait s'ouvrir à l'hétérogénéité. Notre identité collective est malléable, elle doit se constituer dans le présent, s'enrichir de la culture des nouveaux arrivants. Il faut respecter l'Autre comme il est. *L'ouverture à l'autre* stipule l'écoute. Carminda Mac Lorrain représente bien ce que nous entendons par cela lorsqu'elle dit: «Je rêverais d'un idéal pluriel où chacun pourrait exprimer, dans l'affirmation de son identité propre, le respect de l'Autre.¹⁰¹»

3.4.2 Oppression des cultures minoritaires

Ce thème révèle une compréhension du monde selon laquelle les minorités sont opprimées et nous vivrions dans une société raciste. Les autochtones seraient laissés-pour-compte. Les droits des minorités culturelles seraient bafoués par le groupe majoritaire. S'affranchir de cette position inférieure serait ardu. Le « Nous » doit donc s'assurer que les droits de chacun soient dûment respectés, sans égard aux origines de l'individu. Il faudrait se méfier d'un groupe majoritaire susceptible d'opprimer les minorités. Jenny Salgado affirme ainsi: «Mes amis, je suis sorti du ghetto! Mais comme on voudrait m'y retourner!¹⁰²» Marie Louise Mumbu corrobore

¹⁰⁰ Carminda Mac Lorrain. Événement NOUS?

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² Jenny Salgado. Événement NOUS?

aussi cette vision des choses: «Nous vivons dans une période où les informations sont très censurées. Avec une violence terrible, avec un racisme épouvantable.¹⁰³ »

3.4.3 Critique du nationalisme culturel

Pour certains, le nationalisme culturel serait l'ennemi à abattre, il faut donc en faire la critique. Ce dernier serait exclusif. Il aurait l'effet de conforter le groupe majoritaire constitué de Québécois, blancs et francophones qui se serait accaparé la définition de la nation. Ce serait le nationalisme d'une époque révolue qui idolâtrait un certain passé contre la réalité pluraliste du présent. Il s'agirait d'un nationalisme intolérant, xénophobe et conservateur sur le plan identitaire.

Omar Aktouf représente bien cette critique du nationalisme culturel en dénonçant la dualité entre le vrai « Nous » pure laine et l'autre « Nous » exclu,

L'autre, le dernier arrivé, le non-moi, le non-nous des précédents, est le bouc émissaire idéal à livrer à la rage de ceux à qui l'on répète qu'ils sont les vrais « Nous », originaux, immaculés. Cet autre est désigné de mille façons comme le sournois ennemi identitaire, économique, politique, social, religieux. Les vrais nous, les antérieurs, et leurs modèles — forcément supérieurs —, sont menacés, assiégés. L'heure est alors à la méfiance et au repli plutôt qu'à l'ouverture.¹⁰⁴

¹⁰³ Marie Louise Mumbu. Événement NOUS?

¹⁰⁴ Omar Aktouf. Événement NOUS?

3.5 Les thèmes associés à la catégorie culturelle

3.5.1 Critique de la dénationalisation

Nous avons choisi de reprendre le concept de la dénationalisation¹⁰⁵ de Mathieu Bock-Côté pour exprimer une réalité qui émerge indéniablement de notre corpus. Ce thème se réfère à l'idée que nous aurions entrepris de vider la nation québécoise de son contenu culturel, de sa mémoire. La dénationalisation serait inscrite dans une tendance au relativisme culturel qui rendrait illégitime le recours à une culture de convergence. Une mauvaise conscience identitaire accablerait le groupe majoritaire et le forcerait à se doter d'une nouvelle définition plus inclusive de lui-même, cela forcément au détriment des fondements culturels du vivre ensemble historique.

On critique cette posture en affirmant qu'il serait désormais difficile de se trouver un lieu commun. Notre conscience collective serait malade. Nous aurions déserté notre culture et notre appartenance historique pour nous fondre dans une mondialisation culturelle. Ce « Nous », héritier des Canadiens français, se serait complètement abandonné à la rationalité marchande, à la consommation de masse et à la culture américaine. En somme, la critique de la dénationalisation dénonce un malaise inhérent à la société québécoise; vraisemblablement, il y aurait quelque chose de honteux. Il faudrait refonder une fierté nationale en se réconciliant avec notre passé. Catherine Dorion exprime cette idée dans les mots suivants : « Où est passée notre histoire? Qu'a-t-on fait du conte qui nous racontait? Pourquoi nous sommes-nous enterrés sous des bébelles aussi laides? ¹⁰⁶ » Elle exprime son inquiétude de ne plus raconter notre aventure collective et croit en parallèle que nous sombrons dans le bonheur futile de la consommation.

¹⁰⁵ Mathieu Bock-Côté. *La dénationalisation tranquille. Mémoire, identité et multiculturalisme dans le Québec post-référendaire. Op. cit.*, 1-257.

¹⁰⁶ Catherine Dorion. Événement NOUS?

3.5.2 Inscription dans la culture nationale québécoise

Le thème de *l'inscription dans la culture nationale québécoise* peut être perçu comme l'anti-dénationalisation. Autrement dit, il s'agit d'une volonté d'ancrer l'existence dans l'aventure historique québécoise. Les auteurs font alors référence à une mémoire collective, ils valorisent la culture nationale ou pleurent les malheurs passés du peuple. En somme, ce thème recoupe toutes affirmations ayant pour fonction de célébrer l'appartenance à la communauté historique québécoise. Louise Dupré adopte une telle position. En le faisant remonter jusqu'à la colonisation française, elle témoigne son appartenance à un « Nous » hérité de plusieurs siècles d'histoire : « Nous avons franchi l'Atlantique avec l'audace des exilés et nous continuons à danser malgré les hivers brutaux. Nous avons fait l'amour sans repos et la guerre avec le dur désir de durer. » Bref, ce thème reflète un « Nous » hérité d'une longue filiation qui ferait remonter l'origine de ce collectif aux colons français venus s'établir sur les berges du Saint-Laurent.

3.6 Les thèmes associés à la catégorie indignée

3.6.1 La démocratie comme lutte

Ce thème émerge lorsque la démocratie apparaît comme une chose à faire et non une chose accomplie. Il faudrait lutter pour accéder à la vraie démocratie, celle où le peuple gouverne réellement. Il s'agit d'une démocratie au sens étymologique du terme : le pouvoir au peuple. Cette vision s'insurge contre une version frauduleuse que serait la démocratie représentative. La démocratie ne se résumerait pas à un vote tous les quatre ans. Elle est un exercice collectif et direct. Ce thème s'arrime avec le mouvement des indignés et sa fascination pour la démocratie directe. Prendre la rue apparaît comme le moyen de s'affirmer contre l'ordre oligarchique actuel qui aurait oublié le peuple. Il faut protester contre le modèle contemporain pour que de ses

cendres naisse la vraie démocratie. Dominique Desroches appartient à cette ligne de pensée notamment lorsqu'il dit: « Le sursaut, donc, est notre tâche. Il attend que nous canalisions notre colère et surtout notre fierté dans une autre démocratie. ¹⁰⁷»

3.6.2 La domination de l'économie

Tout ne serait qu'économie. La vie humaine se restreindrait au froid calcul du profit. *La domination de l'économie* c'est aussi la destruction de la planète. L'extraction productiviste des ressources qui aurait comme dessein l'accroissement du capital, serait le mal menaçant la planète de sa destruction. Il faut, donc, dénoncer la toute-puissance de la rentabilité économique pour mener enfin une autre vie. *La domination de l'économie* c'est aussi une perte de sens collectif qui nous enferme dans une vie dominée par les grandes entreprises capitalistes et amORAles. Elle n'a comme mantra que la rationalité instrumentale et le rendement. Il n'y aurait plus aucun intérêt pour la vie bonne. La culture, le savoir et la nature ne seraient désormais que de vulgaires marchandises. Éric Martin est éloquent à ce sujet: «Nous assistons à la domination de l'économie sur tout le reste de la société, si bien que le Québec s'efface derrière le Québec Inc., comme le monde entier s'efface derrière le capital.»

3.6.3 Domination d'une élite économique

Il faut considérer le thème de *la domination d'une élite* dans une continuité avec les deux thèmes précédents relatifs à la réponse indignée. L'élite aurait usurpé le pouvoir au peuple. Elle régnerait sur la société dans l'optique d'assurer ses propres privilèges. Le parallèle est évident avec la figure du 1 % dénoncé par le mouvement des indignés. Il y a la classe des super riches perchées au-dessus de la société, au sommet de la pyramide sociale, qui n'a que le rendement en tête. Nos élus ne seraient que des marionnettes agissant sous la volonté des puissants. Cette élite est issue des géants de l'économie, elle est à la tête des grandes banques et des multinationales. Les membres

¹⁰⁷ Dominique Desroches. Événement NOUS?

de ce club possèdent la richesse du monde et refusent de la partager. En réalité, il s'agit d'une vision relativement manichéenne du monde où les grands comploteraient contre les petits — le grand nombre — sans aucun égard pour le bien commun. Ceux-ci seraient opposés à un « Nous », aux petits, sinon aux 99% de la population. Il s'agit de contraster un peuple vertueux et pillé à une classe de pique-assiette. L'ultime objectif de ces souverains illégitimes serait la dérégularisation de l'économie pour qu'ils puissent enfin manœuvrer à leur guise et ainsi se remplir les poches sans entrave. Jean Barbe est assez explicite à ce sujet : « Aux économistes libertaires, anarchistes de la grande finance qui ne souffrent d'aucune règle, surtout pas celles de l'égalité et de la compassion. Je dis partagez.¹⁰⁸ ». Gabriel Nadeau Dubois dénonce aussi cette élite : « Ces gens-là ont un projet convergent, ils ont des intérêts politiques convergents. Et c'est contre eux que l'on doit se battre, pas seulement contre le gouvernement libéral. »

3.7 Les thèmes associés à la catégorie institutionnelle

3.7.1 Critique de la fragmentation

La défense des institutions politiques semble une priorité pour certains auteurs. L'une des raisons pour justifier cette position s'exprime sous le thème de *la critique de la fragmentation*. En fait, la fragmentation sociale apparaît, au sein du corpus, comme la division de la société ou comme son atomisation. Ce thème met en lumière une certaine difficulté liée à la démocratie : comment conjuguer les libertés individuelles et la dimension collective de la démocratie ? La fragmentation semble s'incarner dans une absence de projet collectif. Sur le plan politique, nous assisterions à des luttes, certes, mais toujours dans une logique corporatiste. De surcroît, la tentation à une démocratie directe prônée par « l'indigné » serait le symptôme d'une société où

¹⁰⁸ Jean Barbe. Événement NOUS?

l'individu serait incapable de dissoudre son égo dans un tout, dans quelque chose de plus grand. Par défaut, le thème de *la critique de la fragmentation* est assimilable à la catégorie institutionnelle, car l'institution représenterait précisément un instrument nécessaire à l'organisation collective, capable de transcender les particularités; apte à représenter une certaine idée de l'intérêt général¹⁰⁹.

Pour certains auteurs du corpus, le lien collectif serait mis en péril par la fragmentation sociale. Mathieu Bock-Coté endosse une telle vision du monde lorsqu'il prétend que : « Nous devons réhabiliter le sens du commun, sans lequel une société ne sera jamais qu'un compromis instable appelé à se dissoudre d'une manière ou d'une autre. ¹¹⁰ »

3.7.2 Fierté de la démocratie québécoise

La fierté de la démocratie québécoise se comprend comme un thème absolument antagonique à l'attitude de l'indignée. Effectivement, selon une telle formule, la démocratie québécoise est accomplie. « Nous » serions chanceux de vivre dans une démocratie. Cela constitue une fierté. Plus que sur le plan politique, la société québécoise est libre et égalitaire. Marc Imbeault, l'un de ceux qui pensent ainsi, croit que «Le Québec abrite l'une des nations les plus démocratiques du monde¹¹¹». Claudia Larochelle célèbre le fait que sa fille sera libre de faire ce qu'elle désire «Dans cette province, bâtie par ses aïeules avides de liberté, elle pourra se marier ou pas, devenir poète, dentiste, avocate, boulangère, agricultrice ou enseignante, comme sa maman. ¹¹² »

¹⁰⁹ Dominique Schnapper. *La communauté des citoyens*. Op.cit, 151.

¹¹⁰ Mathieu Bock Coté. Événement NOUS?

¹¹¹ Marc Imbeault. Événement NOUS?

¹¹² Claudia Larochelle. Événement NOUS?

3.8 Fréquence relative aux catégories

Nous avons bâti une problématique de recherche structurée en questions et en réponses. Nous espérons ainsi appréhender l'univers discursif des auteurs de l'évènement *Nous?* relativement à trois grandes interrogations. Les auteurs construisent-ils un discours à saveur plus nationaliste que cosmopolitiste? Lorsqu'ils se réfèrent à un « Nous », ce dernier est-il davantage civique ou culturel? Sont-ils davantage indignés ou défendent-ils toujours les institutions politiques?

Nous avons décortiqué le corpus de 76 textes de sorte à conserver près de 700 énoncés que nous considérons comme porteurs de sens et assimilables à l'une ou l'autre des catégories. Nous souhaitons organiser ces résultats, leur donner une forme. Cette synthèse peut se présenter sous forme graphique mettant en relation les catégories idéales typiques et antinomiques. Rappelons-les :

Questions	Catégories idéales typiques	
La question du lieu	Nationaliste	Cosmopolitiste
La question du « Nous »	Civique	Culturelle
La question de la forme démocratique	Indignée	Institutionnelle

3.8.1 Distribution des références nationalistes et cosmopolitistes

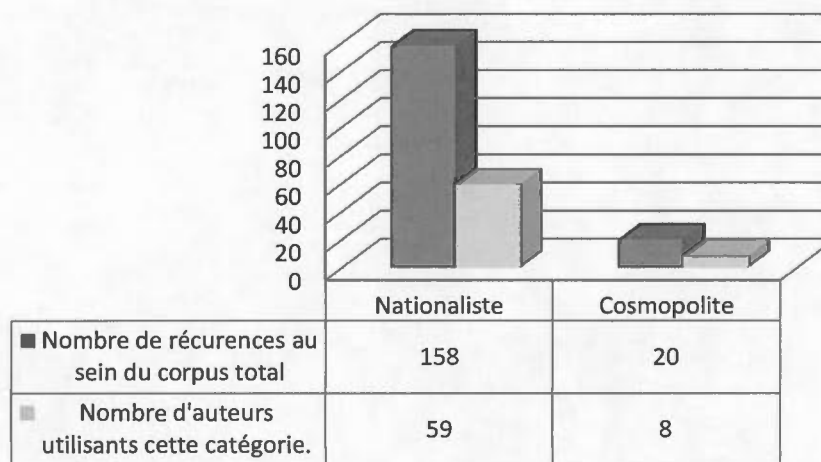
Les auteurs de l'évènement semblent-ils plus sympathiques à la perspective nationaliste ou encore sont-ils plus partisans d'une posture cosmopolitiste où la démocratie pourrait s'affranchir de son association historique à la nation? Nous avons choisi de présenter ces résultats selon deux considérations :

- D'abord, globalement, combien y a-t-il de références positives à l'une et à l'autre des catégories (nombre de récurrences au sein du corpus total)? Un

auteur peut être plusieurs fois «nationaliste», ici, nous faisons abstraction de ce fait; nous comptabilisons tous les énoncés. Ce nombre de récurrences total nous donne une indication concernant la popularité des différentes catégories.

- La seconde proposition cherche à étiqueter les différents auteurs (c'est l'inverse de la proposition précédente). Il s'agit de comptabiliser les participants en les associant aux catégories. Chaque fois qu'une suggestion discursive de l'auteur correspond à l'un de nos types idéaux, nous l'associons à cette catégorie (nombre d'auteurs utilisant cette catégorie). Voici donc les résultats obtenus pour le couple nationaliste et cosmopolite:

Récurrence des catégories nationaliste et cosmopolite



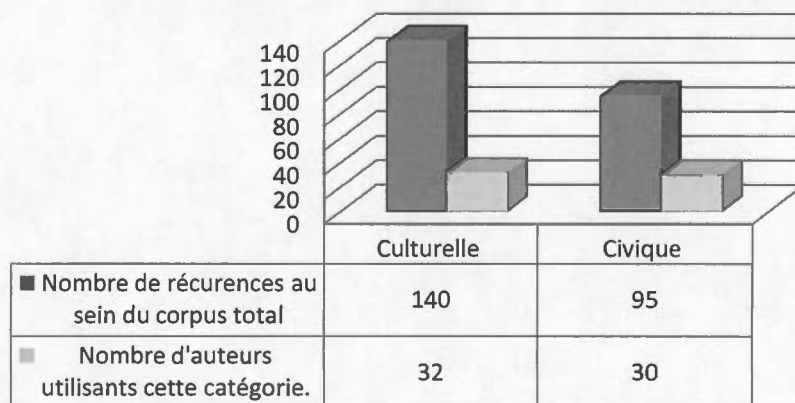
Nous avons décelé un ou plusieurs propos de type nationaliste chez 59 de nos 76 auteurs. C'est donc dire que près de 78 % des auteurs ont montré une « tendance » au nationalisme. De surcroît, en plus d'être une catégorie très populaire, ceux-ci l'utilisent plus d'une fois dans leur communication. Nous avons en effet noté 158 affirmations de type nationaliste.

La catégorie cosmopolitiste est beaucoup moins populaire. Nous pouvons affirmer que huit auteurs se sont montrés «sympathiques» à cette posture, ce qui ne constitue que près 11% de notre panel. La catégorie cosmopolitiste a été utilisée à 20 reprises dans tout le corpus.

3.8.2 Distribution des références civiques et culturelles

Notre troisième interrogation a comme but de connaître la nature de ce « Nous » mis en scène lors de l'événement. Nous avons opposé deux visions toujours sous tension dans l'histoire du Québec. C'est-à-dire une conception du lien collectif conçu par le biais de la nationalité et une autre version, essentiellement civique, fondée sur le partage d'un territoire et d'une même loi. Voyons comment ces différentes positions se partagent notre corpus :

Référence des catégories civique et culturelle



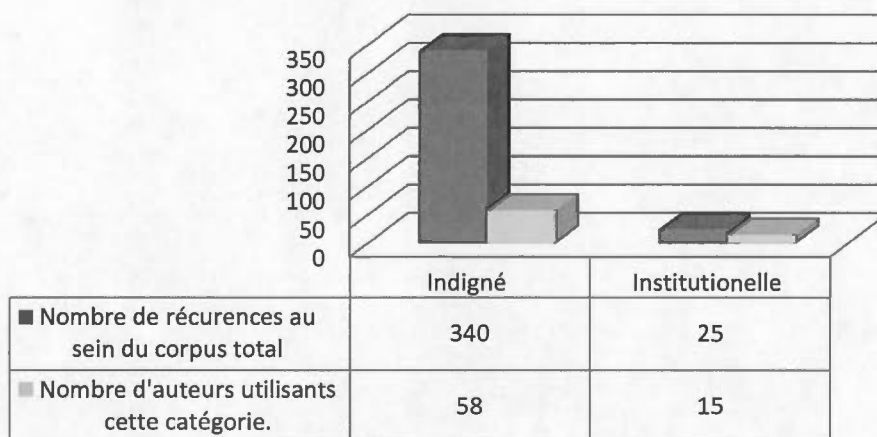
Les deux catégories de réponses trouvent un nombre de sympathisants relativement important. Il s'agit de la question où le couple de réponses est le plus partagé. C'est environ 40% des auteurs qui ont proposé un discours sympathique à l'une et l'autre des positions. Cela dit, on peut compter 45 occurrences supplémentaires pour le camp culturel, c'est peu pour trancher la question. À première vue, la tension historique semble s'être invitée à l'événement. Le débat n'est pas résolu.

3.8.3 Distribution des références indignées et institutionnelles

Quel rapport notre corpus entretient-il à la démocratie? Nous avons exposé ce que serait une attitude indignée ainsi qu'une attitude institutionnelle devant cette question.

Voici comment notre corpus se positionne :

Réccurrence des catégories indignée et institutionnelle



La catégorie indignée est largement plus populaire que la réponse institutionnelle. Nous avons établi que près 76 % des auteurs de notre évènement ont utilisé au moins une référence à un argument que l'on qualifie d'indigné. En outre, ces auteurs y ont fait référence de façon très significative. C'est en effet à 340 reprises que nous avons été en mesure d'identifier un argument indigné. Ce qui est en fait la réponse la plus populaire de notre corpus. C'est le contraire pour la réponse institutionnelle que l'on retrouve dans le discours de seulement 15 auteurs, ce qui représente 20 % de notre corpus. C'est au total, 25 commentaires que nous avons étiquetés institutionnels. L'indignation semble supplanter l'institution.

3.9 Fréquence relative aux thèmes

Notre analyse s'effectue à deux niveaux, nous venons d'illustrer la répartition quantitative des catégories au sein du corpus. Pour justifier et approfondir notre compréhension, nous avons choisi de fractionner nos catégories en thèmes, ces

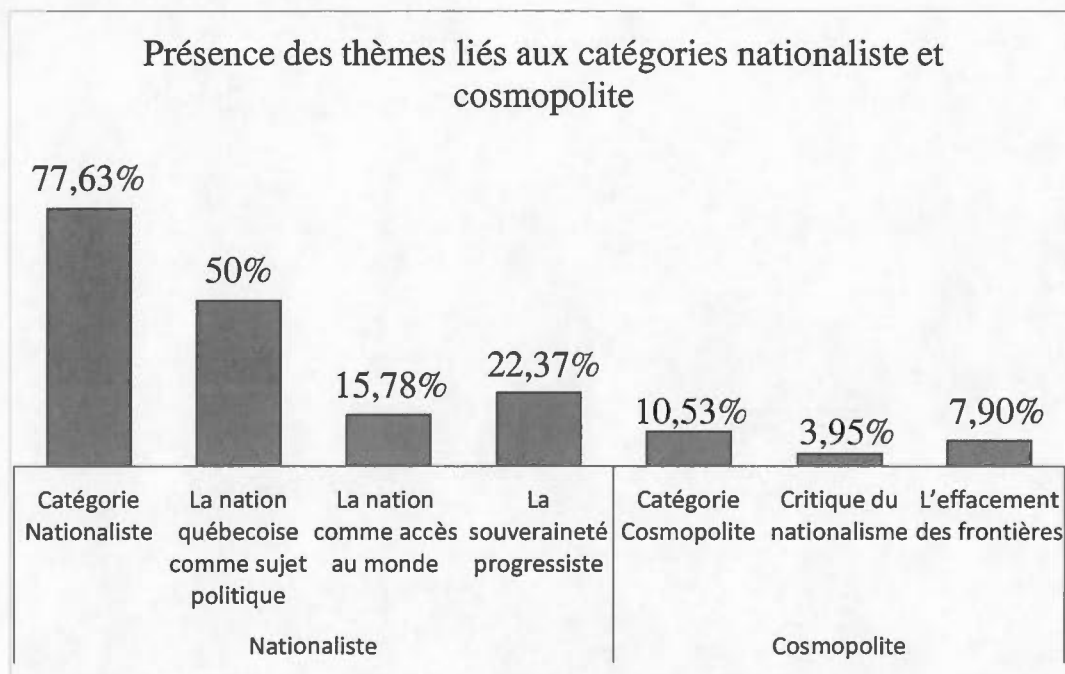
derniers émergents des propos des auteurs. En d'autres mots, nous avons remarqué que bien qu'un auteur soit «nationaliste» ou «indigné», il existe différentes façons de l'être. Ainsi, nous avons identifié certains arguments récurrents dans la construction des différents argumentaires. Ces arguments, nous les avons nommés «thème». Ceux-ci permettent plus de raffinement pour faire l'analyse.

Dès lors, nous espérons montrer, encore de manière quantitative, dans quelle proportion se présentent les thèmes liés à chacune de nos catégories. Nous procéderons alors en trois temps.

3.9.1 Distribution des thèmes liés aux catégories nationaliste et cosmopolitiste

De quelle façon les auteurs sont-ils nationalistes ou cosmopolitistes? Comment justifier une telle catégorisation? Nous avons identifié différents arguments au sein de notre corpus. Les auteurs sont-ils attachés à la forme de l'État-nation ou proposent-ils la sortie d'un tel paradigme. De surcroît, comment justifier l'une ou l'autre de ces positions? Le tableau suivant représente le pourcentage des auteurs de l'événement chez qui il fut possible de déceler l'adhésion à un univers argumentatif nationaliste ou cosmopolitiste. La première colonne est un rappel de la proportion d'auteurs adhérents aux deux catégories, alors que les colonnes subséquentes témoignent de la

présence des thèmes chez les auteurs :

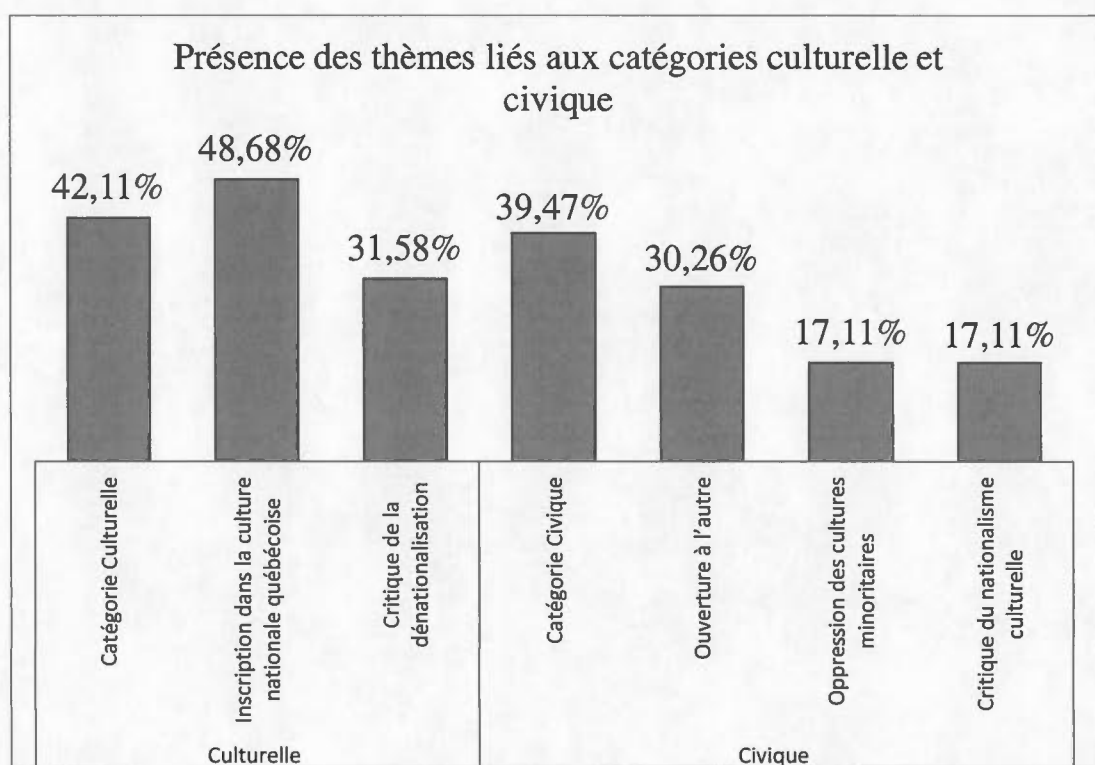


À la lumière de ces résultats, la moitié du panel considère que le « Nous » puise sa légitimité politique au sein de la nation québécoise. À cet égard, il s'agit du thème le plus populaire de la catégorie nationaliste. Nous l'avons repéré à 108 reprises. Douze auteurs croient que la nation est un moyen d'ouverture à l'universel, une idée qui est revenue 19 fois dans l'ensemble du corpus. Enfin, le thème de *la souveraineté progressiste* a été repéré à 31 reprises et réparties entre 17 auteurs soit chez près du quart des auteurs.

Nous avons trouvé 20 occurrences à la catégorie cosmopolitiste, neuf d'entre elles se justifient grâce au thème de *la critique du nationalisme*. Onze aborde le thème de *l'effacement des frontières*. Il faut noter que sur 76 auteurs, seulement trois sympathisent avec la critique du nationalisme et six avec l'effacement des frontières.

3.9.2 Distribution des thèmes liés aux catégories culturelle et civique

Cette fois, notre question vise à cerner la nature du « Nous ». Les auteurs ont-ils une vision du collectif orienté par une quelconque culture ou se groupe obéit-il plutôt à une logique civique? Ici, il s'agit de connaître les motivations des auteurs qui sous-tendent leur pensée. Nous avons vu que les deux catégories sont à peu près également représentées au sein de notre corpus. Voyons maintenant comment se distribuent les thèmes liés à celle-ci.



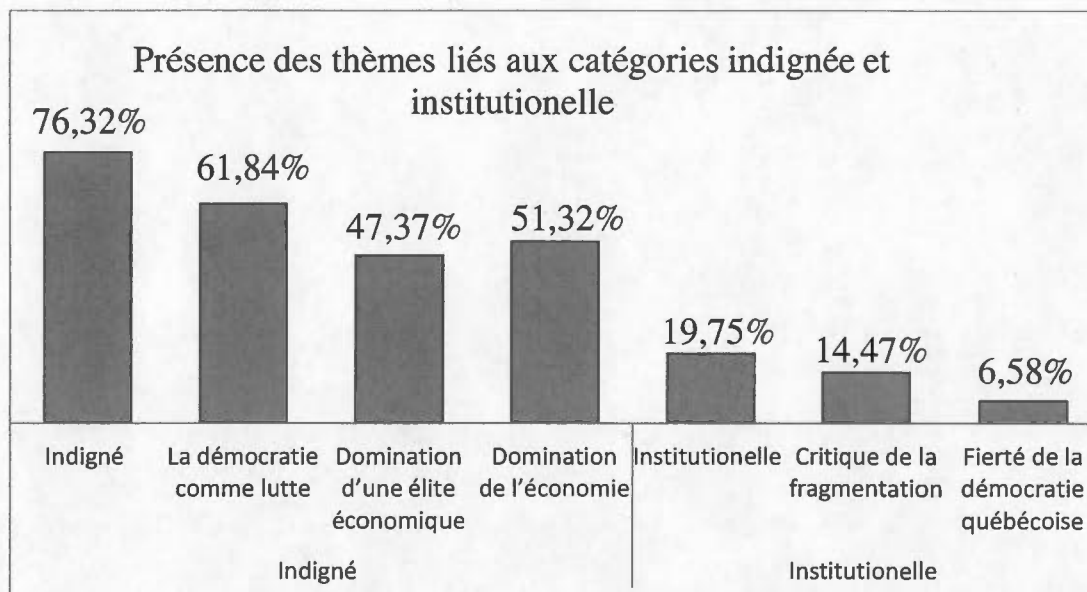
Nous avons établi que presque la moitié de nos auteurs, soit 49 % de ceux-ci, ont profité de l'événement pour témoigner de leur appartenance à la culture nationale québécoise. Un peu moins, par contre, ont critiqué la dénationalisation. Cela dit, le nombre d'occurrences relatives à ces thèmes est similaire. C'est donc dire que les 32 % d'auteurs qui ont critiqué la dénationalisation l'ont fait de façon un peu plus significative.

Pour penser en des termes civiques, il s'agit de rompre avec la vision de la nation québécoise perçue comme une communauté d'histoire et de culture. La réponse civique espère que la solidarité citoyenne naisse d'un pacte rationnel entre tous les habitants sans égard pour leurs origines. C'est en ayant ceci en tête que nous avons retenu trois thèmes, qui semblaient exprimer une réponse civique: *l'ouverture à l'autre*, *la critique du nationalisme culturel* et *l'oppression des cultures minoritaires*.

30 % des auteurs de l'événement ont profité de leur discours pour souligner le fait que le « Nous » devait s'ouvrir à l'autre. Notons qu'il y a plus d'occurrences aux thèmes culturels de *la critique de la dénationalisation* qu'à celui de *l'ouverture à l'autre*. Les autres thèmes civiques ont attiré une sympathie équivalente; tout en restant relativement marginal, ce n'est que 17 % des auteurs qui ont construit un discours critique face au nationalisme culturel et à l'oppression des cultures minoritaires.

3.9.3 Distribution des thèmes liés aux catégories indignées et cosmopolitiste

Nous procéderons, encore, de la même manière. Il s'agit, cette fois, de connaître les raisons pour lesquelles les participants adoptent une attitude indignée ou institutionnelle. Les pourcentages représentent le nombre d'auteurs qui abordent le thème en question.



Les différents thèmes indignés sont tous relativement populaires. Près de 62 % des auteurs perçoivent la démocratie comme une lutte. De surcroît, c'est à peu près la moitié des participants qui ont présenté un discours témoignant d'aversion contre la domination de l'économie et de son élite, soient respectivement 51 % et 47% des invités. Chacun de ces thèmes a été repéré dans le corpus près d'une centaine de fois, ce qui en fait un argumentaire fort récurrent.

Rappelons que le corpus est constitué des discours de 76 auteurs, sur ceux-ci 11 ont critiqué la fragmentation sociale et seulement cinq ont témoigné leur fierté de la démocratie québécoise. C'est donc dans moins de 15 % des discours que l'on peut entendre de telles positions.

CHAPITRE IV

INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

4.1 Le nationalisme au cœur de l'événement *NOUS?*

Que s'est-il dit lors de l'événement *NOUS??* Nous avons au cœur de nos préoccupations l'ambition de questionner notre corpus sur la représentation de la nation. Rappelons, en reprenant les mots de Dominique Schnapper, ce qui est au fondement de cette interrogation : « rien ne nous assure que la nation démocratique moderne aura à l'avenir la capacité d'assurer le lien social, comme elle le fit dans le passé. » Notre recherche ne s'est guère intéressée à savoir si la souveraineté des nations était ébranlée par différents phénomènes qui caractérisent notre temps. En fait, notre motivation se logeait plutôt dans un désir d'élucider la position des auteurs à travers l'évènement *NOUS?* concernant leur conception de la notion et leur attachement à la forme nationale. Nous avons opposé au paradigme national le paradigme cosmopolitiste qui se propose de répondre aux différentes difficultés qui accablent la nation comme forme politique d'organisation du monde. En mettant de l'avant ces deux catégories, nous avons vu certains thèmes émergés. Ils fourniront une aide précieuse à notre interprétation. Les voici:

Nationaliste	Cosmopolitiste
La nation québécoise comme sujet politique	Critique du nationalisme
La nation comme accès au monde	L'effacement des frontières
La souveraineté progressiste	

Dans cette section réservée à l'interprétation des résultats, nous avons opté pour une analyse descriptive. Nous avons préalablement décrit les problèmes que nous suggérerait la philosophie politique; il s'agit désormais d'éclairer ces questions à la lumière des résultats.

4.2 La nation comme lieu de la légitimité démocratique

Ces dans une proportion frôlant les 78 % que les auteurs de l'événement montrent un fort attachement à la nation comme lieu d'ancrage de la démocratie. Seuls huit des auteurs ont construit un discours soulignant la caducité de la forme nationale. La tension entre nationalisme et cosmopolitisme s'est certainement avérée une problématique sensible au corpus. C'est une très importante frange de celui-ci qui a statué que la nation québécoise devrait être au fondement de la légitimité politique. Comme le soutient Thériault¹¹³, la modernité s'accompagne d'un processus de subjectivation, dès lors, l'Homme prend son monde en main. C'est dans la nation que l'humanité a, au cours des derniers siècles, puisé les fondements de la vie commune. La nation apparaît donc comme le sujet politique de la modernité.

¹¹³ Joseph Yvon Thériault. « Fin de la société, cosmopolitisme et démocratie? ». *Op. cit.*, 241.

Au Québec, nation au statut de province, la situation de subordination politique semble particulièrement inconfortable pour une quantité considérable d'auteurs. La moitié de ceux-ci ont souligné leur désir que le Québec prenne pleinement les moyens politiques de son indépendance, autrement dit qu'il accède à la souveraineté face au Canada. C'est donc considérer ce dernier comme un voisin, il ne fait pas partie du « Nous ». Notre événement est submergé d'affirmations à cet égard, notamment celle de Jocelyn Desjardins: «Quelle nation peut se permettre de rester anonyme? », celle de Danic Parenteau: «Par deux fois, nous avons refusé d'assumer notre destin comme peuple vis-à-vis des autres peuples de la planète.¹¹⁴» Et finalement celle de Nathalie Guay : « Nous affranchir du Canada est un autre combat, de longue haleine¹¹⁵.».

4.3 Les différentes nations comme richesse de l'humanité

L'événement *NOUS?* laissait en suspens le « Nous » national et le « Nous » cosmopolitiste. Il s'est avéré finalement être un événement nationaliste. Et ce n'est pas qu'à la nation québécoise à laquelle s'intéressent les auteurs; certains d'entre eux se positionnent en faveur des différentes nations du monde comme étant différents foyers d'ouverture au monde. Les nations, dans toutes leurs diversités, devraient être défendues comme composantes essentielles de la richesse humaine. C'est le cas, entre autres, des nations autochtones qui ont le droit elles aussi à leur autodétermination. On le sent bien, les auteurs partagent l'impression que l'humanité doit s'enraciner dans un lieu, ici, c'est la nation.

4.4 Le cosmopolitisme, une position marginale et indignée

L'idéologie purement cosmopolitiste est assez marginale dans l'événement. Cela dit, les auteurs que nous avons identifiés comme sympathiques à cette réponse construisent leur discours dans une relation critique au nationalisme. Dans une telle

¹¹⁴ Danic Parenteau. Événement NOUS?

¹¹⁵ Nathalie Guay. Événement NOUS?

perspective, ceux-ci accusent la nation d'être fondée sur une relation d'exclusion, il y aurait alors un « Nous » et un « Eux ». La nation s'érigerait contre une solidarité mondiale. Il y aurait une certaine part de violence dans la construction historique des nations. Sébastien Aubin représente bien l'un de ces auteurs critiques du paradigme nationaliste en prenant comme exemple le cas québécois : «Un pays de plus en Amérique du Nord (en parlant du projet souverainiste québécois) a se référer à la violence physique et psychologique pour maintenir sa propre philosophie nationaliste.¹¹⁶» Marie-Louise Mumbu entérine cette façon de comprendre le monde en insistant sur le fait que l'État-nation n'est qu'un instrument de contrôle visant à protéger sa propre existence tout en emprisonnant ses citoyens entre ses frontières. L'État-nation ne serait qu'un ensemble de contraintes.

L'État n'existe que pour nous rappeler nos frontières et les droits de péage ainsi que certains principes de géographie étudiés à l'école et qui ne servent pas vraiment. Il est là aussi pour nous répertorier et nous identifier dans une nationalité donnée. Il nous rappelle sans cesse nos devoirs et jamais ne nous parle de nos droits.¹¹⁷

Ces propos nous invitent à saisir « la lutte » comme une chose globale. Il faut sortir de la caverne, pour reprendre l'expression de Platon, l'État-nation nous emprisonne dans un monde belliqueux de rivalité. Il nous empêche de concevoir l'humanité dans sa totalité.

Cela laisse entrevoir un argument complémentaire à ce discours cosmopolitiste. Il rappelle certainement ce que disait Marx en conclusion du *Manifeste du parti communiste* par la célèbre phrase : « Prolétaire de tous les pays, unissez-vous! ¹¹⁸ ». Autrement dit, la lutte est universelle. L'ennemi n'est pas l'ouvrier allemand ou

¹¹⁶ Sébastien Aubin. Événement NOUS?

¹¹⁷ Marie-Louise Mumbu. Événement NOUS?

¹¹⁸ Friedrich Engels et de Karl Marx. *Manifeste du Parti communiste*. 1848
<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000.htm>

français, mais plutôt la bourgeoisie. Les ouvriers n'ont pas de patrie. On retrouve, dans une petite proportion, un tel discours au sein de l'événement *NOUS?*

Nous avons tenté d'établir six types de réponses que le lecteur connaît déjà bien. Cela dit, la cloison entre ces constructions discursives ne peut jamais être parfaitement étanche. Ainsi, la réponse cosmopolitiste rejoint, parfois, la catégorie indignée; ce lorsque ses représentants soutiennent un discours de « lutte » et le dirigent contre une élite. Ces auteurs sont cosmopolitistes dans la mesure où ils croient que leur militantisme ne devrait pas avoir de frontières, les citoyens du monde devraient mener une campagne coordonnée contre toute forme d'oppression. À cet égard, même la nation est attaquée comme source d'aliénation des hommes. Normand Baillargeon utilise la métaphore suivante pour exprimer l'argumentaire que nous tâchons d'explicitier :

« Un grand fleuve de révolte et de colère parut soudain. Ce fut juste à temps, juste avant qu'il ne soit trop tard, le temps pressait! Il emporta tout ce qui devait l'être : les clans, les petites nations, les états, la torture, les guerres, les classes, le sexisme, l'injustice, la misère, la famine, le racisme, et la haine. Tout cela et plus encore. Il le rejeta sur ses berges. Puis le grand fleuve sans nom se déversa dans une immense mer que l'on ne connaissait pas. On l'appela l'humanité. Et tout redevint possible.»¹¹⁹

Donc, il faut soulager l'humanité de toute forme de subordination pour trouver, enfin, l'unité.

Mais la position «anarcho-cosmopolitiste» de Baillargeon est minoritaire. Nos résultats sont éloquents à cet effet, l'événement *NOUS?* est largement plus sympathique au paradigme national. Dans une large proportion, les auteurs répertoriés considèrent la nation québécoise comme le foyer d'un vivre ensemble; il s'agit, en fait, du « Nous » par lequel on accepte de délibérer au sujet du bien

¹¹⁹ Normand Baillargeon. Événement *NOUS?*

commun. De surcroît, cette majorité d'auteurs nationalistes ne considère pas la nation comme source d'oppression comme le font les cosmopolitistes, ils s'abreuvent au discours inverse. Les nations doivent être maintenues dans leurs diversités, car elles célèbrent, à leurs façons, une manière particulière d'appartenir à l'aventure humaine; elles résistent à l'homogénéisation.

4.5 La définition de la nation

Nous avons cru pertinent d'interroger le corpus à l'égard de l'une des grandes questions qui structurent la tradition sociologique québécoise. Il s'agit de l'interrogation portant sur la nature de ce qu'il convient d'appeler le « Nous » Québécois. Nous l'avons vu, deux conceptions s'affrontent, l'une inscrivant l'identité de ce groupe au sein d'une longue tradition et d'une culture partagée et l'autre suggérant, plutôt, qu'il faut redéfinir la nation de manière à la rendre plus inclusive.

Sous cet angle d'analyse, le corpus permet l'interprétation de trois grandes conclusions. D'abord, la filiation avec le Canada français demeure une source d'identification importante pour le « milieu intellectuel de gauche » (notre corpus). Ensuite, on peut déceler un certain malaise face à ce que nous avons nommé la dénationalisation qui se caractérise par l'épuisement de ce qui nourrissait la culture franco-québécoise. Enfin, notre corpus est également alimenté par une volonté d'intégrer l'Autre au sein de ce « Nous ». Il est possible de percevoir une certaine tension entre le souhait de conserver l'appartenance à une longue tradition – qui s'amorce dans le Canada français – et la prise de conscience à l'effet que ce paradigme ne suffit pas pour répondre à l'enjeu contemporain de la pluralité et du vivre ensemble. On doit aussi dire que certains auteurs (minoritaires) se montrent virulents dans leur critique de la conception culturelle de la nation. L'enjeu de la définition de ce « Nous » est un véritable tiraillement. Rappelons les thèmes qui ont émergé du découpage des textes.

Civique	Culturelle
Ouverture à l'autre	Critique de la dénationalisation
Oppression des cultures minoritaires.	Inscription dans la culture nationale québécoise
Critique du nationalisme culturelle	

4.6 Un « Nous » traversé par la mémoire canadienne-française

Il est évident que la conscience historique du peuple francophone imprègne le corpus. La conquête anglaise continue d'affecter la conscience collective des participants. Bernard Émond témoigne bien de cette filiation toujours entretenue avec le peuple né de la colonisation française : « Si nous ne sortons pas bientôt de notre torpeur, il ne servira plus à rien de parler de Conquête : à cette sujétion, nous aurons donné notre assentiment¹²⁰. » Ce dernier construit un discours qu'il faut saisir par le détour d'une communauté d'histoire. La nature de cette dernière est précisée; il s'agit bel et bien de cette collectivité de descendants de colons français s'étant établie sur les rives du fleuve Saint-Laurent aux 17^e et 18^e siècles. L'histoire de cette communauté inonde l'événement, cette filiation est audible chez plus de la moitié des auteurs. Cela peut sembler évident, mais dans un monde exaltant le cosmopolitisme, il y a là une surprise.

Antérieurement, nous avons montré qu'à la suite du second référendum, plusieurs théoriciens notent l'émergence d'une volonté de redéfinition de la nation québécoise en vue de mieux appréhender le pluralisme caractérisant cette société. Par exemple,

¹²⁰ Bernard Émond. Évènement NOUS?

Gérard Bouchard veut rompre avec une définition de la nation qui supposerait une filiation avec les colons français. Il souhaite en finir avec une conception qui accablerait la collectivité d'une mémoire trop profondément ancrée, ce qui risquerait de provoquer l'imperméabilité contre toute tentative d'adhésion de la part des nouveaux arrivants. Nous aurions pu croire qu'un événement rassemblant une bonne part de la gauche québécoise aurait été sensible à cette volonté de rupture avec le paradigme culturel; qu'une adhésion forte à la mémoire et à la culture héritée des Canadiens français serait quasiment évacuée de l'événement. Au contraire, la filiation est reprise, Alain Deneault, identifié à la gauche radicale en témoigne, « Longtemps avons-nous formé une bande de colons ¹²¹ », dit-il. Il n'y a pas de censure; on n'occulte pas la généalogie. L'événement *NOUS?* abrite toujours cette vieille intention fondée sur la mémoire et la culture du peuple francophone d'Amérique de constituer une société particulière dans l'aventure humaine.

4.7 Une culture menacée de l'intérieur et de l'extérieur

L'événement est également celui d'un scepticisme à l'égard du discours de la dénationalisation. Un tiers des auteurs profite de son temps de parole pour déplorer la perte de la substance inhérente à la culture québécoise. Cela dit, il faudrait blâmer les Québécois pour expliquer cette perte; ceux-ci seraient mal à l'aise face à leur identité nationale. C'est un peu comme si « Nous » étions fatigués de devoir justifier notre existence à l'ombre des grandes nations : la France, nos voisins les États-Unis qui eux ne se posent pas la question de leur pérennité, cela semble aller de soi. Ici, c'est le « Nous » de la petite nation que l'on projette. C'est celui du péril imminent qui nécessite un effort pour être, pour rester.

Le discours de la dénationalisation sonne l'alarme. Ce soit disant « Nous » aurait abandonné la lutte; tout effort pour préserver notre différence. Notre culture serait

¹²¹ Alain Deneault. Événement NOUS?

menacée par des forces extérieures. Il faudrait se méfier de la mondialisation et de sa tendance puissante à l'homogénéisation culturelle qui finalement nous soumettraient au culte de la marchandise. Catherine Dorion consacre son discours à ce constat, elle laisse entendre un « Nous » honteux. Un « Nous » qui s'efface, qui veut sublimer sa différence. Il aurait cessé de s'aimer, de se raconter, cela pour consentir à une culture de «bébelles» et de consommation, sans accent, sans mémoire, sans musique. Elle déplore un « Nous » qui refuse d'être la mèche rebelle, ou un éventuel frein à la course à la marchandisation et à l'aplanissement culturel. Son discours, en entier, met sur la sellette ce grand malaise qui affecterait le « Nous ».

Pour elle, comme pour les auteurs qui défendent cette idée, il faut résister à la facilité de la société contemporaine. L'expérience humaine est beaucoup plus riche et profonde que le laisse paraître le fantasme d'une société individualiste tournée vers la consommation. Le processus de dénationalisation alimente le rêve d'un individu complètement libre, sans appartenance et sans mémoire, qui pour rassasier ses envies ne fait que consommer au gré de ses désirs (l'individu hypermoderne). La dénationalisation fonctionne à la dissolution des lieux communs. L'appartenance à la nation est vue comme un fardeau à porter. C'est précisément ce que plusieurs auteurs reprochent aux Québécois : ils veulent nier ce qui les distingue. Catherine Dorion prétend que ce « Nous » veut s'effacer. Elle est loin d'être la seule à soulever cette inquiétude, Bernard Émond affirme que :

Toujours libres, nous aurons alors librement à choisir entre le poids, la fatigue d'être Canadiens-français, ce sentiment d'être des sortes de Sisyphe condamné à pousser sans cesse notre rocher pour le voir redescendre et la légèreté de nous fondre dans cette Amérique où plus d'un million des nôtres ont déjà disparu.¹²²

Ceci témoigne de la fragilité de l'existence qui caractériserait ce « Nous », ce devant l'immensité de l'Amérique qui « Nous » aurait déjà absorbés dans un exode passé. Il doit y avoir une volonté de survie, un travail épuisant que l'on compare à celui de Sisyphe pour devoir exister. Près d'une trentaine d'auteurs critiques de la dénationalisation sonnent l'alarme : « Nous » sommes en train de perdre contre une mondialisation qui dissout les nations disent-ils, et nous y consentons. Il faut retrouver une fierté et survivre.

4.8 Un NOUS inclusif

Bien qu'il soit indéniable que l'événement *NOUS?* révèle un attachement à la communauté historique francophone, les participants sont amplement conscients et sensibles à l'idée que la société québécoise est un monde pluriel. En fait, si les discours tenus lors de l'événement devaient se fondre comme une synthèse dans l'esprit d'une seule personne et que celle-ci devait assimiler toutes les tensions perceptibles lors de cette journée, nous aurions devant nous un esprit passablement tiraillé. Nous avons vu précédemment, par le biais du thème de la dénationalisation, que la culture québécoise serait frappée d'un certain malaise. Cette fameuse question du « Nous » est délicate, car dire « Nous » c'est aussi exclure. Il faudrait donc rendre cette vieille culture perméable aux néo-québécois de manière à ce que personne ne soit laissé à la marge. Ainsi, un dernier auteur à qui l'on accorderait la lourde tâche de faire la synthèse de l'événement aurait conscience que le groupe majoritaire est capable d'exclusion, voire d'oppression.

Cette volonté d'insérer le néo-québécois au sein du « Nous » marque une transformation. Nous avons dit, d'entrée de jeu, que l'événement se présentait comme un bilan. Secouée par un important questionnement après l'échec du second référendum, la définition de la nation québécoise est un enjeu primordial à notre étude. Selon une brève analyse comparative, un constat s'impose; jamais le discours de Parizeau le soir de la défaite référendaire n'aurait pu être entendu à l'événement

NOUS? Ce qui est marquant c'est que celui-ci ne témoigne d'aucune aspiration à intégrer l'autre au « Nous » francophone. Il espère gagner le prochain référendum en augmentant le vote francophone et non en courtisant le vote des minorités culturelles. Son « Nous », c'est le pays des Québécois de souche. En revanche, bien que l'on sente un attachement à la communauté francophone au sein de l'événement *NOUS?*, il est clair que ce « Nous » se veut inclusif. On souhaite chez la plupart des participants que tous les habitants sur le sol québécois participent à la nation.

4.9 Un antinationalisme culturel radical

Il existe au sein du corpus une ligne de pensée, bien que marginale, passablement radicale dans sa critique du nationalisme culturel. Certains participants mettent en relief les dangers que pourrait contenir une définition de la nation fondée sur un long héritage historique. Par exemple, Mathieu Arseneault utilise l'expression de conservatisme identitaire¹²³ pour nommer l'identification à la filiation canadienne-française. La chose est perçue de manière très négative et flirte avec l'intolérance, l'exclusion ou la xénophobie. Omar Aktouf, intellectuel et professeur aux HEC Montréal, est l'un des auteurs chez qui il a été possible d'identifier cette tension que nous désirons mettre en évidence. Nous l'avons reconnu comme un auteur nationaliste qui considère important le fait qu'un peuple s'identifie à une tradition et à une mémoire. Il est également très critique à l'endroit de la mondialisation et espère que les peuples, qui se reconnaissent ainsi, puissent disposer d'eux-mêmes. Cela dit, il fait part d'une grande inquiétude face à la possible exclusivité d'un « Nous » qui s'érigerait contre celui des autres;

L'autre, le dernier arrivé, le non-moi, le non-nous des précédents, est le bouc émissaire idéal à livrer à la rage de ceux à qui l'on répète qu'ils sont les vrais « Nous », originaux, immaculés. Cet autre est désigné de mille façons comme le sournois ennemi identitaire,

¹²³ Mathieu Arseneault. Événement *NOUS?*

économique, politique, social, religieux. Les vrais nous, les antérieurs, et leurs modèles – forcément supérieurs –, sont menacés, assiégés. L'heure est alors à la méfiance et au repli plutôt qu'à l'ouverture.¹²⁴

L'événement est habité par cette conscience qu'un « Nous » fondé sur l'expérience historique peut rapidement dériver vers l'oppression de ceux et celles qui n'y auraient pas accès. Par conséquent, nous avons vu émerger une grande volonté de rendre ce « Nous » le plus inclusif possible. Dominique Daigneault dit à ce sujet : « La démocratie exige une conscience assumée de son identité ainsi qu'une confiance en soi à la fois sociale et politique, car elle oblige à reconnaître l'Autre et à lui reconnaître les mêmes droits qu'à soi.¹²⁵ » Pour reprendre les termes de Fernand Dumont, celle-ci reconnaît une certaine « culture de convergence », mais elle insiste sur le fait que jamais cette culture ne doive devenir une source d'exclusion ou d'oppression.

En définitive, l'événement n'est pas l'apologie du multiculturalisme, l'univers discursif dans lequel nous pénétrons est façonné et fasciné par son insertion culturelle. La communauté d'histoire francophone est le Sujet de l'événement, c'est-elle qui agira à l'avenir. Cela rappelle le concept de culture de convergence de Dumont. Face au pluralisme –concernant les possibles abus du majoritaire sur le minoritaire– c'est un appel à la prudence que l'on envoie. On ne suggère pas un modèle de mosaïque culturelle, il semble que l'on souhaite construire un monde commun où chacun serait reçu dignement et pourrait collaborer à transformer et enrichir la culture d'héritage canadienne-française. C'est un peu comme si le cœur était au nationalisme culturel et la tête gagnée à une position civique.

¹²⁴ Omar Aktouf. Événement NOUS?

¹²⁵ Dominique Daigneault. Événement NOUS?

4.10 *NOUS?*, un événement indigné

Nous avons finalement tenté d'aborder notre corpus en espérant mettre en contradiction deux attitudes, l'une indignée et l'autre institutionnelle. Nous concluons que la posture indignée est beaucoup plus représentative de notre corpus que la seconde position. Les thèmes retenus fournissent l'éclairage nécessaire pour en arriver à une telle interprétation :

Indignée	Institutionnelle
La démocratie comme lutte	Critique de la fragmentation
Domination de l'économie	Fierté de la démocratie québécoise
Domination d'une élite	

Le 25 novembre 2011, marque l'éviction des derniers campeurs venus témoigner de leur indignation en occupant le Square-Victoria de Montréal alors rebaptisée la « Place du peuple ». Pendant deux mois, des tentes et des abris de fortune s'agglutinent entre l'avenue Viger et la rue Saint-Antoine, c'est dans ce déploiement spectaculaire – inscrit dans la vague mondiale d'occupation de places publiques – que l'on voudrait réinventer la démocratie. C'est un peu plus d'un an qui sépare la journée de cette éviction et l'évènement, cela dit, l'écho des campeurs semble toujours résonner entre les murs du Monument national en cette journée d'avril 2012. La démocratie y est présentée comme une lutte où l'adversaire est dûment personnifié dans la figure de l'élite économique. L'évènement se déroule aussi en plein milieu du Printemps érable, mouvement qui doit, lui aussi, beaucoup à la mouvance indignée.

À ce propos, l'ennemi est désigné par une pléthore d'expressions : « les diktats de la marchandisation », « économistes libertaires », « anarchistes de la grande finance », « ceux qui roulent en Bentley », « les voleurs », « les exploitateurs », « les

colonialistes », « les capitalistes », « ces oligarques », etc.¹²⁶ Ce sont eux, le 1 % pour reprendre la nomenclature indignée, qui possède le pouvoir. C'est donc «Eux» contre « Nous ».

Le discours est investi d'une conception de la démocratie très près du modèle privilégié par les Athéniens de l'antiquité : là, où les citoyens délibéraient ensemble, sur la place publique. La croyance que le peuple détient le pouvoir est largement mise en mal au sein de notre corpus. Il faut, donc, lutter contre la mise en scène frauduleuse des institutions politiques démocratiques, prendre la rue, crier et occuper l'espace pour que la vraie démocratie fleurisse, enfin. La vraie démocratie, la démocratie directe, est désormais considérée comme l'objectif à atteindre. La mission semble ardue. En effet, à en croire notre corpus ce serait toute une organisation tentaculaire qui œuvrait pour préserver l'ordre du monde actuel. À cet égard, la presse au Québec serait complice de cette l'oligarchie. Les médias seraient au service de l'élite et veilleraient à ce que les citoyens restent dans un état de docilité et de soumission face au pouvoir. Il importe de dénoncer cette domination, la démocratie passe par la lutte.

4.11 L'amour de l'égalité

Par ailleurs, cette lutte pour la démocratie c'est aussi l'amour de l'égalité que Tocqueville percevait comme fait générateur de la société moderne. Pour lui, la démocratie est une forme de société plus qu'une manière de gouvernement. L'individu moderne ne tolère guère que l'un possède une influence supérieure à la sienne. Ainsi, le discours de l'indigné paraît parfaitement s'arrimer à la marche inéluctable de l'égalité. Les auteurs de l'événement *NOUS?* ne supporte pas les privilèges des grands, ceux-ci nous gouvernent et cette position de surplomb paraît inacceptable pour l'indigné inséré dans la tradition de l'homme démocratique et

¹²⁶ Événement NOUS?

amoureux de l'égalité. Encore une fois, la lutte semble un élément central, les mouvements sociaux sont conçus comme gardiens de l'égalité, tandis que l'élite est considérée comme son ennemi.

4.12 Le culte de l'économie

Outre sa passion pour l'égalité et pour la refondation de la démocratie, l'indigné déplore le culte voué à l'économie. Pour lui, la vie ne se résume pas à la rationalité marchande. Après s'être départie de la tutelle de l'Église catholique, l'économie apparaît comme une nouvelle idole. Cette flagornerie pour l'enrichissement individuel est une chose abjecte. On dénonce le fait que la rentabilité économique soit le seul schéma acceptable de réflexion, cela au détriment des autres aspects de la vie sociale; comme le partage de la richesse, la culture, l'éducation et, etc. Au sein de l'évènement *NOUS?*, on se désole de l'hyperconsommation qui caractériserait notre époque considérée comme l'ère du jetable, du futile et de l'ostentation. De plus, ce mode de vie capitaliste conduirait à la destruction de la planète. En effet, lors d'une première lecture de notre corpus nous avons identifié le thème récurrent de la sauvegarde de l'environnement. Puis, à force d'approfondir notre compréhension de l'évènement, il est devenu évident que le discours écologique était plutôt entendu comme la critique profonde de notre mode de vie. Pour l'indigné, il faut absolument cesser de consommer avec l'enthousiasme démesuré qui nous caractérise; il faut rompre avec le rythme effréné de la production. L'économie doit être considérée comme un moyen et non comme la fin de nos sociétés. En continuant de vivre selon les standards contemporains, nous serons contraints de nous confronter à une terrible crise environnementale et même à la destruction de notre planète. Marc Imbeault est le seul auteur qui osera parler avec enthousiasme de la richesse économique du Québec, il est hué. Il est l'imposteur. En somme, le « Nous » que l'indigné tente de mettre en scène est habité par le désir de changement. Celui-ci fait face à un adversaire redoutable et cristallisé dans la figure d'une petite élite obnubilée par la

pécune et obsédée dans sa volonté d'entraîner le peuple dans un mouvement de consommation toujours accentué.

4.13 Le refus global de l'institution

L'institution de la représentation politique est connotée très négativement au sein du corpus. Elle apparaît comme un artifice de camouflage visant à faire croire au peuple qu'il détient le pouvoir. Dans une telle mesure, il ne faut pas s'étonner que parmi nos 76 auteurs aucun ne prend position pour un parti politique. Il aurait été possible de croire en l'hypothèse que l'échantillon, puisqu'il semble flirter avec des positions politiques de gauche et souverainiste, aurait pu célébrer un engouement pour un parti tel que Québec Solidaire identifié aux idéaux progressistes et indépendantistes. Il n'en est rien, l'événement n'a rien d'une telle partisanerie, Québec solidaire n'est jamais présenté comme une option. En somme, il faut radicalement changer notre rapport à l'économie qui ravage le monde au profit d'une oligarchie. Il est désormais impératif de sortir de ce paradigme, cela ne se fera que lorsque le peuple possédera réellement le pouvoir.

4.14 La nation québécoise; un bastion indigné

Il faut maintenant réfléchir à une synthèse. À la lumière de ce qui a été dit jusqu'à présent, nous sentons que l'événement *NOUS?* recèle un argument clé. Il ne s'agit pas de dire que tous les auteurs pensent ainsi, il s'agit plutôt de se rapprocher d'une idée générale de l'événement. Cette idée qui pourrait nous permettre de répondre à notre fameuse question, que s'est-il dit à l'événement *NOUS?*

Notre premier élément d'analyse découle du paradigme national. La nation québécoise est sacrée pour les auteurs, elle loge le « Nous ». De surcroît, comme seconde prémisse, notre corpus suggère un certain déchirement au moment de définir la nation. Elle serait attachée à son déploiement historique et culturel, mais elle est également sensible à l'insertion de néo-Québécois. Cette tension structure d'emblée les discours. Il est question d'un enjeu primordial à l'univers intellectuel québécois

depuis au moins le début des années 1990. Une réflexion qui se frotte à deux pôles qui vraisemblablement cohabitent dans une relation d'attraction et de répulsion; la nation doit-elle fonder sa cohésion sur le sentiment d'une filiation culturelle ou bien par la soumission à la même loi ce qui impliquerait qu'il n'y a pas de culture de convergence? Cette dernière idée serait davantage en accord avec une posture multiculturelle de la société.

Enfin, comme dernier sujet d'analyse, nous considérons l'événement *NOUS?* comme le théâtre de l'indignation. Il y abrite une pensée profondément anti-institutionnelle. Les institutions de la représentation politique sont gangrénées par l'élite qui aurait comme unique objectif la préservation de ses privilèges et une soif insatiable pour le profit.

Dans de telles circonstances, la nation québécoise apparaît comme le foyer de résistance contre la marchandisation du monde. En d'autres mots, le territoire québécois habiterait une société capable de stopper la marche effrénée de la mondialisation capitaliste. En ce sens, la souveraineté du Québec interviendrait comme une source d'émancipation. La lutte nationale semble se fondre dans celle des indignés. Le peuple doit récupérer un pouvoir usurpé par le grand capital. C'est donc le « Nous » des indignés, celui-ci opprimé, qui s'arrime à la cause nationaliste pour s'offrir comme l'acteur du changement. La nation que « Nous » voulons incarne le progrès et le soulagement des différents lieux de domination.

C'est ici que prend toute l'importance notre thème sur *la souveraineté progressiste*. La nation québécoise doit acquérir son indépendance politique dans la mesure où celle-ci lui permet de rendre manifestes les valeurs progressistes qu'elle affectionne. Le pays du Québec incarne une nouvelle fraîcheur, le lieu où il fera bon vivre en dehors de la machine à faire du profit. Jean Barbe témoigne de cette conception du pays à réaliser : « Jamais le pays n'aura été le but. Toujours, le pays aura été le moyen, peut-être, de vivre mieux. » C'est aussi la vision de Simon Tremblay Pépin :

« Ce n'est plus le Québec de l'hamlétisme des pissous, c'est celui du pays affirmé qui participe à la transformation du monde. C'est celui de l'indépendance et du socialisme. »

Nous pouvons inclure ici une autre dimension. La volonté de préservation de la culture nationale s'inscrit également au sein de cet univers de lutte. Il est important de conserver notre culture et cette culture est menacée par les valeurs profondes de notre époque. En fait, la culture du spectaculaire, de la consommation de masse, et de la mondialisation marchande tend à mettre en péril l'adhésion à une communauté de sens partagé. Tout cela semble ébranler le sentiment du vivre ensemble héritier d'une histoire ou d'une mémoire collective. Ainsi, le lien qui donnait forme et chaleur à l'être-ensemble s'estompe au profit d'une société gagnée à la futile fascination pour la consommation, l'éphémère et l'uniformité. C'est ce que Martin Frigon essaie d'expliquer: «Les acquis d'une histoire partagée ou d'une mémoire collective s'effacent devant la neutralité de ces espaces publics. La consommation standardisée attaque les références locales ¹²⁷». Le monde commun, l'idée d'un vivre ensemble ou d'un bonheur collectif aurait été gaspillé dans une vie individualisée où chacun trouve sa propre jouissance dans un vaste arsenal d'engins et de produits qu'offre la société marchande. Alain Deneault pense en ces termes : « Puis la consommation de masse, la religion de la concurrence, la télé médiatisation des rapports ont achevé de nous isoler politiquement. ¹²⁸ »

Nous sommes en mesure d'avancer que l'attachement à une spécificité québécoise marque l'événement *NOUS?*, parce que celle-ci apparaît comme une autre manière de vivre en dehors du dogme de l'économie et de l'institution de la démocratie représentative. La «culture québécoise» apparaît réfractaire aux «grands maux de

¹²⁷ Martin Frigon. Événement *NOUS?*

¹²⁸ Alain Deneault. Événement *NOUS?*

notre époque », dès lors, elle s'inscrit comme le lieu possible du collectif. Il ne faudrait pas vider la nation de son contenu, «la dénationaliser», car elle abrite sa propre façon de vivre l'expérience humaine en dehors des torts capitalistes.

De fil en aiguille, nous avons dressé le portrait d'un discours qui fait du Québec une société laboratoire et à l'avant-garde du progressisme. À l'analyse de l'évènement *NOUS?*, il semble apparaître que la société québécoise est traversée par une sorte de mission providentielle sensée libérer le monde du joug de l'élite marchande. En définitive, tout est dit dans cette affirmation de Jesse Denis :

Il nous faudrait trouver un pays, assez petit pour ne pas être une menace, mais assez grand pour que l'expérience soit crédible. Peuplée d'une société postmoderne, éduquée, intelligente, novatrice, assez unie et démocratique pour montrer au reste du monde qu'il est possible de renverser la vapeur. Cette nation accepterait de jouer ouvertement aux cobayes soutenus par les grandes universités, par les grands penseurs de ce monde et mettrait de l'avant un projet de société fondé sur le développement durable, l'agriculture écologique, prenant contrôle sur ses ressources naturelles et impérativement sur son énergie. Pressé par le temps, ce pays n'aurait pas plus qu'une génération pour accomplir ce changement, mais lui-même est ingénieux et adaptable, ce sont bien là ses plus grandes qualités. Mais qui oserait devenir ce pays d'avant-garde? Le Québec? Serions-nous prêts à envisager des changements sociaux et politiques de cette envergure? Je le crois fermement. Et peut-être avec beaucoup de persévérance et un peu de chance, entraîner la planète dans un nouvel ordre mondial grandiose.¹²⁹

Cette logique n'est pas nouvelle dans l'histoire du Québec : le Québec a été à plusieurs moments traversés par une telle conscience particulière. Il est intéressant de mettre parallèle cette dernière conclusion et certaines idées véhiculées à travers l'histoire du Québec. Pierre Harvey, dans les années soixante et soixante-dix, s'était

¹²⁹ Jesse Denis. Événement *NOUS?*

donné comme mission de réfléchir à la particularité québécoise et surtout tenter d'expliquer son retard économique. Ce qu'il dit nous semble tout à fait pertinent, et ce, même si notre recherche ne vise pas à expliquer les fondements de la pensée sociale québécoise, mais plutôt de saisir l'univers discursif du corpus *NOUS*?:

Les Canadiens français ont, depuis deux siècles, centré leurs réactions, à leur insu, sur une contestation collective du système économique occidental, qu'ils perçoivent depuis toujours comme étranger à l'image qu'ils se sont donnée, par contraste, de leur culture. Cette attitude contestataire fondamentale les a amenés à radicalisé toute action dirigée contre ce système, comme le témoignent, entre autres phénomènes, les avatars de l'idéologie syndicale canadienne-française, la violence de la contestation étudiante, le succès temporaire de certaines doctrines économico-sociales de rechange, et peut-être même un recours déconcertant, pour certains, à l'argument des explosifs.¹³⁰

Ce témoignage met en surbrillance ce sentiment que la pensée sociale québécoise participe à une forme de sensibilité particulière face au système global. L'idée que nous voulons retenir est passablement simple; il s'agit d'affirmer qu'une conscience spécifique existe au sein de la communauté francophone du Québec. Celle-ci implique un rapport original, voire récalcitrant aux impératifs du marché et de l'économie. Tout est dit comme si le Québec devait être une terre à l'écart de la marche effrénée vers le profit et l'accumulation matérielle. Pour appuyer ce constat, il serait indiqué de rappeler ici cette citation de Mgr. Paquet : «Notre mission (en parlant des Canadiens-français) est moins de manier des capitaux que de remuer les idées; elle consiste moins à allumer le feu des usines qu'à entretenir et de faire

¹³⁰ Pierre Harvey. « Pourquoi le Québec et les Canadiens français occupent-ils une place inférieure sur le plan économique? ». Dans René Durocher et Paul-André Linteau (dir.). *Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*. (Montréal : Les éditions du Boréal express, 1971), 126.

rayonner au loin le foyer lumineux de la religion et de la pensée.¹³¹» Comment ignorer une telle citation alors que notre corpus nous raconte l'avenir en chantant que notre nation mettra fin aux aberrations issues du culte de la marchandise et du capital?

4.15 Une intention nationale

La sociologie est fascinée pour le lien social, un intérêt qui résulte probablement de l'inquiétude face à la dissolution de la société. Sur quelle base l'individu fait-il société? Pour Thériault et Meunier, la société globale s'érige contre son éclatement lorsqu'il y a une volonté ou une intention de constituer un monde commun.

Bien que le lien social tire sa source de pratiques concrètes, ce n'est qu'au moment où ces pratiques diverses sont mises en sens, mises en forme, que l'on peut parler d'organisation sociale. Autrement dit, il n'y a pas de groupement humain purement objectif, tout groupement procède d'une intention culturelle, pour ne pas dire politique, qui vise à constituer en monde commun l'irréductible pluralité de la vie humaine. L'intention vitale peut être comprise comme la source de la totalisation nécessaire à toute société.¹³²

Cette intention se traduit par une projection sur une ligne du temps. Le groupement humain doit se comprendre dans le passé et l'avenir. Nous l'avons vu, l'histoire du Québec et par extension celle du Canada français sont marquées par plusieurs phases. Ici, nous dirons qu'il s'agit de différentes façons de définir cette intention. Par exemple, l'échec de l'intention politique des patriotes se verra absorbé par une intention beaucoup plus culturelle, celle-ci visant à protéger en terre d'Amérique le fait français et catholique. « Ce sera son principe spirituel qui définira la mission

¹³¹ René Durocher et Paul-André Linteau. *Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, (Montréal : Les éditions du Boréal express, 1971),90.

¹³² Joseph Yvon Thériault et E. Martin Meunier. « Que reste-t-il de l'intention vitale du Canada français? », *Op. cit.* 20-21.

civilisatrice des Canadiens français comme celle d'une autre civilisation, différente de la civilisation anglo protestante.¹³³»

L'événement *NOUS?* témoigne d'une intention. On y retrouve une volonté de faire société différemment. D'une manière propre, pour un « Nous » particulier. Il faut concevoir l'événement comme une invitation à une expérience commune et Autre. Cet « autrement » doit être entendu comme un projet, comme une intention. Alors que l'élite ultramontaine définissait cette mission dans une logique de conservation, les auteurs de l'événement nous invitent au progrès, à l'avant-garde. Ce progrès serait synonyme du rejet d'une démocratie usurpée et la valorisation d'une nouvelle idée de vivre en dehors des impératifs capitalistes et des institutions désuètes et corrompues. Bien que l'on note un attachement à l'État-nation québécois, celui-ci doit être le théâtre du nouveau. Notre corpus célèbre un « Nous » différent et novateur reconnaissant sa filiation avec le Canada français, mais soucieux d'y intégrer la pluralité inhérente à sa réalité territoriale, « Nous » venons d'une époque où le minoritaire était victime d'oppression; celle-ci est révolue. Cette position relève d'une volonté de s'élever face à toutes accusations qui feraient de la nation québécoise un regroupement à caractère ethnique ou exclusif n'acceptant comme uniques membres que les descendants d'une communauté ancestrale.

L'événement célèbre un projet collectif et global dont il faut dégager la fondation dans une logique de continuité et de rupture au passé. Une continuité incontournable dans la mesure où le « Nous » s'inscrit toujours dans un rapport négatif à la conquête anglaise; la lecture historique dont fait part l'événement propose toujours comme sujet la communauté francophone. Rupture où il existe la prise de conscience que cette majorité risque d'oublier l'Autre. «Notre terre», le Québec, porte un peuple dont la mission est d'amorcer le 21^e siècle. Un projet rassembleur à définir, chacun,

¹³³ *Ibid.* 22.

nonobstant son origine, y est convié. Il s'agit de propager une nouvelle manière de vivre et de repenser, ensemble, la vie bonne. L'événement *NOUS?* permet d'affirmer que Thériault a raison de dire «(qu'il) persiste aujourd'hui dans la société québécoise une proposition, toujours portée pour l'essentiel par les héritiers de la communauté d'histoire canadienne-française, de faire société.¹³⁴».

¹³⁴ Joseph Yvon Thériault. *Critique de l'américanité, mémoire et démocratie au Québec*. Op. cit, 353.

CHAPITRE V

DISCUSSION

Nous nous sommes dotés d'un cadre d'analyse en vue d'interroger l'événement *NOUS?*. Il fut construit avec le dessein de comprendre notre corpus à l'aune d'enjeux que soulève la démocratie contemporaine dans son rapport à la nation. Nous avons formulé ces interrogations à travers certains paradoxes. Ces paradoxes que nous avons voulu construire séparément conservent néanmoins une trame narrative : l'idée de la difficile adéquation entre la démocratie et la nation au sein de la modernité. Ceci prit la forme de six différentes postures face à trois grands problèmes. Chacun de ces problèmes fut traité comme s'il y avait deux manières antagoniques d'y répondre, voilà pourquoi nous arrivons à six attitudes ou catégories. Le réel s'offre assurément dans une plus grande complexité, la méthode idéale typique propose justement d'éclaircir toutes ces nuances. Les données que nous a fournies cette méthode nous offrent désormais un matériel, une substance à analyser.

5.1 L'État-nation un paradigme toujours pertinent? Oui, mais avec certaines conditions.

D'abord, nous avons vu que l'État-nation fut le véhicule politique par excellence des modernes. Néanmoins, notre problématique mettait de l'avant l'hypothèse que pour certains, cette nation ne serait plus apte à s'accommoder de la conjoncture

contemporaine. C'est effectivement la position d'Habermas et de Schnapper (cette dernière pour le déplorer)¹³⁵, ceux-ci mettent de l'avant l'idée que l'État-nation n'est plus à même de réguler un monde qui se met en scène à une échelle globale, ceci mettrait en péril l'État social. Habermas croit en une constellation supranationale pour affronter ce problème¹³⁶.

Quant à lui, Joseph Yvon Thériault¹³⁷ croit que la nation est également mise en cause de l'intérieur puisque l'individu hypermoderne qui l'habite réclame sa propre façon d'être humain et cherche à s'affranchir de la pesanteur des liens sociaux. Selon une telle perspective, la nation est perçue comme encombrante pour cet individu libre de ses propres affiliations. Selon une telle hypothèse, nous aurions eu de bonnes raisons de croire que les auteurs de l'événement espéreraient un dépassement de la nation comme forme politique.

En fait, nos conclusions infirment ces dernières hypothèses. Premièrement, pour en revenir au constat d'Habermas, la nation serait difficilement surmontable comme lieu de discussion politique¹³⁸. Elle serait plutôt le lieu par excellence pour piloter les différents processus liés à globalisation. Aucune autre légitimité politique n'émanerait hors de la nation. Vraisemblablement, l'insertion au sein du Canada semble très problématique. Le corpus étudié témoigne d'une grande suspicion face aux institutions politiques. Nous avons construit l'idéal type de l'indigné pour appréhender cette vision du monde, les institutions politiques canadiennes seraient accusées d'ajouter à l'imposture. Le peuple québécois, vu comme sujet politique, serait usurpé au sein de ses propres institutions, dès lors les institutions canadiennes

¹³⁵ Dominique Schnapper. *La communauté des citoyens*. Op. cit, 21.

¹³⁶ Jürgen Habermas. *Après l'État-nation*. Op. cit, 1-150.

¹³⁷ Joseph Yvon Thériault. *Politique et démocratie au Québec : de l'émergence de la nation à la routinisation du souverainisme*. Op. cit, 13-25.

¹³⁸ Jürgen Habermas. *Après l'État-nation*. Op. cit, 1-150.

sont perçues comme un artifice supplémentaire, comme l'accessoire de la domination de l'élite capitaliste.

Deuxièmement, à la lumière de notre corpus, la nation semble pouvoir composer avec cet individu contemporain. La nation naît comme un lieu d'émancipation. L'événement propose une réflexion sur le « Nous », les auteurs cherchent donc à mettre en relief la dimension collective de leurs expériences. À la démocratie individualisante, on oppose une démocratie collectiviste. L'État-nation apparaît alors comme un formidable moyen de faire société et incarnerait un rempart face à une certaine homogénéisation du monde. Sans verbatim et grille d'analyse, l'auditeur à l'événement sait que devant lui on discute d'organiser le monde commun. Ce monde commun, c'est un nouveau Québec.

Néanmoins, nous avons entendu des discours qui corroboraient la thèse de Thériault. Quelques rares auteurs tels que Mathieu Arsenault¹³⁹ mettent de l'avant une identité affranchie, celle d'un être sans appartenance, sans mémoire. Un citoyen du monde et de rationalité dévoilant le monde social comme une infâme construction. L'État-nation doit être pointé du doigt comme source d'oppression et comme voile sur la vérité. Cependant, il s'agit bien d'une ligne de pensée marginale.

Nous croyons que l'événement *NOUS?* s'inscrit véritablement comme une critique de la déliquescence du monde commun. C'est comme si ce flot d'auteurs était gardien de la collectivité. La critique se cristallise contre un univers individualiste où l'intérêt privé serait au premier plan. Il faut retrouver la façon de faire société. Une posture indignée, c'est-à-dire fortement anti-institutionnelle, s'est assurément logée au cœur de l'événement. Cela peut, sans doute, mettre en péril l'attachement à la forme de l'État-nation. Néanmoins, l'analyse du corpus ne laisse pas entrevoir une telle

¹³⁹ Mathieu Arsenault. Événement *NOUS?*

conclusion. Il y aurait un paradoxe dans l'événement: si les auteurs étaient cosmopolitistes dans leur indignation, ils seraient nationalistes dans leur volonté d'exister et de rompre avec l'absurdité du monde contemporain. C'est dire que la transformation du monde passera par un « Nous » national. En se fiant à la compréhension du monde du corpus, l'Humanité aurait encore besoin de ce lieu. Cela se comprend et se synthétise par le recours à l'utopie d'un nouveau Québec. La nation québécoise serait accablée de la mission de mettre en œuvre un monde bon et juste ou rayonnerait l'intelligence. Ce ne serait possible que par le recours au nationalisme. Il faudrait mettre une frontière pour que la transformation soit possible. Autrement dit, la critique est globale, la solution est nationale.

Bien sûr que le concept de l'État-nation requiert un passage à l'institution pour prendre forme. Il est question ici d'un angle mort. Pour que le « fantasme » formulé dans l'événement soit mis en œuvre, il faudrait une nouvelle forme d'institutionnalisation de la nation. Le recours à des assemblées où la démocratie directe peut être mise à exécution semble une hypothèse plausible qui pourrait répondre aux préoccupations du corpus. Cela dit, les discours soumis à l'examen accordent très peu de mots pour formuler une alternative institutionnelle. Au cœur des discours git un profond désir de dépasser la démocratie telle qu'elle est. Sans réellement proposer de palliatif à la représentation, on met de l'avant une certaine idée d'un peuple enfin en communion. On exprime le désir d'une union retrouvée dans la protestation quotidienne. Le peuple serait ainsi libéré du joug d'une élite capitaliste affamée de profit. Le « Nous » que l'on célèbre n'a guère besoin de l'institution, puisqu'il vogue dans un accord réciproque, il a raison et il est moral. La contre-démocratie, concept formulé par Pierre Rosanvallon¹⁴⁰, semble confirmée par notre analyse. L'histoire du Québec laisse entrevoir une alternance entre différentes

¹⁴⁰ Pierre Rosanvallon. *La contre-démocratie*. Op. cit, 1-352

manières de ce concevoir. Les patriotes avaient un rêve politique, l'échec de la révolte annoncera une période de conservation culturelle. Le propos de l'événement *NOUS?* contient un plaidoyer culturel, l'institutionnalisation politique de la nation est l'enfant pauvre du corpus.

5.2 Nation et démocratie dans l'événement *NOUS?*

Nous avons tenté de mettre en relief une tension inhérente à la démocratie. Plus précisément, les idées de nation et de démocratie se sont affichées au sein de la modernité dans une certaine relation antagonique. Nous pourrions aussi présenter ces positions en disant que la nation appartient au versant culturel de la modernité alors que la démocratie en serait son pendant civique. L'histoire du Québec est habitée par cette trame de fond. En effet, il eut toujours un certain malaise à conjuguer ces deux pôles et l'histoire est toujours aux prises avec cette question.

Mais, si au lieu d'opposer les deux conceptions, nous les présentons dans un rapport complexe, comme si les deux pôles avaient besoin de l'un et de l'autre. C'est ce que Thériault dit: «Tout se passe comme si ces deux pôles antagonistes s'activent et s'annulent mutuellement.¹⁴¹» Ceci apparaît telle une valse entre les deux pôles de la modernité démocratique. Celle-ci fait naître un processus de déliaison. Alors, l'individu s'émancipe, il se libère de certains poids sociaux. Devant la loi, il devient libre de ses choix religieux, politiques et économiques. En contrepartie, la modernité possède également son pôle collectif et un désir de vouloir agir sur le monde ensemble. Elle postule une définition d'un monde commun, ainsi faut-il se reconnaître une existence partagée. Depuis toujours, les groupements humains sont

¹⁴¹ Joseph Yvon Thériault. « Démocratisme et trouble identitaire ». Dans M. Elbaz et al(dir.), *Les frontières de l'identité : modernité et post modernité au Québec*, (Québec/Paris : P.U.L./l'Harmattan, 1996.), 165-180.

cimentés par le partage d'une culture. Dès lors, bien que la démocratie délie les hommes, l'événement *NOUS?* semble affirmer la pérennité d'un lien qui ne serait se restreindre qu'à la pure rationalité. Notre corpus révèle un imaginaire en construction, une mémoire qui s'active. En somme, il façonne les raisons pour édifier un monde commun, il dessine un « Nous ».

C'est vers cette analyse que nous mène l'événement. Notre corpus abonde de références à la culture québécoise. Le « Nous » de l'événement est sans l'ombre d'un doute alimenté par une lointaine filiation avec le Canada-français. Néanmoins, ce « Nous » exige très clairement l'inclusion. Il insère tous les habitants dans la communauté par laquelle il veut délibérer du monde commun. Le groupe ainsi désigné garde une trace de son passé, sa mémoire est longue, mais pas assez pour empêcher l'Autre d'y accéder et d'entrer dans la discussion politique.

Nous pensons que de comprendre l'événement *NOUS?* à l'aide d'un prisme d'analyse intransigeant fondé sur un rapport antagonique entre nation civique et nation culturelle est une erreur. Il faut comprendre l'ambivalence de l'événement comme témoignage d'une tension historique.

5.3 Conclusion

À la lumière de nos résultats, nous sommes convaincus que le nationalisme québécois demeure une idéologie politique toujours agissante au sein de la gauche québécoise. Celle-ci ne semble guère être séduite par le paradigme cosmopolitiste, du moins elle n'en assume pas toutes les conséquences logiques. En fait, les processus de globalisation sont indéniablement perçus par nos auteurs comme une voie de perte. La raison est simple, la mondialisation est connotée négativement dans la mesure où celle-ci incarne la volonté d'une élite économique à imposer sa vision capitaliste du monde contre l'idéal moral des peuples. Le nationalisme québécois est alors perçu comme gardien d'une conception morale du monde et de nos principes de société : l'égalité, la solidarité, l'environnementalisme, le féminisme. La nation

québécoise vue par le prisme de notre événement se propose de répondre à la question de «la vie bonne?», cela face à un capitalisme qui aurait oublié que la vie humaine ne résume pas dans le travail, le profit et la consommation.

Ce nationalisme garde profondément en tête d'où il vient. Il appartient à la filiation des premiers colons français. L'auteur de l'événement *NOUS?* a perdu contre les Anglais en 1763. Néanmoins, il espère intégrer à la discussion politique tous les êtres avec lesquels il partage son territoire. Le sujet politique de Parizeau en 1995 était unitaire et constitué des Québécois francophones¹⁴². Il n'entendait pas inclure les autres à la discussion. Ce n'était plus le cas le 7 avril 2012; tous doivent désormais participer à délibération commune sans égard pour leurs origines. Voilà pourquoi l'événement *NOUS?* met habilement en relief la difficile relation qu'entretiennent les modernes entre nation et démocratie.

Aussi, notre enquête appuie l'une des inquiétudes mises de l'avant par Thériault¹⁴³. Selon lui, la gauche politique s'est historiquement divisée entre une posture radicale et une perspective plus centriste tournée vers la démocratie sociale. Ces deux pôles se divisent notamment par leur vision de l'institution politique. La première participe à une démocratie radicale et est assurément anti-institutionnelle. L'autre s'accommode des institutions et pratique une démocratie délibérative. Pour Thériault, c'est à la seconde que l'on doit la plupart des acquis sociaux de l'État providence. Néanmoins, la posture radicale jouit aujourd'hui d'une grande popularité. L'événement *NOUS?* est sans l'ombre d'un doute la preuve que cette conception prolifère au sein de l'espace public québécois. Le corpus que nous avons analysé, tout comme les indignés,

¹⁴² Chaîne du Québec. *Jacques Parizeau*, (discours post-référendaire). 30 octobre 1995, (2013, 7 septembre) <https://www.youtube.com/watch?v=Y61a2Vh-NdY>

¹⁴³ Joseph Yvon Thériault. « Le peuple de gauche les carrés rouges et la crise des institutions ». *Op. cit.*, 9-20.

refusent le jeu de l'institution politique. Parallèlement à cela, le printemps 2012 se terminera par l'élection du Parti Québécois. Son mandat minoritaire sera très court et culminera par la réélection majoritaire des libéraux préalablement au pouvoir lors de l'événement *NOUS?*. Le programme de ces derniers apparaît quasiment antagonique aux préoccupations du corpus étudié. Peut-on alors se demander si ce refus de l'institution pourrait finalement s'avérer contre-productif dans sa volonté de transformer la société? C'est un peu comme si ce discours de l'avant-garde, fort d'un sentiment d'incarner la vérité devant l'absurdité contemporaine, faisait fi de la délibération démocratique. En refusant la discussion, c'est finalement par défaut que l'adversaire l'emporte.

Comme piste d'étude complémentaire, il est évident qu'une analyse comparée de ces résultats serait très pertinente. Par exemple, il serait intéressant d'y opposer la Nuit de la poésie de mars 1970. Nous pourrions poser les mêmes questions à ce corpus et observer comment les réponses ont évolué dans le temps. Il serait aussi avisé de mener une étude synchronique, c'est-à-dire de s'intéresser à un univers discursif contemporain au sein de la société québécoise. Nous aurions pu par exemple mener la même enquête à partir d'un échantillon constitué d'un groupe plus à droite sur le spectre politique, ou même d'un groupe d'immigrants.

De plus, il serait juste, afin de mieux comprendre la société québécoise, d'étudier quantitativement la portée des différents discours au sein de l'espace public québécois. Gauche et droite, immigrant et « pure laine » auraient-ils autant accès à la parole?

5.3.1 Les limites de notre enquête

Nous avons identifié trois limites à ce mémoire :

- Il laisse dans l'angle mort certains arguments présents lors de notre évènement.

- Il ne s'intéresse à aucune analyse concernant certaines variables inhérentes à notre échantillon (âge, profession, origine).
- Les attentes des organisateurs.

D'abord, nous avons choisi d'interroger notre corpus par le biais de trois grandes questions qui étaient au cœur de nos préoccupations. Autrement dit, il y avait une dimension largement inductive à ce choix. Nous avons voulu savoir comment notre corpus répondait aux questions que nous lui avons posées. Ainsi, certains faits intéressants ont sans doute été laissés dans l'ombre. Cela dit, il s'agit d'un corpus très riche auquel nous pourrions poser un nombre inestimable de questions et de sous-questions. Par exemple, tenter de définir les ingrédients de la mémoire collective québécoise présentés lors de l'événement ou discuter de la question des autochtones. Cela dit, nous avons ciblé des problèmes qui nous semblaient tout à fait pertinents et qui constituaient un angle privilégié dans le contexte contemporain. Une première lecture des textes permettait déjà de saisir l'importance de ces questions dans le corpus.

Ensuite, il aurait été intéressant de diviser notre corpus en fonction de différentes variables. Les réponses varient-elles selon l'âge des participants? Est-ce que les participants issus de l'immigration construisent le même type de discours que les auteurs de filiation canadienne-française. Nous avons préféré ne pas faire cette distinction, car notre intérêt fut de considérer l'événement comme un tout, comme s'il s'agissait d'un auteur.

Enfin, il est certain que les organisateurs ont choisi les participants à l'évènement avec grand soin. Ces derniers représentent une tranche de la société québécoise, plus précisément : une certaine gauche nationaliste. Néanmoins, c'est en ayant cela en tête que nous avons élaboré ce mémoire. Le corpus incarne un fragment social, il s'agit d'un groupe significativement présent dans l'espace public québécois. Il nous permet

de nous infiltrer au cœur de l'imaginaire des faiseurs de sens de la société québécoise actuelle.

BIBLIOGRAPHIE

Anderson, Benedict, *L'imaginaire national*, Paris, La découverte, 1996.

Balthazar, Louis. *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*, Montréal : VLB éditeur, 2013

Balthazar, Louis. «Les nombreux visages du nationalisme québécois», Dans *État et société. Québec. Tome I*. Sous la direction de Alain-G. Gagnon, 23-40. Montréal : Les Éditions Québec/Amérique, 1994,

Beauchemin, Jacques et Mathieu Bock-Côté *et al.* *La Cité identitaire*. Montréal : Éditions Athéna, 2007.

Beauchemin, Jacques. *La Société des identités: Éthique et politique dans le monde*. Montréal : Éditions Athéna, 2007

Beck, Ulrich. *Qu'est-ce que le cosmopolitisme?*. France : Aubier, 2006.

Blais, M, S. Martineau, «L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes», *Recherches Qualitatives*, Vol. 26, No. 2, (2007), 1-18.

Bouchard, Catherine. *Les nations québécoises dans l'action nationale. De la décolonisation à la mondialisation*. Québec : Les presses de l'université Laval, 2002

Bouchard, Gérard. «La réécriture de l'histoire nationale au Québec. Quelle histoire ? Quelle nation ?». Dans *À propos de l'histoire nationale*. Sous la direction de Robert Comeau et Bernard Dionne, 115-141. Montréal : Les Éditions Septentrion, 1998.

Brassard, Alexandre, «le nationalisme chez les artistes québécois», (Thèse de doctorat l'université York, 2010.

Canonne, Justine. « Indignés : les nouvelles formes de protestation », *Science humaines*, No. 235, 2012, http://www.scienceshumaines.com/indignes-les-nouvelles-formes-de-protestation_fr_28437.html
contemporain. Montréal: Athéna, 2004

Descombes, Vincent. *Les Embarras de l'identité*, Paris : Gallimard, « Les Essais », 2013.

Dominique Leydet. « Patriotisme constitutionnel et identité nationale ». *Philosophiques*, Vol. 14, No. 2, (1992), 81-92.

Dumont, Fernand. *Genèse de la société québécoise*. Québec : Bréal compact, Essai, 1996.

Dumont, Fernand. *Raisons commune*. Montréal : Boréal, 1997

Dupuis-Déri, Francis. *Démocratie. Histoire politique d'un mot. Aux États-Unis et en France*, Montréal : LUX, 2013.

Ehrenreich, Barbara et John Ehrenreich. « La formation des 99% américains et la faillite de la classe moyenne ». Dans *D'Athènes à Wall Street, #indignés, échos d'une insurrection des consciences*. Textes regroupés par la revue contretemps, Paris : édition La découverte, 2011.

Engels, Friedrich et Karl Marx. *Manifeste du Parti communiste*, 1848
<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000.htm>

Gauthier, Gilles. « L'argumentation sur la question nationale au Québec », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 9, No. 1, 2006, 257-274.

Giovanopoulos, Christos, « La démocratie née dans les places », dans *D'Athènes à Wall Street, #indignés, échos d'une insurrection des consciences*, Textes regroupés par la revue contretemps, Paris : édition La découverte, 2011.

Graebner, David, « Faire l'impossible à propos de la décision au consensus », dans *D'Athènes à Wall Street, #indignés, échos d'une insurrection des consciences*, Textes regroupés par la revue contretemps, Paris : édition La découverte, 2011.

Guy, Chantal. « L'événement Nous?: douze heures de réflexion sur la démocratie. », *La Presse* (Montréal), 7 avril, 2012

Habermas, Jürgen, *Après l'état-nation*, Paris : Fayard, 2000

Jacques Beauchemin. « Grand résumé de La Société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain, Montréal, Athéna Éditions » *SociologieS*. Grands résumés, La Société des identités, 2011. <http://sociologies.revues.org/3737>

Lamarre, Jean. *Le devenir de la nation québécoise : selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet, 1944-1969*. Québec : Les éditions du Septentrion, 1993.

Manent, Pierre. *Cours familial de philosophie politique*. France : Fayard, 2001.

Mathieu, Geneviève. *Qui est Québécois? Synthèse du débat sur la redéfinition de la nation*, Montréal : VLB Éditeur, 2001.

Nadeau, Rémi. « Hamad accuse Le Moulin à paroles de faire l'apologie du FLQ. » *Le Soleil* (Québec), 4 septembre, 2009

Parizeau, Jacques. *Jacques Parizeau - 30 octobre 1995*, Chaîne du Québec, 10 Min et 41 sec. 2013. <https://www.youtube.com/watch?v=Y61a2Vh-NdY>

Pratte, André. « Le moulin à propagande. », *La Presse* (Montréal), 9 septembre, 2009

Rebick, Judy. *Le mouvement occupy : nous sommes les 99%*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2013.

Rioux, Marcel. *La question du Québec*, Paris : Éditions Seghers, Collection Événements, 1969.

Rosanvallon, Pierre. *La contre-démocratie*. Paris : Seuil, 2006.

Rosanvallon, Pierre. *La société des égaux*. Paris : Seuil, 2011.

Schnapper, Dominique. *La communauté des citoyens* (2e ed). France : Gallimard, Folio essais, 2003.

Schnapper, Dominique. *La compréhension sociologique. Démarche de l'analyse typologique*. Paris : PUF, Quadrige, 2005.

Sylvie Koller. « Espagne : les mains fragiles des Indignés », *Études* 2(Tome 416), 2012. www.cairn.info/revue-etudes-2012-2-page-163.htm.

Thériault, Joseph Yvon et E. Martin Meunier. « Que reste-t-il de l'intention vitale du Canada français? », Dans *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada : nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*. Sous la direction de Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal, 205-238. Montréal : Fides, 2008.

Thériault, Joseph Yvon. « Fin de la société, cosmopolitisme et démocratie? » Dans *La fin de la société*. Sous la direction de Jonathan roberge, Yan sénéchal Et Stéphane vibert, 237-250. Montréal : Athéna, 2012

Thériault, Joseph Yvon. « Le peuple de gauche les carrés rouges et la crise des institutions ». *Argument*, Vol. 15, No. 2, 2013.

Thériault, Joseph Yvon. « Politique et démocratie au Québec : de l'émergence de la nation à la routinisation du souverainisme », *Recherches sociographiques*. vol. 52, No 1, 2011.

Thériault, Joseph Yvon. *Critique de l'américanité, mémoire et démocratie au Québec*. Montréal : Québec Amérique, 2005.

Thériault, Joseph-Yvon. «La démocratie et le trouble identitaire.», Dans *Les frontières de l'identité. Modernité et postmodernité au Québec*. Sous la direction de Mikhaël Elbaz, Andrée Fortin, Guy Laforest, 165-179. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 1996.

Thomas, D.R. «A general inductive approach for analyzing qualitative evaluation data». *American Journal of Evaluation*, 237-246. Vol. 27, No2, 2006,

Van de Velde, Cécile « “Indignés” : les raisons de la colère », *Cités*. 283-287. Vol. 3 No. 47-48, 2011 www.cairn.info/revue-cites-2011-3-page-283.htm. P. 284

Weber, Max. *Économie et société* (tome 1). Paris : Plon, 1971

Weber, Max. *Essais sur la théorie de la science*, Paris : Pocket, 1992